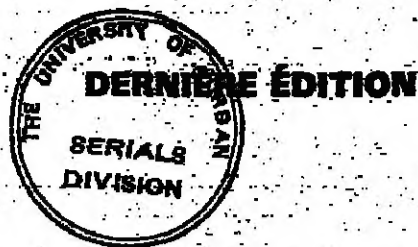


Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14104 - 5 F

SAMEDI 2 JUIN 1990

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-NESY - DIRECTEUR: ANDRÉ FONTAINE

Fin de règne au Libéria

EST-CE le commencement de la fin pour Samuel Doe, qui s'accroche désespérément au pouvoir alors que les troupes rebelles, conduites par Charles Taylor, campent presque aux portes de la capitale ? Les États-Unis semblent ne plus faire grand cas du régime libérien, dont ils ont été, ces dernières années, le principal bailleur de fonds. Ils viennent, en effet, de donner l'ordre à leurs ressortissants dont la présence ne se justifie pas de quitter le pays. Des bâtiments de l'US Navy croisent déjà au large des côtes africaines, prêts à les évacuer. Des diplomates américains ont même pris langue avec les masquarades.

La récente attaque des bureaux des Nations unies à Monrovia - par une bande armée non identifiée - au cours de laquelle une personne a été tuée et une trentaine d'autres enlevées, a montré, si cela était nécessaire, que le chaos s'est durablement installé dans le pays. Samuel Doe n'a plus guère de prise sur les événements, qui semblent le conduire inexorablement à sa perte. La ferme invitation adressée par le département d'État américain aux autorités locales de « faire respecter l'ordre et la loi » n'est donc que de pure forme.

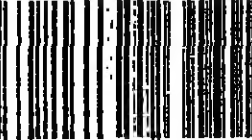
PAR la voix de son ministre de l'information, le chef de l'État libérien, aux abois, vient d'indiquer qu'il était enfin prêt à négocier avec les masquarades de Charles Taylor. Mais n'est-il pas déjà trop tard ? « La paix à laquelle je suis favorable est une paix sans Samuel Doe », a aussitôt répliqué le chef rebelle, persuadé que le pouvoir tombera bientôt entre ses mains comme un fruit mûr.

Pour l'heure, Samuel Doe refuse de se retirer, estimant que sa démission ne résoudrait pas la crise. Voudrait-il gagner du temps en proposant, « dans l'intérêt de la paix et de la sécurité », d'avancer les élections législatives prévues pour octobre 1991 ? Le Parlement s'y est opposé, et lui a ainsi fermé l'une des dernières portes de sortie. Résistera-t-il pied à pied avec le dernier carré de ses fidèles ou se résignera-t-il à prendre la fuite ?

UNE fin pitoyable paraît attendre cet ancien sergent-chef qui, en avril 1980, avait, de manière sanglante, chassé du pouvoir l'impopulaire oligarchie des Tolbert et qui a dû, en cours de mandat, déjouer plusieurs tentatives de coup d'État. En tout cas, il n'aura tenu aucune de ses promesses, conduisant peu à peu son pays sur la voie du délabrement politique et de la faillite économique, sourd aux appels de tous ceux qui lui auraient lancé des mises en garde.

Sous sa houlette, la plus ancienne république d'Afrique noire, qui fut fondée en 1847 par d'anciens esclaves américains, s'en est allée à la dérive, si bien que la majorité de la population a fini par prendre fait et cause pour les rebelles de Charles Taylor, dont l'équipée a commencé, fin décembre, dans le nord-est du pays, et qui se préparent à chasser du pouvoir un homme qui, contre vents et marées, a toujours voulu rester seul maître à bord. Peut-être la fin d'une époque au Libéria, comme ailleurs en Afrique...

M 0147 - 602 0 - 5,00 F



Le sommet de Washington

M. Bush et M. Gorbatchev ont progressé sur l'« approche » du problème allemand

Les résultats du premier entretien entre M. Bush et M. Gorbatchev sur le statut de l'Allemagne unifiée, jeudi 31 mai, ont été présentés en termes positifs. De part et d'autre, on a souligné qu'un progrès avait été réalisé sur le fond, du moins sur une « approche » non polémique du sujet. Les ministres des affaires étrangères, MM. Baker et Chevardnadze, ont été chargés de poursuivre la discussion. M. Bush et M. Gorbatchev devaient signer vendredi un accord sur le désarmement chimique ainsi qu'une déclaration commune sur les grandes lignes d'un accord de réduction des armements nucléaires stratégiques.

WASHINGTON

de notre correspondant

Quelques généralités, et puis l'Allemagne, seulement l'Allemagne. Pour la première journée de leurs entretiens à la Maison Blanche, MM. Bush et Gorbatchev se sont attaqués d'emblée à la question qui les préoccupe - et les divise - le plus. Et il semble, à en croire le numéro un soviétique, qu'on ait un peu progressé, que quelque chose qui ressemble à une esquisse de rapprochement se soit dessiné, ou au moins qu'on ait constaté que les positions n'étaient peut-être pas tout à fait aussi éloignées qu'on le croyait. Sortant de la Maison Blanche, après sa deuxième séance d'entretiens, M. Gorbatchev a éprouvé le besoin de faire savoir que « quelque chose avait émergé » des discussions, et qu'on était convenu de charger les ministres des affaires étrangères, MM. Chevardnadze et

Baker, de poursuivre l'exploration de la question, d'ici à la fin du sommet.

M. Bush lui, a paru un peu plus restrictif, soulignant que « les éléments fondamentaux n'avaient pas changé ». Comme on lui demandait si les entretiens avaient été positifs, il a répondu que « le ton était bon », manière de laisser entendre qu'il n'y avait pas grand chose de très nouveau sur la substance. Un peu plus tard, son porte-parole, M. Fitzwater, déconseillait d'attendre « des changements considérables », et expliquait que si idées nouvelles il y avait, elles portaient plutôt sur « l'approche » du problème que sur le fond. Son

homologue soviétique, M. Maslennikov, ajoutait que les deux chefs d'État ne parviendraient vraisemblablement pas « à quelque chose de positif avant la fin du sommet ».

En somme on titille l'intérêt tout en incitant à la prudence et surtout en cultivant le mystère : MM. Bush et Gorbatchev se sont en effet mis d'accord pour ne rien révéler de ces idées nouvelles - ou relativement nouvelles - et le président américain s'est constamment abrité derrière cet accord pour refuser toute précision.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 3

Paris, l'OTAN et le statut de l'Allemagne

Le « modèle français » peut-il ouvrir la voie à un compromis avec Moscou ?

Lire page 3 l'article de J. KRAUZE

Face aux réserves du gouvernement

Le PS impose la réforme de la taxe d'habitation

Les députés socialistes ont adopté en première lecture, vendredi 1^{er} juin, une réforme de la taxe d'habitation prévoyant d'asseoir la part départementale de cette taxe non plus sur la valeur locative du logement mais sur les revenus du ménage qui l'occupe. Cette réforme, qui pourrait entrer en application dès 1991, a été imposée au gouvernement par le PS qui a obtenu la neutralité du PC.



Lire page 7 les informations et les analyses de J. KRAUZE

Un an après, l'ordre règne à Pékin

Pour faire oublier la sanglante répression de la place Tiananmen les autorités s'efforcent de faire croire que tout est normal...

PÉKIN

de notre correspondant

L'ordre règne à Pékin. Il ne saurait en être autrement : l'armée et la police sont sur les dents. Dans la journée, les soldats, déguisés en membres de la police armée, s'entraînent dans la Cité interdite à repousser des manifestants fictifs.

Le soir, des barrages filtrent les rares passants. La nuit, les camions bûchés se font entendre dans les grandes avenues. Au moindre signe d'agitation, les armes pourraient réapparaître. Les chefs en titre du régime, MM. Jiang Zemin et Li Peng, sont allés inspecter, à l'approche

du premier anniversaire de la tragédie de juin 1989, une académie de police anti-émeute.

L'ordre règne donc. Et après ? Le chemin de croix des anniversaires du « printemps de Pékin » se sera en principe déroulé sans incident majeur. Mais à l'automne, les conditions pouvant mener à un dérapage seront réunies à nouveau : la présence massive de la presse étrangère venue pour les Jeux asiatiques. Le régime dit avoir acquis à l'étranger une quantité suffisante de matériel spécialisé pour maintenir l'ordre. Mais chaque rendez-vous de ce genre devrait poser les mêmes problèmes. La nervosité du régime suffit à

démontre ses propos étonnants selon lesquels l'armée n'a pas commis un massacre terrifiant contre la population civile, dans la nuit du 3 au 4 juin 1989.

Encore aujourd'hui, des gens simples, non engagés dans l'opposition clandestine, prennent le risque de faire connaître à des journalistes étrangers leur témoignage ou celui de leurs proches sur la nuit du drame. Toujours, il est question de corps tombant à quelques mètres, de fusillades sans discrimination par une soldatesque affolée, contrainte à tuer par l'aveuglement du pouvoir civil.

Les faits se sont parfois même déroulés près de cette place

Tiananmen où il se s'est officiellement rien passé, lors de l'évacuation massive du camp de étudiants grévistes de la faim.

Les témoignages publiés à Pékin portent en effet sur des violences qui ont eu lieu quelques heures plus tôt, ou un peu plus tard, ou juste à l'extérieur du périmètre sacré.

Et pourtant, que d'efforts pour tenter de faire croire que tout est normal ! Les magazines regorgent de marchandises. Les lieux saints sont pour Pékin, capitale crasseuse et enlaidie, l'occasion d'un lifting général.

FRANCIS DÉRON
Lire la suite page 6

Haro sur les grandes écoles !

Les injonctions de M. Mitterrand et l'impératif européen mettent à mal le corporatisme des élites

« Est-ce que vous croyez qu'il ne faudrait pas accroître considérablement, peut-être doubler, le nombre des élèves dans les grandes écoles polytechniques et les autres. Pourquoi sont-elles ainsi fermées comme s'il s'agissait d'une chasse gardée ? »

En lançant cette charge, sabre au clair, et ce défi devant deux mille lycéens et étudiants rassemblés à Evry le 31 mai, M. François Mitterrand fait d'une pierre deux coups.

Quel meilleur terrain, en effet, que cette dénonciation des « chasses gardées », autant dire des privilèges, pour un président de la République soucieux à la fois de remobiliser un peuple de gauche déboussolé et de réaffirmer la priorité accordée, pendant son second septennat, à la formation et à l'éducation. Quel meilleur terrain, quand tout milite en

favor d'une ouverture plus large des portes des grandes écoles françaises, d'ingénieurs ou de managers. Les raisons politiques d'abord. Le temps n'est plus, comme au début des années 80, où les « coupeurs de tête » de Valence révisaient, à la suite de Jean-Jacques Servan-Schreiber, de supprimer les grandes écoles.

La résistance d'institutions aussi buppées que Polytechnique et Normale Sup, Centrale et HEC, le carcé magique des élites françaises, la puissance de leurs anciens élèves qui peuplent et cadencent la haute fonction publique comme les États-majors industriels et politiques, tout avait contribué, alors, à réduire à néant ces rêves égalitaires.

GÉRARD COURTOIS
Lire la suite page 8

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

23, PLACE VENDÔME, PARIS
40.15.03.51

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 860 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,20 \$ CAN; Antilles-Fr., 8 F; Côte d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 12 KRO; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2.000 L.; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 180 ESC; Suède, 375 F CFA; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

JUN 1990

DÉBATS

Population

Un taux de natalité ne se décrète pas

par Claude Evin

EST-CE que j'ai une tête de mesure gouvernementale ? Telle était la question posée il y a quelques années, avec les mots de la pub, sur tous les murs de France, par un bébé charmeur.

Aujourd'hui, un débat passionné s'engage entre spécialistes sur les chiffres de la natalité en France. Il peut paraître, il faut bien l'avouer, assez hermétique pour les Français. Certains se demandent, étonnés, comment l'on peut discuter de « demi-enfant » par femme, en plus ou en moins.

Ce débat, pour simplifier, porte sur deux conceptions différentes de la démographie : l'une, prônée par exemple en Grande-Bretagne, ne reconnaît aucun rôle à l'Etat dans le domaine de la famille ; l'autre, celle de la France, mais aussi par exemple des pays nordiques, assigne aux pouvoirs publics le rôle de favoriser la natalité, notamment à travers un système de prestations familiales.

Les chiffres fournis par nos démographes ne doivent pas être l'objet de polémiques inutiles. Ils nous permettent de connaître la situation actuelle, de savoir que les femmes qui n'auront plus d'enfant ont en moyenne 2,1 enfants et que l'ensemble des femmes en âge de procréer, toutes générations confondues, ont actuellement en moyenne 1,8 enfant chacune. Ils nous rappellent que les femmes ont leurs enfants de plus en plus tard. Ce sont des indicateurs utiles, mais qui ne nous permettent pas de préjuger de l'évolution des naissances : le niveau de la natalité en France est supérieur à celui des pays européens, mais rien n'est acquis pour l'avenir.

En ce qui concerne le rôle de l'Etat dans la démographie, le débat ne peut pas être réduit à l'opposition entre politique nataliste et non-intervention. S'enfermer dans ce débat réducteur, ce serait faire l'erreur de confondre politique de la population et politique à seule visée nataliste. Or un taux de natalité ne se décrète pas. De même, on ne peut réduire une politique de la population au seul problème de la place des populations d'origine étrangère dans notre pays.

La politique de la population ne peut donc être globale. Elle doit d'abord s'intégrer dans ce qui fait notre histoire. Depuis 1789, l'idée de nation a un contenu politique : la République, qui légitime l'intégration de toute personne adhérent aux valeurs de la démocratie. Dans d'autres pays, au contraire, le concept de la nation repose sur des critères identitaires, fondés sur l'ethnie ou la religion, qui génèrent eux-mêmes leur

vision de la famille et de la naissance.

Notre politique de la population doit aussi dépasser une vision trop « hexagonale ». La libre circulation des personnes dans l'Europe des Douze, les bouleversements en cours dans les pays de l'Est et, plus largement, la poussée démographique venant des pays les plus pauvres, autant d'éléments nouveaux qui nous appellent à en actualiser le contenu.

Dans ce contexte, la politique du gouvernement en matière de population répond à trois objectifs : garantir la cohésion sociale ; encourager la vitalité de notre société ; veiller à l'équilibre des générations.

Cohésion sociale et immigration

Le premier défi est donc celui de l'intégration des immigrés. Car mener une politique de la population ambitieuse en 1990, c'est avant tout garantir la cohésion sociale. Les événements les plus récents sont là pour nous rappeler qu'elle n'est jamais acquise, et que certains, au nom d'idéologies racistes, sont toujours prêts à la mettre en cause. L'histoire nous permet cependant de relativiser nos difficultés actuelles. La France a toujours su et saura encore demain s'enrichir de l'intégration des immigrés autour des valeurs de la République.

Nous devons cependant tenir compte du changement de dimension et de nature de l'immigration actuelle. Notre politique de coopération et d'aide au développement consiste aussi à faire comprendre aux populations du Sud que l'on ne résoudra pas les problèmes des pays du tiers-monde par l'émigration massive vers le Nord. Dissuadons donc les nouvelles arrivées, mais pour les étrangers qui sont chez nous, en règle avec la loi, c'est la voie de leur intégration durable qui s'impose.

Elle suppose de s'attaquer prioritairement aux problèmes qui touchent toutes les populations défavorisées sans distinction de nationalité : l'accumulation des difficultés de logement, de chômage, de scolarisation dans un environnement souvent dégradé.

C'est le sens de la politique de la ville, engagée par le gouvernement sur quatre cents sites prioritaires. Elle nécessite la mobilisation des collectivités locales, dont beaucoup dépendent depuis la décentralisation, et la volonté de refuser que, comme une fatalité, revienne toujours le constat que seuls les pauvres sont solidaires des pauvres.

Voilà qui devrait faire l'objet d'un

accord minimal entre tous les hommes politiques responsables si l'on voulait bien se préoccuper avant tout de l'intérêt du pays.

Le deuxième défi auquel nous sommes confrontés, c'est celui du développement d'un environnement favorable à l'enfance. Car une politique de la population doit encourager la vitalité de notre société. Retrouver cette volonté de construire ensemble l'avenir qu'exprimait le baby-boom des décennies d'après-guerre.

Le désir d'enfant est aujourd'hui très fort : les demandes d'adoption et de procréation médicalement assistée en sont des signes, comme l'extrême sensibilité de l'opinion au problème de l'enfance maltraitée ou au thème des droits de l'enfant. Grâce à la contraception, l'arrivée d'un enfant est heureusement de plus en plus un véritable choix. Notre politique familiale doit permettre à ce désir d'enfant de se concrétiser.

Il nous faut donc pour cela veiller régulièrement à maintenir et à adapter notre système de prestations familiales. Tel est le sens des mesures qu'Hélène Dorhac et moi-même avons annoncées le 20 janvier à l'occasion de la huitième conférence annuelle des familles. Elles amélioreront l'adaptation de notre système de prestations à la prolongation de la scolarité et au développement du travail féminin, deux phénomènes contemporains essentiels. Neuf cent mille enfants et leurs familles en bénéficieront, et prioritairement les jeunes familles ou celles qui ont les charges les plus lourdes. Mais on ne peut pas aider les familles qui veulent avoir un enfant uniquement en distribuant des prestations.

Les conséquences du « baby-boom »

J'ai eu, il y a quelques mois, la joie d'accueillir un troisième enfant. Mais nous avons vécu en même temps, ma femme et moi, toutes les difficultés d'un changement de taille d'une famille. Et encore suis-je dans une situation que je sais privilégiée. Je suis donc bien conscient que c'est tout un environnement favorable à l'enfant qu'il faut créer : multiplication des offres d'accueil pour les jeunes enfants, adaptation des rythmes de vie, de l'habitat et de l'école. L'Etat a sa part de responsabilité, mais tous les acteurs locaux, sociaux, économiques et associatifs, de l'entreprise à l'individu, doivent contribuer à cette exigence.

La responsabilité publique est bien de permettre à chacun de participer

à un projet collectif et d'y trouver aussi en partie le sens de sa vie personnelle, mais non pas de se substituer à la responsabilité individuelle.

Le troisième défi posé à notre société, c'est celui du vieillissement.

Ma conviction est qu'une politique de la population doit aussi veiller à l'équilibre des générations. La progression de l'espérance de vie ne peut que nous réjouir, mais elle est à l'origine d'un « papy-boom » ou plus exactement d'un « many-boom », dont nous n'avons pas encore mesuré toutes les conséquences. Je ne crois pas comme certains à un conflit de générations, mais je mesure les contraintes qui pèseront sur notre système de protection sociale.

Je suis convaincu, par ailleurs, qu'une politique de l'enfance est indissociable d'une politique de la vieillesse. Ayons d'abord le souci de rendre leur place aux personnes âgées. Les grands-parents, les jeunes retraités, ont souvent un rôle essentiel dans la vie quotidienne des familles. Ce rôle doit être reconnu et élargi. Le thème des solidarités intergénérationnelles est à approfondir. Notre société a tout à y gagner. Encore faut-il leur permettre de vivre pleinement leur retraite en veillant à ce que la charge des jeunes enfants ne repose pas seulement sur eux.

La prise en charge des personnes âgées dépendantes constitue aussi l'un des enjeux majeurs de la politique sociale et familiale de demain. Le manque criant actuellement de structures d'accueil et d'hébergement risque de peser de plus en plus sur les familles, et notamment les plus démunies. L'effort nécessaire de solidarité est d'ores et déjà engagé, d'abord pour garantir à chacun une vieillesse digne.

Politique de l'immigration, de l'enfance, de la vieillesse, c'est en agissant sur tous ces leviers que la politique sociale et familiale de demain, la marque criant actuellement de structures d'accueil et d'hébergement risque de peser de plus en plus sur les familles, et notamment les plus démunies. L'effort nécessaire de solidarité est d'ores et déjà engagé, d'abord pour garantir à chacun une vieillesse digne.

C'est un vrai projet de société que de convaincre un peuple de la richesse que représente pour lui un équilibre entre chacune de ses composantes.

C'est là, en définitive, le vrai défi et le seul but qui vaille pour une politique de la population adaptée aux réalités d'aujourd'hui : redonner à notre société confiance en elle-même, en un avenir fondé sur la cohésion et la solidarité.

» Claude Evin est ministre de la Santé et de la Protection sociale.

TRAIT LIBRE



Environnement

Massacre à haute tension

par Jean-Pierre Raffin

BEAUX blancs, églises romanes, villages et hameaux au bord encore préservé, le Charolais-Brionnais est, pour l'aménité de son paysage, un terroir très prisé des visiteurs français ou étrangers. Il s'y développe un tourisme diffus, intelligent, soucieux de ne pas dégrader les sites qui l'attirent. C'est un apport économique intéressant, car, là comme ailleurs, l'élevage et l'agriculture ne suffisent pas à garantir l'avenir. Le conseil régional de Bourgogne l'a bien compris, puisque, conjointement avec l'Etat, il a retenu le Charolais-Brionnais comme « grand site culturel et touristique de Bourgogne », en mars 1989.

Mais c'était compter sans EDF. Peu de temps après, les habitants apprennent que cet Etat dans l'Etat envisage de balayer leur région sur une trentaine de kilomètres avec une ligne à haute tension de 63 000 volts. La puissance de l'ouvrage étant inférieure à 225 000 volts, il n'y aura pas d'enquête publique. Alors, en quelques jours, se constitue une association Haute Tension en Charolais-Brionnais.

Sans discuter du bien-fondé de la ligne, elle demande son entêtement pour que soit préservé un patrimoine culturel et naturel de grande valeur. Dix conseils municipaux sur les quinze communes concernées par le projet adoptent le même attitude. EDF fait la sourde oreille, affirmant qu'une ligne enterrée coûte plus cher qu'une ligne aérienne (mais l'on ne connaît pas ses modes de calcul).

En juin, le député de la circonscription, M. Jean-Marc Neume, demande à son tour qu'une étude objective soit réalisée sur une implantation en

souterrain. Forte de plus de cinq cents adhérents (une performance à l'échelle des cantons ruraux), l'association Haute Tension en Charolais-Brionnais, présidée par un maire, repart du préfet de Saône-et-Loire l'assurance qu'avant la signature de l'arrêté d'utilité publique sera organisé « un complément d'enquête de la manière la plus démocratique qui soit, avec des ateliers de concertation et de consultation des habitants ». En mars 1990, le préfet signe l'arrêté déclarant d'utilité publique le projet de ligne aérienne. Il n'y a pas eu complément d'enquête.

Un plan vert

Un mois après, M. Michel Barnier, député et président du conseil général de Saône-et-Loire, remet un rapport sur l'environnement au président de la République et publie *Chacun pour tous*. Il y dénonce l'absolutisme d'EDF et son obstination à refuser les lignes enterrées (adoptées maintenant aux Pays-Bas, en Autriche, en Suisse, en Italie, aux Etats-Unis...).

Différents ministères de l'environnement ont signé des conventions avec EDF. Elles n'ont pas servi à grand-chose. L'actuel secrétaire d'Etat chargé de l'environnement annonce un « plan vert ». Les plans, les projets, une France belle demain, c'est bien. Mais comme ce serait mieux si l'on agissait aujourd'hui ! Combien les plans, fussent-ils verts, seraient plus crédibles si les plus zélés serviteurs de l'Etat ne se conduisaient pas comme les pires des crânes.

» Jean-Pierre Raffin est président d'honneur de France Nature Environnement.

AU COURRIER DU Monde

Un consensus limité

Dans l'article intitulé « De Gaulle à cent ans », paru dans le *Monde* du 24 mai, vous tracez un panorama de la vie, des opinions et de l'œuvre du général.

Pourquoi faut-il que vous repreniez à votre compte un jugement objectivement faux — répandu par les médias — sur la dernière élection présidentielle, en écrivant : « La réélection de l'actuel président a certes présenté un aspect bien plus consensuel... »

D'après les chiffres définitifs donnés par le *Monde*, les pourcentages de voix des inscrits recueillis au deuxième tour des trois dernières élections présidentielles sont les suivants : 1974 Giscard d'Estaing, 43,73 % ; 1981 Mitterrand, 43,25 % ; 1988 Mitterrand, 43,81 %. Où est « l'aspect bien plus consensuel » ?

GEORGES STRAUSS

Paris

Leadership en français

Dans le *Monde* du 11 mai, le professeur Stanley Hoffmann faisait appel aux « défenseurs de la langue française » pour trouver le mot adéquat qui rende le sens de « leadership ».

Ce mot existe. En 1792, Talleyrand composa un *Mémoire sur les rapports actuels de la France avec les autres Etats de l'Europe*, contenant une réflexion admirable : « On sait bien maintenant à quoi se réduisent toutes les grandes idées de rang, de primauté, de prépondérance... On a appris enfin que la véritable primauté, la seule utile et raisonnable, la seule qui convienne aux hommes libres et éclairés est

d'être maître chez soi et de n'avoir jamais la ridicule prétention de l'être chez les autres ».

Le mot « primauté » me plaît beaucoup car il se distingue du rang, de la prépondérance et même de la suprématie.

NICOLAS MANSON

Paris

Le manifestant qui manquait

Que Hamadi Essid, ambassadeur de la Libye à Paris (*le Monde* du 19 mai), ait eu le temps de ne pas être venu à la manifestation du 14 mai, après les profanations de Carpentras, j'en suis persuadé. Sa présence, parmi tant d'autres personnalités, aurait été comprise comme la confirmation — sur le terrain — de son engagement pour le respect mutuel et pour le dialogue.

Peut-être, en effet, aurait-il rencontré, chemin faisant, des personnes aux idées hostiles aux libyens. Peut-être, même, aurait-il été choqué par des cris, des slogans et des drapeaux. Mais il n'y en a eu que très peu.

L'essentiel, c'était pourquoi nous étions là, si différents et si nombreux. L'essentiel, c'était ce serment muet, mais profond, que nous nous sommes fait de ne pas laisser se propager la haine, l'exclusion et l'intolérance.

Et qu'importe, Hamadi Essid, ce que vous n'avez pas aimé de paroles, peut-être mal comprises ; qu'importe les extrémistes stupides — n'en avez-vous pas vous-même d'incompréhensibles ? Domage. J'ai défilé, tenant par le bras le représentant de la Mosquée de Paris. Je vous aurais volontiers pris à mon autre bras.

Il est grand temps que les Arabes, avec vous, comme vous, se prononcent clairement sur la Shoah et contre le révisionnisme.

THEO KLEIN

Paris

Rado. Inventeurs de la montre inrayable.



Une montre qui semble venir d'ailleurs.

"La Coupole". La nouvelle Rado. Une vraie Rado. Novatrice.

Originale. Fulgurante. Verre saphir inrayable en forme de coupole.

Presque aussi dur que le diamant. Et si légère. Si agréable au poignet. En trois grandeurs différentes. Faites connaissance avec la nouvelle Rado "La Coupole".

RADO

Switzerland

MEDARD

17, rue Georges Clemenceau 78000 VERSAILLES

DUBREUIL

18, rue du Mal Foch 78110 LE VESINET

PASCAL A.

5, rue au Pain 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

statut mili

Le modèle frat

un com

Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs...

Les discussions ont par ailleurs... Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs...

Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs... Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs...

Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs... Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs...

Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs... Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs...

Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs... Le statut militaire... Le modèle frat... un com... Les discussions ont par ailleurs...

ÉTRANGER

Le statut militaire de l'Allemagne unifiée et le sommet de Washington

Le modèle français peut-il ouvrir la voie à un compromis avec Moscou?

« Et pourquoi pas un statut à la française pour l'Allemagne unifiée dans l'OTAN? », demandait-il y a quelques jours, le président soviétique à M. Mitterrand qui lui rendait visite à Moscou. Le chef de l'Etat français ne répondit pas. M. Gorbatchev n'insista pas davantage publiquement et on en resta là. Mais pour la première fois, à quelques jours du sommet de Washington, le numéro un soviétique venait d'indiquer que l'intégration de toute l'Allemagne dans l'OTAN est à ses yeux négociable, à une condition : que l'Allemagne unifiée soit dotée dans l'alliance atlantique de ce qu'il appelle un « statut à la française », c'est-à-dire qu'elle n'apporte pas au commandement militaire intégré.

A Paris, des émissaires de Moscou se sont chargés ces derniers jours de distiller cette idée dans les milieux dirigeants et auprès de la presse, en laissant parfois entendre - ce qui ne prouve rien - qu'ils avaient l'oreille de M. Mitterrand. Les Soviétiques savent que cette proposition déplaît aux Américains dans la mesure où elle signifie la dislocation de l'actuelle structure militaire de l'OTAN dont l'Allemagne est le pilier central en Europe. Ils semblent en revanche fonder de grands espoirs sur son succès en Allemagne et ne pas désespérer de la France.

Les Allemands de l'est, en effet, ont exprimé en mars leur désir de réunification rapide en votant massivement pour la CDU ; mais sur les questions de sécurité leur sensibilité n'est pas celle des conservateurs de RFA et, énoncée sous sa forme brute, l'idée d'intégrer l'OTAN choque la « République des pasteurs » est-allemande.

En République fédérale, le SPD paraît considéré par les Soviétiques comme leur étant acquis d'avance par les Soviétiques. Et quand bien même il ne remporterait pas les prochaines élections allemandes, M. Gorbatchev n'a-t-il rien à attendre de l'équipe actuellement en place ? Verbalement, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères M. Genscher, « colle » de très près aux Américains, mais il a montré en diverses occasions qu'il savait leur imposer son point de vue et semble animé avant tout par le profond désir de reconquérir à terme pour son pays la totale autonomie de décision. Quant à M. Kohl, est-il un si solide garant de l'atlantisme ? Non, semble penser un expert soviétique auprès du Comité central, pour peu qu'il soit « entraîné » par le président M. Mitterrand.

M. Gorbatchev, qui menace de faire obstacle à l'achèvement de

l'unité allemande et au désarmement, pourrait donc finalement tenter de jouer sa « carte allemande » sur cette proposition, en la présentant comme son ultime offre de compromis.

Dans son contenu actuel, ce n'est pas un compromis. Les Soviétiques voudraient en effet que soit signé sinon un traité, du moins un règlement de paix international, dont une clause prévoyait notamment que les effectifs de l'armée allemande soient limités et que l'Allemagne renonce non seulement à posséder des armes nucléaires mais à en accueillir sur son sol, ainsi qu'à héberger des troupes étrangères. C'est ce qu'ils englobent sous le vocable atterrifiant de « statut français », qui, à double titre, est un abus de langage.

D'une part en effet le statut spécial de la France résulte de la décision du général De Gaulle de donner à la France les moyens de l'indépendance, essentiellement en la dotant d'une « force de frappe » autonome. Moscou cherche au contraire à imposer des limitations contraignantes à l'Allemagne sur le plan militaire, au premier rang desquelles une totale et définitive dénucléarisation. D'autre part les dirigeants soviétiques feignent de croire que la France n'a plus depuis 1986 de lien que politique avec l'OTAN. C'est une sorte de publicité mensongère faite au statut français, par laquelle ils sous-entendent que si l'Allemagne suit cette voie, leur thèse du dépassement des alliances militaires, de leur transformation en alliances politiques aurait triomphé.

Or son statut spécial n'empêche pas la France d'être militairement fortement engagée par rapport à l'OTAN et réciproquement. « Si l'Allemagne avait vraiment un statut de type français - nucléaire mis à part - elle resterait un allié militairement significatif », dit un diplomate français. « En fait, ajoute-t-il, le problème est celui des structures intégrées de l'OTAN : ce système peut-il évoluer de façon à devenir plus acceptable pour l'opinion allemande sans vider l'Alliance de son contenu militaire ? »

L'avenir du système intégré

Posée en ces termes, la question est au cœur des préoccupations françaises ; c'est le débat qui oppose virtuellement Paris et Washington sur les structures de l'Alliance.

Les bouleversements en Europe de l'est et en Allemagne ont d'ores et déjà ébranlé l'OTAN et la poussent à entreprendre une

révision de sa stratégie. Elle pourrait avoir assez vite à entreprendre aussi une révision de ses structures. Les signes d'une volonté d'émancipation de l'Allemagne sont patents ; même si pour l'heure elle est réfrainée, cette volonté ne peut que s'affirmer à mesure que l'Allemagne retrouvera sa souveraineté. Si l'on y ajoute les pressions internes qui s'exercent sur Washington, tout semble concourir à terme à un retrait sinon total, du moins très conséquent de la présence militaire américaine en Allemagne.

Dans les colloques de spécialistes, on imagine déjà des systèmes de remplacement du commandement intégré, c'est-à-dire en fait du leadership américain dans l'OTAN. Officiellement bien sûr, on n'en est pas là. Il y a quelques jours cependant le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, proposait la constitution de forces multinationales, ce qui est une illustration significative du double désir de revoir à la baisse la présence militaire américaine en Europe mais aussi de s'assurer de son maintien.

La France se fait désirer

Le problème des Américains est aujourd'hui d'endiguer l'érosion, de refaire la cohésion de l'Alliance sur des bases nouvelles mais autour d'eux. Un engagement plus visible de la France dans l'OTAN leur serait dans ce contexte d'un très précieux secours et ils exercent en ce sens de douces pressions. La rumeur, « de source informée », court dans la presse anglosaxonne qu'ils auraient demandé à la France d'accueillir sur son sol certains appareils de l'OTAN (des bombardiers F16) qui doivent bientôt quitter l'Espagne. La semaine dernière, la France a été conviée particulièrement cordialement à s'associer aux travaux de révision stratégique menés sous l'égide d'instances militaires atlantiques auxquelles elle ne participe pas.

Pour l'instant, elle se fait prier. Elle « prend acte » que la bureaucratie otanienne s'est mise au travail, prend garde à ne pas se laisser embarquer dans des travaux prospectifs trop « intégrants », prend note de la convocation pour le 5 juillet d'un sommet de l'OTAN qui est supposé « lancer » la réflexion. « Après on verra » ; on verra lors d'un sommet ultérieur de l'OTAN vers la fin de l'année sans doute, dont le principe, dit-on au quai d'Orsay, a été accepté par les Américains.

En bref, la tactique française semble être pour l'instant de

laisser mûrir la situation, sans surtout se désolidariser de l'OTAN et des Américains dont on a besoin, et sans s'exclure du débat qui s'ouvre dans l'Alliance par aucune critique ou initiative prématurée. D'où le ton plus adhésif que nature de certaines déclarations françaises ces temps-ci.

Laisser mûrir jusque quand ? Jusqu'à ce qu'éventuellement s'impose l'idée d'une européanisation des prises de décisions dans l'Alliance, celle de la substitution d'une coopération plus ou moins flexible au système intégré actuel, celle peut-être, concomitante, de la nécessaire européanisation du problème du statut militaire de l'Allemagne.

Derrière la proposition soviétique de doter l'Allemagne d'un statut à la française, les arrière-pensées sont pour l'instant trop lourdes, les ficelles trop grosses. Ni la France ni aucun des pays occidentaux ne saurait souscrire à un projet qui implique le dépassement de l'OTAN comme organisation militaire.

D'autre part, si le consensus sur la non possession par l'Allemagne des armes nucléaires peut être acquis sans peine, l'idée de la privation statutaire du droit d'accueillir de telles armes sur son sol ne saurait être acceptée ni par les Américains ni par l'Europe si cette dernière veut préserver toutes ses options de défense. En revanche l'idée d'une refonte du commandement militaire intégré parallèle à la révision stratégique en viendra peut-être à s'imposer d'elle-même, si les Américains pour l'instant ne l'entendent pas de la sorte.

M. Mitterrand n'a pas répondu à la question que lui posait M. Gorbatchev lors de leur conférence de presse conjointe. Mais, outre qu'il ne l'a pas non plus rejetée, il ne pouvait évidemment, à la veille du sommet américano-soviétique, s'engager publiquement à Moscou dans une discussion qui présuppose l'écatement du système actuel intégré de l'OTAN. Le département d'Etat qualifie pour sa part mercredi de « non sens » l'idée que les deux grands pays européens pourraient ne pas appartenir au commandement intégré. Quant au ministre ouest-allemand de la défense, M. Stöckert, il a repoussé la proposition, mais mollement, en la présentant néanmoins comme une ouverture soviétique. La petite phrase de M. Gorbatchev a peut-être malgré tout de beaux jours devant elle.

CLAIRE TRÉAN

MM. Bush et Gorbatchev ont progressé

Suite de la première page

Tout porte en tous cas à croire que les Américains ne s'aventureront pas à approuver des suggestions qui paraissent enfreindre la souveraineté allemande, dont ils font très grand cas, et que d'éventuelles assurances verbales destinées à apaiser les inquiétudes soviétiques (par exemple concernant les effectifs de l'armée allemande au sein de l'OTAN) ne pourront être matérialisées que dans le cadre de la négociation de Vienne sur les armes conventionnelles.

Ni la Lituanie, ni les questions dites « régionales », ni même les négociations sur le désarmement n'ont été sérieusement évoquées, sinon en passant et de manière très générale, quand les deux chefs d'Etat se sont rencontrés, le matin, un peu plus de deux heures en tête à tête, pour se livrer à une vaste discussion « de nature conceptuelle », selon l'expression du porte parole américain, sur l'avenir de leurs deux pays respectifs et de leurs relations.

Fastes et routines

De tout cela, il faut donc parler vendredi, à Washington, et samedi, à Camp David. La journée de vendredi devant être marquée par la signature de plusieurs accords (sur les armes chimiques, sur l'aviation civile, etc.) et surtout de la déclara-

tion de Hollywood (Jane Fonda, Gregory Peck, et beaucoup d'autres), avaient été invitées, aux côtés d'Henry Kissinger, et du pasteur noir Jesse Jackson, seul politicien en activité présent dans cette compagnie. Tout ce beau monde écouta, dans une atmosphère un peu guindée, M. Gorbatchev se livrer à un exposé long et un peu décousu où il a défendu la « perestroïka », ironisé sur ceux qui, à l'image des Lituanais, veulent aller trop vite en besogne, et lancé quelques petites phrases dont il parut beaucoup s'amuser lui-même : Ainsi, il rapporta une observation qu'on lui avait faite à propos de l'introduction progressive de l'économie de marché : « on ne peut pas être un petit peu envieux », en ajoutant : « certes, mais il faut attendre neuf mois avant d'accoucher. »

Seconde attraction, le soir : « dîner d'Etat » à la Maison Blanche, avec le *sec plus ultra* du Washington officiel, encore M. Kissinger, et bien entendu Armand Hammer, le vieil ami américain de Lénine, Staline et de tous leurs successeurs.

M. Gorbatchev a aussi trouvé le temps de se livrer à un « bain de foule », - simple petite trempette en fait. Lors de sa première visite à Washington, l'événement avait suscité un enthousiasme délirant. Cette fois, on l'a à peine relevé. L'effet s'est éteint. On ne s'est



« Signer ici, s'il vous plaît ! » (« International Herald Tribune » du 1^{er} juin.)

tion commune concrétisant les progrès réalisés dans la voie d'un accord Start sur la réduction des armements stratégiques.

Pour le reste, cette première journée a déroulé ses fastes et ses routines, lors d'un sommet qui suscite toujours beaucoup d'intérêt mais plus vraiment d'excitation. Grand gala le matin pour la cérémonie d'accueil sur la pelouse de la Maison Blanche, avec fifres, uniformes historiques et coups de canon à profusion. Brefs discours de part et d'autre : M. Bush salua son hôte pour sa contribution aux changements intervenus en Europe, mais rend aussi un hommage appuyé à Andreï Sakharov, « un des grands esprits de tous les temps », dont il cite des déclarations vieilles de quatorze ans. Rien d'offensant la dedans pour le chef du Kremlin, mais comment les télespectateurs soviétiques, qui reçoivent la retransmission de la cérémonie, ne songeraient-ils pas à l'ultime incident qui opposa les deux hommes, quand un Gorbatchev agacé et hautain avait, au Soviet suprême, retiré la parole à l'académicien, qui devait mourir deux jours plus tard ?

Pour sa part M. Gorbatchev s'attache à évoquer la récente célébration en URSS du quarante-cinquième anniversaire de la victoire sur le fascisme, et ses conversations avec d'anciens combattants soviétiques ; manière bien sûr, d'exprimer à quel point les inquiétudes de l'URSS concernant l'Allemagne sont justifiées.

Cérémonies, entretiens, il fallait aussi quelques attractions mondaines pour que cette journée soit complète. La première, à l'ambassade soviétique, était réservée aux « intellectuels » américains, - catégorie interprétée au sens large, puisque bon nombre de célébrités

pas non plus particulièrement intéressés aux activités de Raïssa Gorbatchev, qui avait fait sensation en décembre 1987. Elle a pris le thé avec M^{me} Bush, qui, générale et parfaitement à l'aise, la félicita pour sa beauté, et a visité la bibliothèque du Congrès. Poids des difficultés rencontrées par son mari, ou leçon d'un comportement naïgare un peu trop flamboyant ? Cette fois-ci, M^{me} Gorbatchev s'est faite plus discrète et moins bavarde, et elle n'affiche plus ce petit air supérieur qui mettait en rage Nancy Reagan.

JAN KRAUZE

○ Lancement de l'édition américaine d'un hebdomadaire soviétique. - A l'occasion du sommet Bush-Gorbatchev, cette semaine, aux Etats-Unis, va être lancée l'édition américaine d'un hebdomadaire économique soviétique *Commerçant*. L'hebdomadaire, tiré à 350 000 exemplaires en Union soviétique, espère toucher 60 000 abonnés sur le marché américain. Lancé en janvier dernier et édité en russe et en anglais, *Commerçant* s'adresse aux hommes d'affaires soviétiques, ainsi qu'aux étrangers qui travaillent avec l'URSS.

○ Un sommet du pacte de Varsovie. Le 7 juin à Moscou. - La prochaine réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays du pacte de Varsovie se tiendra le 7 juin à Moscou, a-t-on annoncé jeudi 31 mai. Il sera consacré aux questions relatives à la sécurité européenne. Une réunion des ministres de la défense du pacte, initialement prévue en mai, a été repoussée en juin sans que la date en ait encore été fixée. - (AFP.)

Les derniers obstacles à la signature de la convention de Schengen ont été levés

La RFA, la France, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg sont venus à bout jeudi 31 mai à Bruxelles des derniers obstacles à la signature d'un traité sur la suppression de leurs contrôles aux frontières, selon un responsable ouest-allemand. L'accord permettra de signer la convention dite de Schengen le mois prochain, cinq ans après le début des négociations, a affirmé M. Horst Glatzel, chef de la délégation de la RFA. Auparavant, les ministres des cinq pays se retrouveront à La Haye le 14 juin.

Le texte, qui devrait en principe être ratifié pour l'été 1991, permettra aux ressortissants des cinq pays signataires de circuler librement d'un pays à l'autre. Seuls seraient maintenus des contrôles aux frontières extérieures du groupe Schengen, ainsi qu'aux aéroports. La RFA avait provoqué le report de la signature de l'accord, prévu initialement en décembre dernier, en demandant l'inclusion de la RDA. Les quatre partenaires de l'Allemagne de l'Ouest se sont finalement ralliés à cette demande. Ils sont tombés d'accord pour que les contrôles soient effectués à la frontière extérieure de la RDA, et non sur l'actuelle frontière interallemande. La RFA, enfin, s'est engagée à tenir ses partenaires parfaitement informés des développements de l'unification allemande.

Les discussions ont par ailleurs

permis de lever les derniers obstacles à la mise en place du Système d'information Schengen (SIS). Les négociateurs sont convenus que la portée des informations centralisées ne dépasserait pas celle des actuels échanges bilatéraux, selon M. Glatzel. - (AFP.)

Le rapprochement irano-irakien remis en question

Le ministère iranien des affaires étrangères a violemment réagi, jeudi 31 mai, à la résolution adoptée par le sommet arabe extraordinaire de Bagdad sur le conflit Iran-Irak, estimant qu'elle contredit les récents « gestes de paix » du président irakien Saddam Hussein.

Alors qu'un optimisme de plus en plus net était de rigueur à Téhéran après la lettre « très amicale et positive » envoyée fin avril par M. Saddam Hussein à son homologue iranien Ali Akbar Hachemi-Rasandjani, cette résolution a fait l'effet d'une douche froide. Le sommet arabe qui a pris fin mercredi, soutenait des positions irakiennes inacceptables pour Téhéran : la prétention de l'Irak à la souveraineté sur la totalité du Chant al-Arab et le fait que la libération des prisonniers de guerre doit, selon Bagdad, précéder le retour des forces irakiennes sur des frontières internationalement reconnues. - (AFP.)

Nominations d'ambassadeurs

M. Jacques Rummelhardt en Bulgarie

M. Jacques Rummelhardt a été nommé ambassadeur de France en Bulgarie, en remplacement de M. Bertrand de Guilhem de Lataillade.

[Né le 9 juillet 1941, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Rummelhardt a commencé sa carrière dans l'administration centrale (1964-1966) avant d'occuper les fonctions de troisième secrétaire à Ottawa (1968-1969) et deuxième secrétaire à Lagos. Après deux passages dans l'administration centrale, M. Rummelhardt a été deuxième, puis premier secrétaire à Madrid (1975-1979), deuxième conseiller à La Haye (1979-1982) avant de rejoindre l'administration centrale comme adjoint au chef du service d'information et de presse (1982-1987). M. Rummelhardt était ambassadeur à Panama depuis 1987.]

M. Antoine Frassetto en République centrafricaine

M. Antoine Frassetto a été nommé ambassadeur de France en République centrafricaine, en remplacement de M. Albert Pavée.

[Né en 1936, M. Frassetto, ancien élève de l'ENA et diplômé de l'Institut d'études politiques, occupait la fonction de consul général à Vienne et Trieste depuis 1986. Administrateur civil, il avait

M. Michel de Bonnacorse au Kenya

M. Michel de Bonnacorse Benaull de Lubières a été nommé ambassadeur de France au Kenya, en remplacement de M. Jacques Lédere.

[Né le 13 novembre 1940, et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA), M. de Bonnacorse Benaull de Lubières a commencé sa carrière dans l'administration centrale avant d'être nommé deuxième, puis premier secrétaire à Tunis (1971-1978). Conseiller technique au cabinet du ministre de l'information, puis à celui du premier ministre, M. de Bonnacorse a été chef de la mission de coopération à Dakar (1982-1984) puis à Tananarive (1984-1986). Après un passage à l'administration comme chef du service des affaires générales, M. de Bonnacorse a occupé le poste de Directeur général adjoint de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) de 1986 à 1989.]

notamment été directeur des moyens de développement au ministère des relations extérieures (1982-1986) et chef du service de l'administration générale au ministère de la coopération (1978-1982). Il avait aussi occupé, de 1975 à 1977, le poste d'assistant spécial du secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales.]

EUROPE

YUGOSLAVIE

M. Stjepan Mesic a formé en Croatie un gouvernement non communiste

M. Stjepan Mesic, nouveau premier ministre de la Croatie, l'une des six Républiques de la fédération yougoslave, a présenté jeudi 31 mai son gouvernement devant le Parlement de Zagreb.

Le premier cabinet non communiste de cette République depuis près de cinquante ans comprend principalement des membres

de l'Union démocratique croate (HDZ) qui avait remporté triomphalement les élections législatives d'avril. Mercredi, le nouveau président, M. Franjo Tudjman, avait déclaré que la Croatie « ne pouvait être assurée de sa souveraineté qu'au sein d'un Yougoslavie qui serait une alliance confédérale d'États souverains ».

Agé de soixante-huit ans, cet ancien général de Tito avait été condamné, en 1972 puis en 1981, à plusieurs années de prison pour « activités nationalistes ».

Ces idées de « confédération yougoslave », défendues également par la Slovénie, sont combattues par les dirigeants de la Serbie.

BELGRADE

de notre correspondant

Quelques jours seulement après avoir déclaré dans son discours inaugural que le pays était au bord de la guerre civile et qu'il était nécessaire de prendre des mesures d'urgence pour préserver l'intégrité de l'État fédéral sur l'ensemble du territoire (le Monde du 23 mai), M. Borisav Jovic, le nouveau président de la Fédération yougoslave, avait convoqué, lundi 28 et mardi 29 mai, les deux chambres du Parlement de Belgrade pour présenter le point de vue de la présidence collégiale sur l'état du pays et les moyens de sortir de la crise.

Tout en insistant sur le fait que la Yougoslavie se trouve « dans la phase la plus critique de son développement », M. Jovic, a été cette fois

plus modéré. Il a précisé que « la présidence collégiale n'a l'intention ni d'établir l'état d'urgence ni d'annuler les élections pluralistes qui se sont déroulées en Croatie et en Slovénie ».

M. Borisav Jovic a également redonné le ton à propos des « tendances autonomistes » et a annoncé que « la nouvelle Constitution fédérale doit donner aux peuples le droit à l'autodétermination et à la sécession, et réglementer précisément la façon de la faire légalement ».

Cependant, la présidence collégiale est restée ferme en ce qui concerne les origines de la crise, et a déclaré qu'actuellement les problèmes majeurs sont l'escalade du nationalisme, le non-respect de la Constitution et les infractions à la législation fédérale. C'est pourquoi M. Jovic et la présidence collégiale ont soumis

au vote des députés parlementaires un programme de mesures en treize points dans lequel il est dit que tous les organes de la Fédération et de chaque République devront exiger le strict respect de la Constitution et de la législation fédérale et annuler les lois votées dans certaines Républiques si elles ne sont pas strictement conformes à celle-ci.

De même, la présidence demande d'accélérer l'élaboration de la nouvelle Constitution qui devra être adoptée avant celles des Républiques. La présidence demande que cette Constitution définisse l'activité des partis politiques et empêche le phénomène de « revanche ». La présidence collégiale a souligné qu'il était indispensable d'entamer un nouveau dialogue sur l'avenir du pays dans une atmosphère de tolérance et de communication.

Le débat qui a suivi l'exposé de M. Jovic a été polémique et a à nouveau relevé les antagonismes qui existent entre les six Républiques et les deux provinces autonomes de la Fédération. Les députés de Slovénie, de Croatie et du Kosovo se sont opposés aux points de vue de la présidence collégiale. Pour M. Janco Lukac, député slovène, « le peuple slovène vient de montrer qu'il approuvait les processus de démocratisation en Slovénie, par conséquent toute exigence provenant de la Fédération est une atteinte à sa volonté ». Il a ensuite ajouté que « voter la nouvelle Constitution fédérale avant l'adoption des constitutions des Républiques était inacceptable ». Faute de consensus, les discussions vont continuer... (Interim.)

URSS

La République de Moldavie reconnaît l'indépendance de la Lituanie

Le Parlement de la République soviétique de Moldavie, dominé par le « Front populaire » nationaliste, a reconnu, jeudi 31 mai, l'indépendance de la Lituanie, a annoncé l'agence Tass.

Le texte, adopté par 194 voix contre 29 et de nombreuses abstentions, parle de reconnaissance « sans conditions du droit du peuple lituanien et de autres peuples à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant », mais ajoute que le Parlement moldave souhaite établir des « relations diplomatiques » avec la Lituanie. Cette formulation a provoqué les protestations des députés favorables à Moscou.

La Moldavie devient ainsi la première République fédérée soviétique non balte à accomplir ce geste. Jusqu'à présent, la Lettonie et l'Estonie avaient reconnu la proclamation d'indépendance lituanienne. Les Moldaves de Bessarabie - ethniquement et culturellement Roumains - ont été, comme les Baltes, annexés par l'URSS en 1940 en vertu du pacte germano-soviétique de 1939. Maintenant dénoncé, ce pacte constitue l'argument de base des Baltes à l'appui de leur indépendance.

Une rencontre avec M. Eltsine ?

Le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, qui a achevé jeudi à Prague sa première visite à l'étranger, a de son côté annoncé lors d'une conférence de presse que « des choses importantes allaient se passer dans les trois prochains jours ».

Sans commenter les propos du nouveau président de la Fédération de Russie en faveur d'une levée du blocus imposé par Moscou à la Lituanie, mais aussi du gel de sa déclaration d'indépendance, M. Landsbergis a annoncé qu'il pourrait rencontrer M. Boris Eltsine vendredi. Il avait pour la première fois évoqué la possibilité d'un tel gel en se rendant à Prague, où il a reçu des promesses de coopération directe, politique et économique, avec la Tchécoslovaquie.

La Pologne a pour sa part conclu un accord de vente d'importantes quantités de sucre et d'huile à la Lituanie. Selon Radio Vilnius, les premières livraisons de marchandises sont déjà arrivées. - (AP, AFP)

M. de Maizière demande de l'aide à Bruxelles

Le premier ministre allemand, M. Helmut Kohl, a demandé, jeudi 31 mai à Bruxelles, sa première visite dans une capitale ouest-européenne depuis sa nomination à la tête du premier gouvernement librement élu de RDA. Celle-ci devrait être suivie d'un déplacement dans le courant du mois de juin à Paris.

Après avoir rencontré les dirigeants belges, il devait s'entretenir vendredi avec M. Jacques Delors et les responsables de la Commission européenne. L'intégration de la RDA dans la CEE va permettre aux Allemands de l'Est de bénéficier des fonds structurels européens pour la région qui souffrent d'un retard économique. Mais elle va aussi entraîner l'application dans l'actuelle RDA de toute la législation de la CEE. Cela suppose, pour une période transitoire, des régimes dérogatoires qui restent à négocier.

M. de Maizière a également évoqué jeudi avec son homologue belge, M. Wilfried Martens, la question du statut militaire de la future grande Allemagne. Tous deux sont convenus, a indiqué un porte-parole belge, du rôle essentiel de la CSCE (conférence sur la sécurité

et la coopération en Europe) « pour aborder globalement les questions de sécurité ».

Dans une interview publiée par le quotidien ouest-allemand *Süddeutsche Zeitung*, M. de Maizière a réaffirmé vendredi qu'il était à son avis prématuré de fixer un calendrier des prochaines étapes de l'unité allemande. Il a estimé que cela reviendrait à exercer une pression qui serait ressentie comme une « coercition » par les participants à la conférence sur les aspects extérieurs de l'unité allemande (« 2 + 4 », regroupant RFA, RDA, URSS, États-Unis, France et Grande-Bretagne), ce qui aurait, selon lui, des effets négatifs. H. de B.

RDA

Offensive contre le patrimoine communiste

A la hussarde, les partis de la coalition gouvernementale est-allemande - qui comprend les chrétiens-démocrates, les sociaux-démocrates et les libéraux - ont fait adopter jeudi 31 mai au Parlement un projet de loi qui devrait permettre, à terme, la déposition du Parti communiste renoué (PDS, opposition) d'une partie au moins des biens de l'ancien SED, dont il est le successeur.

Déposé sans avertissement, le texte de loi a été approuvé à l'issue de deux lectures successives au cours de la même journée. Il prévoit de placer l'ensemble des biens de tous les partis et des organisations qui leur sont liés sous le contrôle provisoire d'une commission gouvernementale. La commission est mandatée pour préparer une procédure législative visant à affecter à des fins d'intérêt public les biens possédés par les partis avant le 7 octobre 1989, début des bouleversements en RDA. - (AFP)

AMÉRIQUES

CANADA : la crise constitutionnelle

Réunion « de la dernière chance » entre M. Mulroney et les premiers ministres des provinces

MONTREAL

de notre correspondant

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a annoncé jeudi 31 mai qu'il réunirait, dimanche soir à Ottawa, les chefs de gouvernement des dix provinces du pays, dans le but de dénouer la crise que vit actuellement le Canada, à deux semaines de l'expiration d'un accord prévoyant l'adhésion du Québec à la Constitution du Canada. A cette réunion, considérée comme celle de « la dernière chance », il s'agira de convaincre les premiers ministres de trois provinces, toujours butées dans leur refus de ratifier cet accord. « Sans vouloir sous-estimer nos divergences, je

pense que les points en litige représentent bien peu de chose en comparaison de l'importance du véritable enjeu : le Canada », a déclaré M. Mulroney. Le premier ministre canadien a souligné que la ratification de ce texte reviendrait à envoyer « un signal de stabilité au reste du monde ». Les marchés financiers ont manifesté une certaine nervosité devant l'incertitude actuelle, soumettant le dollar canadien à de fortes pressions. La non-ratification de l'accord mettrait à rude épreuve, au sein du système fédéral, des liens déjà remis en question par les Québécois, qui, s'estimant rejetés, songent de nouveau à réclamer la souveraineté de leur province.

M. J.

ÉTATS-UNIS

Le maire de Washington accuse le FBI d'avoir voulu le tuer

Le très controversé maire de Washington, Marion Barry, dont le procès pour « parjure et détention de drogue » s'ouvre lundi 4 juin, a reconnu avoir fumé du « crack » (dérivé de la cocaïne), lors de son arrestation, en janvier dernier, dans un grand hôtel de la ville.

Il déclare également, dans une surprise interview publiée mercredi par le *Washington Post*, que les autorités fédérales ont tenté de le tuer. Expliquant que le FBI lui avait

tendu un « piège », M. Barry affirme que l'agent qui lui avait fourni du « crack » en janvier, dans le seul but de pouvoir le filmer en train de fumer, lui avait en fait donné « une dose qui aurait pu être mortelle ».

M. Barry, qui s'est déclaré par ailleurs « confiant dans l'issue du procès » au cours duquel il devra répondre de quatorze chefs d'accusation, pour lesquels il risque vingt-six ans de prison, n'a toujours pas démissionné. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : les conséquences du raid palestinien

Selon Jérusalem, Washington envisagerait de suspendre son dialogue avec l'OLP

Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a nié, jeudi 31 mai à Bagdad, toute relation entre son organisation et le groupe palestinien responsable du raid sur la côte israélienne, tout en se refusant à condamner cette opération. M. Arafat a ensuite indiqué qu'il se refusait à exclure du comité exécutif de l'OLP M. Mohamed Abbas (Abou Abbas) chef du Front de libération de la Palestine (FLP), dont le mouvement a revendiqué l'opération.

Le président Bush a pour sa part condamné comme un « acte de courtoisie » le raid palestinien et a souligné qu'une telle attaque ne pouvait que mettre en péril les chances d'un règlement du conflit du Proche-Orient. Par ailleurs, les États-Unis ont opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité prévoyant l'envoi d'une commission d'enquête dans les territoires occupés par Israël.

JERUSALEM

de notre correspondant

Cette fois, les dirigeants de la droite israélienne sont confiants : ils espèrent que la récente tentative d'infiltration d'un commando appartenant à une branche de l'OLP conduira les États-Unis à suspendre leur dialogue avec l'organisation de M. Yasser Arafat.

« Voilà plus d'un an », a dit M. Moshe Arens, ministre des affaires étrangères et numéro deux du Likoud, « que nous essayons de convaincre les États-Unis que l'OLP ne remplit pas les conditions posées par l'ancien président Reagan (à la fin de son mandat) lorsqu'il décida d'ouvrir un dialogue avec elle » - à savoir que la centrale palestinienne renonçait à la violence et au terrorisme.

Avec l'opération menée mercredi par un commando du Front de libération de la Palestine (FLP) sur les plages d'Israël, « nous avons, a poursuivi M. Arens, une preuve qui, je le pense, est claire pour tout le monde (...) Nous espérons que les États-Unis en tireront les conclusions qui s'imposent ».

M. Arens a repris, jeudi 31 mai, l'ambassadeur américain, M. William Brown, et la presse israélienne en Israël se voyait remettre un épais document du ministère des affaires étrangères sur le « double langage » de l'OLP.

Mise en demeure des États-Unis

A Jérusalem, les personnalités palestiniennes proches du courant modéré de l'OLP critiquaient en général la tentative de débarquement : « Je ne sais pas ce qui a poussé Abou Abbas à l'action », a dit M. Fayçal Hussein, mais moi je n'aurais jamais pris une pareille décision ». Chef du FLP, M. Abou Abbas, qui a revendiqué la tentative d'infiltration par mer de mer-

credi, est membre du comité exécutif de l'OLP.

Les États-Unis - par l'intermédiaire de leur ambassadeur à Tunis, M. Robert Pelletreau - auraient adressé une mise en demeure à l'OLP : le dialogue avec l'organisation sera suspendu tant que M. Abou Abbas ne sera pas évincé du comité exécutif. Cependant, on se dit convaincu que M. Abou Abbas ne sera jamais exclu de cette instance, on voit dans la position américaine « une indication positive » vers la rupture du dialogue États-Unis-OLP.

Les dirigeants israéliens s'affirment persuadés que M. Arafat était au courant de l'opération projetée par le FLP, même s'il n'avait pas donné son « feu vert », et ils déclarent ne pas comprendre pourquoi il a laissé faire.

De source militaire, on laisse entendre que la Libye a largement participé à la préparation de l'opération. Un officier libyen se serait trouvé à bord du vaisseau principal ayant largué les vedettes qui devaient accoster sur les plages d'Israël. Après avoir croisé au large des côtes d'Israël, ce bâtiment principal, originairement parti de Benghazi, en Libye, aurait ensuite fait route vers Port-Saïd, en Égypte.

Les commentateurs de la presse israélienne situent l'opération du FLP dans un climat régional de plus en plus instable et sur fond d'une dégradation continue de la situation dans les territoires occupés : deux Palestiniens - dont un garçon de quatorze ans - ont été tués par balles dans des affrontements avec l'armée, jeudi, en Cisjordanie ; une dizaine d'autres ont été blessés. La veille, une femme de quarante-deux ans, qui se trouvait sur le pas de sa porte, à Naplouse, était tuée d'une balle en plastique en pleine tête.

ALAIN FRACHON

EN BREF

■ ÉTATS-UNIS : cinq gros bonnets de la Mafia inculpés à New York. - Cinq membres importants de la Mafia, dont les chefs présumés des clans Genovese et Lucchese, Vincent Gigante, dit « The Chin », et Vittorio Amuso, ont été inculpés, mercredi 30 mai, d'escroquerie contre la ville de New York. Les dirigeants mafieux sont accusés d'avoir organisé un vaste racket pour remplacer les fenêtres des chantiers de reconstruction de la ville, chantiers dont ils se sont assurés le monopole depuis dix ans. De même plusieurs responsables syndicaux sont accusés d'avoir accepté des pots-de-vin de la mafia. - (AFP)

■ ZAMBIE : la CEE réclame une enquête sur les massacres de Lubumbashi. - La CEE est intervenue, mercredi 30 mai, auprès du Zaïre pour exposer sa « profonde préoccupation » et réclamer l'ouverture d'une enquête sur les incidents des 11 et 12 mai à Lubumbashi au cours desquels plusieurs dizaines d'étudiants auraient été tués à l'arme blanche par des éléments de la garde présidentielle, a annoncé le porte-parole du ministère belge des affaires étrangères. Les Douze, dans leur message au président Mobutu, lui demandent de faire toute la « clarté » sur les événements de Lubumbashi. Selon Kinshasa, ces incidents auraient fait un mort et quatorze blessés, plus de cinquante, selon la presse belge. - (AFP)

■ SIERRA-LEONE : quatre morts lors d'affrontements à Freetown. - Quatre personnes ont été tuées, lundi 28 mai, à Freetown, lors d'une intervention des forces de l'ordre qui voulaient empêcher des étudiants de jeter des pierres sur un poste de police de la capitale du Sierra-Leone. La radio d'État a précisé que deux officiers de police figuraient parmi les victimes, les deux autres étant de jeunes manifestants qui réclamaient le paiement des salaires de leurs professeurs. De sources indépendantes on indique cependant que le nombre des morts serait plus élevé. - (AFP)

■ TANZANIE : l'ancien président Nyerere annonce son retrait de la vie politique. - Premier chef de l'État tanzanien, M. Julius Nyerere, soixante-huit ans, a déclaré, mardi 29 mai, qu'il comptait se

retraiter de la vie politique au mois d'août. Il avait engagé son pays sur la voie d'un socialisme à l'africain avant de laisser le place, en 1985, à M. Ali Hassan Mwinyi, le conservateur néoconservateur à la présidence du parti unique au pouvoir. - (Reuters)

■ ZAMBIE : la CEE réclame une enquête sur les massacres de Lubumbashi. - La CEE est intervenue, mercredi 30 mai, auprès du Zaïre pour exposer sa « profonde préoccupation » et réclamer l'ouverture d'une enquête sur les incidents des 11 et 12 mai à Lubumbashi au cours desquels plusieurs dizaines d'étudiants auraient été tués à l'arme blanche par des éléments de la garde présidentielle, a annoncé le porte-parole du ministère belge des affaires étrangères. Les Douze, dans leur message au président Mobutu, lui demandent de faire toute la « clarté » sur les événements de Lubumbashi. Selon Kinshasa, ces incidents auraient fait un mort et quatorze blessés, plus de cinquante, selon la presse belge. - (AFP)

■ SIERRA-LEONE : quatre morts lors d'affrontements à Freetown. - Quatre personnes ont été tuées, lundi 28 mai, à Freetown, lors d'une intervention des forces de l'ordre qui voulaient empêcher des étudiants de jeter des pierres sur un poste de police de la capitale du Sierra-Leone. La radio d'État a précisé que deux officiers de police figuraient parmi les victimes, les deux autres étant de jeunes manifestants qui réclamaient le paiement des salaires de leurs professeurs. De sources indépendantes on indique cependant que le nombre des morts serait plus élevé. - (AFP)

■ TANZANIE : l'ancien président Nyerere annonce son retrait de la vie politique. - Premier chef de l'État tanzanien, M. Julius Nyerere, soixante-huit ans, a déclaré, mardi 29 mai, qu'il comptait se

retraiter de la vie politique au mois d'août. Il avait engagé son pays sur la voie d'un socialisme à l'africain avant de laisser le place, en 1985, à M. Ali Hassan Mwinyi, le conservateur néoconservateur à la présidence du parti unique au pouvoir. - (Reuters)

■ ZAMBIE : la CEE réclame une enquête sur les massacres de Lubumbashi. - La CEE est intervenue, mercredi 30 mai, auprès du Zaïre pour exposer sa « profonde préoccupation » et réclamer l'ouverture d'une enquête sur les incidents des 11 et 12 mai à Lubumbashi au cours desquels plusieurs dizaines d'étudiants auraient été tués à l'arme blanche par des éléments de la garde présidentielle, a annoncé le porte-parole du ministère belge des affaires étrangères. Les Douze, dans leur message au président Mobutu, lui demandent de faire toute la « clarté » sur les événements de Lubumbashi. Selon Kinshasa, ces incidents auraient fait un mort et quatorze blessés, plus de cinquante, selon la presse belge. - (AFP)

■ SIERRA-LEONE : quatre morts lors d'affrontements à Freetown. - Quatre personnes ont été tuées, lundi 28 mai, à Freetown, lors d'une intervention des forces de l'ordre qui voulaient empêcher des étudiants de jeter des pierres sur un poste de police de la capitale du Sierra-Leone. La radio d'État a précisé que deux officiers de police figuraient parmi les victimes, les deux autres étant de jeunes manifestants qui réclamaient le paiement des salaires de leurs professeurs. De sources indépendantes on indique cependant que le nombre des morts serait plus élevé. - (AFP)

■ TANZANIE : l'ancien président Nyerere annonce son retrait de la vie politique. - Premier chef de l'État tanzanien, M. Julius Nyerere, soixante-huit ans, a déclaré, mardi 29 mai, qu'il comptait se

ENQUÊTE

Plaies d'Afrique

Les plaies d'Afrique sont nombreuses et graves. Elles sont le résultat de la pauvreté, de la malnutrition, de la maladie, de la guerre, de la sécheresse, de la pollution, de l'exploitation, de la violence, de la corruption, de la fraude, de la trahison, de la haine, de la peur, de la tristesse, de la désespoir, de la mort.

Les plaies d'Afrique sont nombreuses et graves. Elles sont le résultat de la pauvreté, de la malnutrition, de la maladie, de la guerre, de la sécheresse, de la pollution, de l'exploitation, de la violence, de la corruption, de la fraude, de la trahison, de la haine, de la peur, de la tristesse, de la désespoir, de la mort.

Les plaies d'Afrique sont nombreuses et graves. Elles sont le résultat de la pauvreté, de la malnutrition, de la maladie, de la guerre, de la sécheresse, de la pollution, de l'exploitation, de la violence, de la corruption, de la fraude, de la trahison, de la haine, de la peur, de la tristesse, de la désespoir, de la mort.

Les plaies d'Afrique sont nombreuses et graves. Elles sont le résultat de la pauvreté, de la malnutrition, de la maladie, de la guerre, de la sécheresse, de la pollution, de l'exploitation, de la violence, de la corruption, de la fraude, de la trahison, de la haine, de la peur, de la tristesse, de la désespoir, de la mort.

Les plaies d'Afrique sont nombreuses et graves. Elles sont le résultat de la pauvreté, de la malnutrition, de la maladie, de la guerre, de la sécheresse, de la pollution, de l'exploitation, de la violence, de la corruption, de la fraude, de la trahison, de la haine, de la peur, de la tristesse, de la désespoir, de la mort.

Les plaies d'Afrique sont nombreuses et graves. Elles sont le résultat de la pauvreté, de la malnutrition, de la maladie, de la guerre, de la sécheresse, de la pollution, de l'exploitation, de la violence, de la corruption, de la fraude, de la trahison, de la haine, de la peur, de la tristesse, de la désespoir, de la mort.

Les plaies d'Afrique sont nombreuses et graves. Elles sont le résultat de la pauvreté, de la malnutrition, de la maladie, de la guerre, de la sécheresse, de la pollution, de l'exploitation, de la violence, de la corruption, de la fraude, de la trahison, de la haine, de la peur, de la tristesse, de la désespoir, de la mort.

Les plaies d'Afrique sont nombreuses et graves. Elles sont le résultat de la pauvreté, de la malnutrition, de la maladie, de la guerre, de la sécheresse, de la pollution, de l'exploitation, de la violence, de la corruption, de la fraude, de la trahison, de la haine, de la peur, de la tristesse, de la désespoir, de la mort.

ENQUÊTE

Plaies d'Afrique

V. - La grande ombre du sida



IENT

aid palestinien

Washington

prendre

POLP

Le mardi 28 mai à Bagdad, le groupe palestiniens, en se refusant à accepter l'indication de l'OUP M. Mohamad de libération de la Palestine, ont refusé de signer un accord de cessez-le-feu. Une telle attitude a entraîné un règlement de la situation. Les États-Unis ont pris des mesures de sécurité dans les territoires palestiniens.

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le comité de la

Le continent africain est frappé de plein fouet par l'épidémie de sida. Dans de nombreuses grandes métropoles, au moins 10 % de la population sont contaminés. D'ores et déjà, on peut malheureusement prévoir que les conséquences tant démographiques qu'économiques de ce fléau seront dramatiques dans certains pays.

C'était le dimanche 6 mai en la cathédrale anglicane de Kampala, capitale de l'Ouganda. Prenant la parole devant la foule rassemblée pour l'office, le président Yoweri Museveni lança : « Notre population est moralement pourrie. En conséquence, le sida s'est répandu très rapidement chez nous. »

Phénomène encore rarissime en Afrique noire, le chef de l'Etat ougandais fit connaître, à cette occasion, une série de mesures susceptibles, selon lui, de freiner la progression de l'épidémie dans son pays.

Exhortant les parents à tout mettre en œuvre pour que leurs enfants adoptent et respectent une stricte discipline de vie, il annonça la promulgation prochaine d'une loi interdisant les relations sexuelles chez les jeunes Ougandais âgés de moins de dix-huit ans.

Dans un autre contexte, ces projets pourraient faire sourire. Ici, ils ont avant tout valeur de symbole. Selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Ouganda est l'un des pays les plus touchés par le sida, le nombre des cas officiellement diagnostiqués étant passé en un mois de 7400 (mars 1990) à 12.400 (avril 1990).

Selon le président ougandais, l'épidémie a déjà fait 30 000 orphelins dans la province de Rakai, dans le sud-ouest du pays où l'on avait identifié, il y a huit ans, les premiers cas de sida.

Après des années de dénégation, de refus de reconnaître la réalité, de sous-estimation, quand il ne s'agissait pas, dans cette partie de l'Afrique, de dissimulation, voire de mensonge, un tel discours témoigne mieux que toutes les statistiques ou les prévisions médicales de l'ampleur et de la gravité de la situation. Avec le sida, l'Afrique affronte aujourd'hui un fléau sans précédent, une maladie mortelle dont tout indique qu'elle fera dans les prochaines années de véritables ravages, et face à laquelle les responsables politiques et sanitaires apparaissent de plus en plus désarmés.

Les statistiques ougandaises n'ont, en effet, malheureusement rien de spécifique. Toutes les données épidémiologiques dont on dispose confirment la progression constante de l'épidémie qui, non seulement étend son emprise géographique, mais, dans les pays où elle sévit, concerne aussi une proportion grandissante, parfois alarmante de la population.

D'est en ouest

Parmi les nations africaines les plus touchées figurent le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Zaïre. Mais on découvre également que la maladie a depuis peu progressé vers l'ouest, touchant entre autres le Mali et la Côte-d'Ivoire, où, selon les dernières informations médicales, l'épidémie commence à aussi à flamber. Le Malawi, que l'on croyait épargné, a en quelques années rejoint les taux de contamination de l'Ouganda.

Tous les spécialistes savent que le nombre de cas officiellement cumulés de sida (40 000 environ pour toute l'Afrique) ne reflète, hélas ! pas la dramatique réalité. En Tanzanie, le ministre de la santé révélait, il y a un an, que près de 2 % de la population étaient contaminés. Au Zimbabwe, on compte déjà entre 10 % et 20 % de la population infectée, cette proportion dépassant même les 60 % chez les militaires zimbabwéens. A Nairobi (Kenya), dans certains groupes de prostituées, la contamination atteint 80 %.

Plus généralement, on estime que 5 % à 10 % de la population adulte des grandes métropoles d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est sont séropositifs, et les spécialistes prévoient que d'ici deux ans on comptera sur le continent africain un million de malades du sida. Parce que les tabous tombent les uns après les autres - sauf dans certains pays très touristiques comme le Kenya - et parce que la gravité de la situation, autant que les aides internationales qu'elle

impose, devient inconciliable avec la politique du secret qui jusqu'ici prévalait, l'Afrique noire découvre et prend jour après jour la mesure du nouveau mal qui la frappe.

Sans doute la progression n'est-elle pas inexorable. Ici ou là (au Nigeria et dans les pays du Maghreb notamment), l'épidémie semble marquer durablement le pas ou ne pas s'installer massivement. Quelques indicateurs sanitaires laissent aussi entrevoir la possibilité de certains paliers dans le phénomène épidémique et infectieux.

Ainsi, à Kinshasa, le taux de personnes contaminées dans la population générale (calculé à partir de dépistages réalisés chez les femmes enceintes et chez les donneurs de sang) semble aujourd'hui ne plus bouger, se situant entre 6 % et 8 %. De même, en Ouganda, les observateurs croient pouvoir noter une tendance au ralentissement de la progression chez les femmes enceintes où le taux atteint toutefois déjà près de 30 %. « Il n'en est pas moins vrai », explique le professeur Peter Piot (Institut des maladies tropicales d'Anvers), l'un des meilleurs spécialistes du sida en Afrique, « que depuis plus de cinq ans nous n'apprenons que des mauvaises nouvelles. »

Des chiffres alarmants

Compte tenu de la situation sanitaire très critique concernant les maladies sexuellement transmissibles, on craint notamment une flambée épidémique du sida dans la partie australe du continent, ainsi qu'à Madagascar. Cette nouvelle progression pourrait n'être qu'une question de temps. Ainsi, petit à petit, on se rend à l'évidence. Ce qui au départ semblait ne devoir être qu'une maladie infectieuse parmi d'autres, et peut-être d'origine étrangère au continent, apparaît bel et bien aujourd'hui comme une endémie africaine massive aux conséquences d'autant plus graves qu'à la différence de la plupart des maladies infectieuses elle frappe, outre les enfants (on prévoit 20 000 cas de sida pédiatriques en Afrique en 1992), les personnes âgées de vingt à quarante ans.

Principale organisation internationale de financement de la santé publique en Afrique, la Banque mondiale prend depuis deux ans les choses très au sérieux, cherchant notamment à prévoir l'impact démographique et économique de la progression de la maladie. « Les prévisions les moins alarmistes estiment qu'avec l'épidémie de sida le taux de croissance de la population, actuellement de l'ordre de 3 %, se réduira de 20 % ou 30 %, explique le professeur Piot.

« On prévoit bien sûr une augmentation de la mortalité infantile à cause de la transmission mère-enfant, mais les économistes s'intéressent avant tout à la mortalité des adultes. Celle-ci se situe normalement en Afrique à 5 %. Lorsque le taux de séropositivité atteint 10 %, cette mortalité adulte passe à 10 % ; à 20 % lorsque le taux de séropositivité est de 20 % et à 20 % lorsque il atteint 30 % (ce qui est le cas dans beaucoup de centres urbains du Rwanda, de Tanzanie et d'Ouganda).

En d'autres termes, il faut prévoir que, chaque année, 2 % de la population active ou des grandes concentrations urbaines mourront du sida. Ou encore que, dans dix ans, plus de 20 % de cette population seront morts des suites d'une infection par le virus. Et pour l'heure, on n'a aucune idée précise de ce qu'une telle situation aura comme impact sur l'appareillement général agricole et industriel. »

Tout au plus sait-on actuellement que les hommes touchés appartiennent le plus souvent aux catégories socioéconomiques privilégiées et qu'il en va différemment pour les femmes infectées, celles-ci étant souvent les plus démunies, et, devant, pour survivre, se prostituer. On peut toutefois prévoir qu'il ne s'agit là que d'un phénomène temporaire, symptôme d'une épidémie débutante qui, avec le temps et la possible diffusion généralisée du virus dans la population, ira en s'estompant.

Pour dramatiques qu'ils soient, ces chiffres et ces prévisions n'ont, dans la plupart des cas, pas encore été suivis de mesures adaptées susceptibles, sinon de stopper, du moins d'enrayer véritablement la progression de l'épidémie.

Et même si dans la plupart des pays touchés des programmes nationaux de lutte contre la mala-

die ont été mis en place, force est de constater que les moyens manquent cruellement.

Non pas tant d'ailleurs en personnels médicaux et paramédicaux - il y a même à cet égard trop de médecins dans certains grands centres urbains comme Kinshasa, par exemple - qu'en matériel et, d'une manière générale, dans l'organisation des systèmes de santé. « Et puis », explique le professeur Piot, « les campagnes au niveau national ne suffisent pas. Le plus important est la mise en œuvre de programmes locaux d'information et de prévention par de petites organisations communautaires, sur le terrain. »

Point positif, les ventes de préservatifs commencent à augmenter. A Kinshasa, elles ont décuplé en quelques mois grâce à la mise en place d'un système de « marketing » particulièrement efficace qui consiste à faire vendre les préservatifs, moyennant un petit bénéfice, par toutes sortes de vendeurs, d'un bout à l'autre de la ville.

Un terrain d'expérimentation ?

Dans un tel contexte, que font les pays riches pour aider le continent noir ? Leurs actions ne sont pas exemptes d'arrière-pensées. A tel point qu'on a pu craindre à un certain moment que l'Afrique ne devienne une espèce de terrain d'expérimentation, tant pour d'éventuels vaccins que pour les nouveaux traitements antiaids. Heureusement, l'OMS a vite mis un frein aux véritables « safaris sanguins » auxquels se livraient certains chercheurs occidentaux. « Il n'en reste pas moins », estime Peter Piot, « qu'il faut absolument respecter certaines règles éthiques. En d'autres termes, avoir les mêmes règles en Afrique que chez nous. »

La tentation est grande chez nombre d'Occidentaux de se livrer à toutes sortes d'essais parmi les Africains. Ceux-ci n'y sont d'ailleurs pas forcément hostiles, mais à condition qu'ils puissent en tirer certains bénéfices, à commencer par la possibilité de disposer de médicaments efficaces contre le sida ou contre ses infections opportunistes. Se trouve posé du même coup le problème crucial du coût du traitement : même si l'AZT était délivré moyennant une somme de l'ordre de 40 dollars par an et par malade, aucune économie africaine ne pourrait supporter pareille dépense.

De l'avis de plusieurs observateurs, la Communauté européenne est actuellement, en Afrique, l'agence qui cible le mieux ses interventions. Mais cela ne suffit pas et les pays européens manquent cruellement d'une structure qui, comme le Center for Disease Control américain, coordonne l'action des bailleurs de fond. Pendant ce temps, les Américains ne cessent de gagner du terrain grâce à une présence de plus en plus active.

A la « coopération de substitution humanitaire » pratiquée par les Européens - dans le cas de la France, cette coopération revêt souvent un aspect en outre mercantile (il s'agit avant tout sinon de vendre, du moins d'écouler des produits français) - les Américains opposent une stratégie plus ambitieuse de contrôle des populations et de présence à un haut niveau dans les ministères. En clair, pour reprendre l'expression d'un observateur, ils créent un « climat d'influence » dont ils espèrent un jour pouvoir tirer des bénéfices.

JEAN-YVES NAU ET FRANCK NOUCHI

Prochain article dans notre numéro du mardi 5 juin daté 61 La France embourbée par JACQUES AMALRIC

1234 5678 9012 31

MME SO 1E LENOIR

008

PRINTemps

TOUT UN MONDE A -10%

C'EST LA FÊTE AVEC LA CARTE PRINTemps

Tout un monde à -10%* avec la Carte Printemps** : on peut tout s'offrir jusqu'au 16 juin, sur tout le magasin, dans tous les Printemps de la Région parisienne.

*Sauf arts de la table, parfumerie, librairie, alimentation, services et articles points rouges.

**Carte gratuite délivrée immédiatement sur présentation d'une pièce d'identité et de votre chèque, après acceptation de votre dossier.

HAUSSMANN-ITALIE-NATION
PARLY-REPUBLIQUE-VÉLIZY

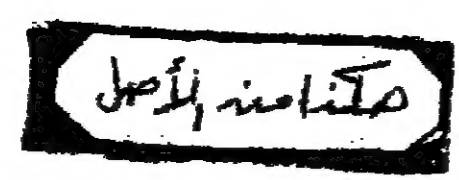
Je n'entend pas jouer les rôles

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Soisson, a déclaré hier à l'Assemblée nationale que le projet de loi relatif à la réforme de la taxe d'habitation, adopté par le Parlement, n'est pas une mesure de justice sociale, mais une mesure de justice fiscale. Il a souligné que la réforme vise à équilibrer le système de financement des collectivités locales en supprimant la taxe d'habitation et en remplaçant celle-ci par une taxe sur les logements et les revenus. Soisson a également mentionné que la réforme est le fruit d'un accord entre les différents groupes politiques de l'Assemblée nationale, y compris les socialistes et les communistes.

le rebelle

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Soisson, a déclaré hier à l'Assemblée nationale que le projet de loi relatif à la réforme de la taxe d'habitation, adopté par le Parlement, n'est pas une mesure de justice sociale, mais une mesure de justice fiscale. Il a souligné que la réforme vise à équilibrer le système de financement des collectivités locales en supprimant la taxe d'habitation et en remplaçant celle-ci par une taxe sur les logements et les revenus. Soisson a également mentionné que la réforme est le fruit d'un accord entre les différents groupes politiques de l'Assemblée nationale, y compris les socialistes et les communistes.

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Soisson, a déclaré hier à l'Assemblée nationale que le projet de loi relatif à la réforme de la taxe d'habitation, adopté par le Parlement, n'est pas une mesure de justice sociale, mais une mesure de justice fiscale. Il a souligné que la réforme vise à équilibrer le système de financement des collectivités locales en supprimant la taxe d'habitation et en remplaçant celle-ci par une taxe sur les logements et les revenus. Soisson a également mentionné que la réforme est le fruit d'un accord entre les différents groupes politiques de l'Assemblée nationale, y compris les socialistes et les communistes.



POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les socialistes ont obtenu l'abstention des communistes sur la réforme de la taxe d'habitation

Les députés ont adopté, dans la nuit du jeudi 31 mai au vendredi 1^{er} juin, par 280 voix contre 269, l'amendement socialiste instituant une taxe départementale sur le revenu en remplacement de l'actuelle part départementale de la taxe d'habitation.

Cet amendement au projet de loi sur la révision du mode d'évaluation des impôts locaux a été voté grâce à l'abstention des députés communistes, obtenue contre la promesse de nouvelles simulations permettant d'éclaircir les conséquences concrètes de cette réforme. Les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre.

C'est avec une unanimité touchante que le ministre délégué au

budget, M. Michel Charasse, et les députés socialistes - le président du groupe, M. Louis Mermaz, en tête - ont salué l'adoption de cette disposition, qui prévoit d'asseoir la part départementale de la taxe d'habitation sur les revenus et non plus sur la valeur locative du logement.

« C'est un événement de l'histoire parlementaire contemporaine », a-t-il déclaré, affirmant que le ministre délégué au budget en saluant cette réforme due aux seuls mérites de l'Assemblée, appuyée, il est vrai, a-t-il rappelé, par les éminents services des finances... pour les simulations.

M. Charasse ne s'est pas arrêté là. Il a brodé longuement, et avec talent, sur le thème des droits du Parlement, enfin retrouvés après deux siècles d'obscurantisme ! A son banc, M. Jean-Pierre Soisson (RPR, Loiret) n'a pu s'empêcher de saluer ce « morceau de bravoure », tandis que ses collègues affi-

chaient un sourire un brin narquois devant le flot d'éloquence du ministre. Au « perchoir », M. Georges Hage (PC, Nord), s'agitant, a prophétisé que dorénavant, à côté de la nuit du 4 août, il faudra célébrer celle du 1^{er} juin... Plus prosaïquement, et plus près de la vérité, M. Mermaz a rappelé que, dans un premier temps, les simulations entreprises « avaient fait peur au gouvernement ». « Depuis, la fièvre est tombée », a-t-il observé, avant de se féliciter de cette victoire sur l'injuste taxe d'habitation.

M. Mermaz :
« Nous passons un cap avec le PCF »

On mesurait à l'aune des qualificatifs employés à quel point ils étaient tous heureux de s'être tirés de ce qui, la veille, apparaissait bel et bien comme un guépier. Sans majorité, ni « 49-3 » (voir d'autre part), l'article additionnel du groupe socialiste avait pris l'air d'une réforme morte-née. Peu avant la discussion, le président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn (PS) situait ainsi l'enjeu : « Si nous ne sommes pas capables de mener à bien une réforme de gauche d'une portée, en moyenne, de 350 francs, il nous sera difficile de prétendre faire mieux sur d'autres territoires ».

lecture, de revenir à la date initiale de mise en application, une fois le groupe communiste pleinement rassuré. M. Alain Richard (PS), rapporteur général du budget, a précisé que, dans la première quinzaine de juin, la commission des finances se remettra au travail avec tous les autres partenaires intéressés par cette réforme. « Au départ, il y a une mauvaise perception du texte, puis qu'on s'est imaginé qu'il allait y avoir des millions de contribuables nouveaux. Maintenant qu'on a approfondi un peu les simulations, on s'aperçoit que la réalité est tout à fait différente », a expliqué M. Dothère.

M. Richard s'est aussi employé, avec M. Hervé, à calmer les esprits en rappelant, point par point, toutes les avancées de ce texte. M. Mermaz a expliqué que 63 % des contribuables paieraient moins avec ce système. L'opposition est restée de marbre, trouvant

curieux que les simulations qui, il y a quelques semaines, donnaient des résultats alarmants, aient finalement débouché sur des perspectives rassurantes.

« Je suis sceptique »

« Je suis sceptique », a expliqué M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise), tandis que MM. Philippe Auberger (RPR, Yonne) et Yves Fréville (UDC, Ille-et-Vilaine) dénonçaient l'instauration « d'un nouvel impôt ». Reste la question de savoir si cette réforme pourra être définitivement adoptée avant la fin de cette session. On dispose d'un petit mois pour faire des simulations, que M. Charasse prévoit « longues », et pour absorber les navettes entre les deux chambres.

M. Mermaz n'a pas manqué, quant à lui, de tirer les enseignements politiques de cet épisode,

au cours duquel il a été très en pointe. « Nous passons un cap en ce moment avec le PCF. Cela bouge. Il y a des signes non négligeables d'une évolution. Cela permet, peut-être, d'envisager des mesures sociales avec le PCF pour la fin de la législature. Je l'ai toujours dit, il y a une majorité de gauche à l'Assemblée nationale », nous a-t-il déclaré.

Majorité de gauche ou majorité de type « France unie » ? Le débat sur le projet Soisson concernant le travail précaire devait venir en discussion juste après ce projet. Compte tenu de l'heure tardive, la discussion a été renvoyée à vendredi, mais la proximité de ces deux débats dans le temps donne un certain relief à la divergence qui oppose depuis longtemps une partie du groupe PS, son président en tout cas, à M. Michel Rocard.

PIERRE SERVENT

D'un impôt sur les logements à un impôt sur les revenus

La réforme adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale remplace l'actuelle part départementale de la taxe d'habitation, assise sur la valeur locative des logements, par une taxe départementale annuelle, calculée sur les revenus de l'année précédente. Cette réforme doit théoriquement entrer en application le 1^{er} janvier 1992 mais on sait déjà que lors de l'adoption définitive du texte cette date sera ramenée au 1^{er} janvier 1991. Cette réforme prévoit un abattement pour charges de famille de 15 % du revenu moyen national par habitant et qui pourra être majoré jusqu'à 18 % par le département ; un abattement à la base, qui est de 15 000 francs pour une personne et de 30 000 francs pour un couple marié, qui pourra être majoré par le conseil général, respectivement, à 18 000 francs et 36 000 francs.

● Les personnes déjà exonérées de la taxe d'habitation (les personnes âgées de plus de soixante ans, les veufs ou veuves, les adultes handicapés, les bénéficiaires du Fonds national de solidarité qui ne sont pas assujettis à l'impôt continueront de l'être.

● Un dégrèvement égal à 8 % de l'impôt pour tous les redevables.

● Les contribuables dont le montant de la taxe départementale sur le revenu dû en 1992 excèdera de 50 % ou de 500 francs la taxe d'habitation acquittée au profit du département en 1991, bénéficieront de dégrèvements, qui s'élèveront, en 1992, à 75 % de la fraction de cotisation excédant l'un des deux seuils, à 50 % en 1993 et à 25 % en 1994.

● Le seuil de non-recouvrement de la taxe d'habitation est porté de 80 francs à 200 francs.

La journée et une partie de la nuit de jeudi n'ont pas été de trop pour trouver un compromis, après un travail pédagogique de longue haleine auprès du groupe communiste, entamé dès le 29 mai lors de la table ronde sur l'immigration. M. Mermaz avait, en effet, profité de cette rencontre à l'hôtel de Matignon pour tenter de convaincre MM. Georges Marchais et André Lajoinie des vertus d'une réforme « de justice sociale ». Pour rassurer le groupe communiste, malgré tout sceptique, la nouvelle rédaction de l'amendement socialiste repose d'un an l'application de la loi.

En fait, MM. Edmond Hervé (PS, Ille-et-Vilaine), auteur de l'amendement, René Dosière (PS, Aisne), rapporteur de la commission des lois, et Mermaz n'ont pas caché que, à leurs yeux, il s'agissait d'obtenir ainsi l'abstention des députés communistes, tout en accélérant, dans les semaines qui viennent, les simulations dans les départements auxquels le PCF est le plus attentif.

Au vu des résultats que fourniront les services de MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, il sera temps, lors d'une nouvelle

Une majorité « de gauche » pour un projet « de gauche »

La réforme de la taxe d'habitation a entraîné pendant plusieurs semaines les relations entre les députés et le gouvernement. Les premiers y poussaient, le second résistait. Lors d'une réunion au sommet sur ce sujet, le 23 mai à l'hôtel Matignon, avec une délégation des députés Parti socialiste, M. Michel Rocard, flanqué de MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, avait mis les choses au point. Le premier ministre avait notamment affirmé qu'il souhaitait éviter un conflit entre le gouvernement et le groupe, sur cette affaire, mais qu'elle comportait des risques politiques ; si le groupe décidait de les assumer, le gouvernement le suivrait ; dans ce cas, il restait à trouver, dans les jours suivants, des solutions techniques acceptables.

Ces solutions ont été mises au point lors de deux réunions ultérieures plus restreintes, les 28 et 29 mai, qui ont permis de dégager le compromis annoncé le 29 par M. Louis Mermaz, président du groupe (le Monde du 31 mai). Malheureusement pour les députés socialistes, il est vite apparu que ni le PCF, ni l'opposition de droite et du centre n'avaient l'intention

d'apporter leur soutien à l'amendement au projet de loi relatif à la révision du mode de calcul des impôts locaux, qui reprenait les termes de ce compromis et devait être discuté mercredi 30 mai. Dans ces conditions, le gouvernement et la majorité pouvaient, soit s'incliner, soit employer les grands moyens, c'est-à-dire l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur le vote de ce texte, par la mise en œuvre de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Le premier ministre a-t-il été tenté de recourir à cette procédure contraignante ? Matignon n'est pas très précis sur ce point. Jeudi matin, le cabinet du premier ministre indiquait que M. Rocard était parti à l'Élysée, la veille, pour sa rencontre habituelle avec le président avant le conseil des ministres, avec l'intention de demander l'autorisation d'utiliser le 49-3. Jeudi après-midi, on précisait que, en fait, le premier ministre avait affirmé à M. Mitterrand que, à son avis, les conditions dans lesquelles se présentait le débat n'étaient pas bonnes. Le président de la République en a convenu : il a donc déconseillé à M. Rocard d'avoir recours à cette procédure, ce qui,

probablement, fut une épine au pied du premier ministre, soucieux de ne pas apparaître comme déloyal vis-à-vis du groupe socialiste. Quant à l'attitude de M. Mitterrand, elle se fonderait sur l'idée qu'il serait contraire à l'esprit de la décentralisation d'utiliser une procédure contraignante à l'encontre des élus locaux et, aussi, des contribuables.

Il ne semble pas, en tout cas, que Matignon ait redouté le dépôt - et encore moins le vote - d'une motion de censure. L'opposition, estime-t-on dans l'entourage du premier ministre, se lasse du petit jeu de la censure et ne s'y serait pas adonnée sur un texte de cette nature. En l'absence de majorité et de 49-3, Matignon envisageait sérieusement, jeudi après-midi, avant la reprise du débat à l'Assemblée nationale, d'attendre la seconde lecture pour qu'une majorité se dégage avec les députés du PCF. Ceux-ci demandent de nouvelles simulations portant sur les départements populaires de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Conformément aux vœux de M. Mermaz, c'est donc une majorité de gauche qui adopterait cette réforme « de gauche ».

J.-L. A.

Un projet conforme au texte signé par les partenaires sociaux Travail précaire : la fin des abus

Reprenant l'essentiel de l'accord du 24 mars entre les partenaires sociaux, le projet de loi visant à limiter le développement du travail précaire devait être défendu, à partir du vendredi après-midi 1^{er} juin, à l'Assemblée nationale par M. Jean-Pierre Soisson.

Une fois de plus, le ministre du travail s'en tire avec les honneurs mais sans réussite spectaculaire dans le traitement d'un dossier sensible où il avait a priori tout à perdre si les considérations tactiques avaient dû l'emporter. Avant même que ne s'ouvre la discussion parlementaire sur son projet de loi limitant le travail précaire - en fait copie presque conforme du texte signé le 24 mars par les partenaires sociaux -, M. Jean-Pierre Soisson était assuré de la compréhension de la plupart des députés et sans doute des sénateurs, y compris d'opposition ou centristes, également préoccupés par le développement de ces formes d'emploi, qui ne trouveront rien à dire sur la méthode employée.

Un accord étant intervenu la semaine dernière avec le groupe socialiste, la plus grande menace a pratiquement disparu pour lui, au prix de quelques amendements dont le CNPF pourra difficilement se saisir pour mettre à exécution son projet de rendre caduc le protocole contractuel approuvé par la CFDT, la CGC et la CFTC si, d'aventure, le vote du législateur ne correspondait pas à ses espoirs. Ce n'est pas en effet la suppres-

sion de l'adverbe « notamment », interdisant le recours au contrat à durée déterminée au-delà d'une période de 24 mois si l'entreprise obtient une commande exceptionnelle, « notamment » à l'exportation, après le départ d'un titulaire pour cause économique - situation rare - qui justifierait la rupture unilatérale avec la politique conventionnelle.

Les syndicats, qui ont pris des risques en s'engageant, ne le comprennent pas. De même, la pression de FO ne suffira pas, dont la signature différée pèse de moins en moins lourd. Son secrétaire général, M. Marc Blondel, a beau proclamer qu'il se prononcera au vu du débat parlementaire, et invoquer des « raisons de petite tactique » pour expliquer son attitude, ses arguments ne résistent plus au consensus qui paraît maintenant se dégager.

Compromis de gestion

Dès lors reste le fond de l'affaire, bien moins probant. Quand M. Soisson, le premier, puis les députés socialistes, à la faveur d'une discussion sur la législation du licenciement économique, s'inquièrent, il y a maintenant plus d'un an, de la croissance inquiétante du travail précaire, il y avait matière à intervenir. Les contrats à durée déterminée explosaient et les missions d'interim connaissaient une croissance exponentielle au point que les deux formes d'emploi - sans parler du travail atypique, clandestin ou de la fausse sous-traitance - représentaient pratique-

ment la moitié des arrivées au chômage.

Tout le bruit fait de droite comme de gauche sur la nécessité de mettre fin aux abus a peu à peu entraîné, la reprise aidant, une réduction du phénomène. D'une certaine façon, la loi à venir arrive trop tard, et son annonce a déjà provoqué des changements de comportement, comme cela s'était déjà produit avec la moralisation des SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), qui s'étaient effondrés avant le vote, et avec les licenciements économiques, soumis autrefois à l'autorisation administrative.

Mais si ce nouveau projet de loi vient mettre de l'ordre dans un flou qui a retourné son lit, il n'en demeure pas moins qu'il enregistre un état donné et, finalement, accepte une nouvelle définition du marché du travail où la précarité est admise. Et, quoi qu'ils en disent, les partenaires sociaux ont entériné ces nouvelles méthodes de gestion du personnel au travers de l'accord qu'ils ont signé en mars en contrepartie d'avantages nouveaux pour les travailleurs concernés, qui bénéficieront d'une meilleure protection sociale et de perspectives de formation.

En reprenant leur texte, M. Soisson a fait preuve du même pragmatisme et en vient donc à légitimer une forme acceptable de la précarité. D'un objet de débat, on est passé à un compromis de gestion. Le travail précaire est devenu, ou sera devenu après le débat parlementaire, un élément reconnu de la vie sociale en entreprise. Au nom du réalisme.

ALAIN LEBEAUBE

La commission des lois souhaite élargir la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 30 mai, le projet de loi relatif à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic de stupéfiants. Ce texte, qui devrait être soumis aux députés en séance publique le 7 juin, institue, pour les professions financières une procédure de déclaration obligatoire des opérations qui leur paraissent pouvoir constituer un blanchiment de capitaux (le Monde du 10 mai).

Cette déclaration sera faite auprès d'un service spécialisé du ministère de l'Économie et des finances, qui pourra, ensuite, saisir le procureur de la République. Le projet renforce les « obligations de vigilance » des organismes financiers sur des opérations présentant une complexité « inhabituelle » et sans « justification économique ou licite ». Il fixe les conditions dans lesquelles il pourra être procédé à une levée partielle du secret bancaire pour l'identification des clients.

Les membres de la commission des lois ont adopté un amendement du rapporteur du projet, M. François Colcombet (PS, Allier), étendant le champ d'application de la loi aux notaires, aux commissaires-priseurs, aux huissiers de justice, aux commissaires aux comptes et aux agents immobiliers. Ils ont adopté un autre amendement, instituant une sanction pénale de caractère pécuniaire pour les personnes morales coupables de violation du secret de la déclaration.

P. R.-D.

Le crédit-formation au Palais du Luxembourg Le Sénat modifie le système de contrôle des programmes de formation

Les sénateurs ont adopté, jeudi 31 mai, le projet de loi relatif au crédit-formation, à la qualité et au contrôle de la formation professionnelle continue, modifiant le livre IX du code du travail, présenté au nom du gouvernement par M. André Laignel, secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle. La majorité sénatoriale et le groupe socialiste ont voté un texte modifié par une série d'amendements du gouvernement et de la commission des affaires sociales. Le groupe communiste a voté contre.

« Parce que les sommes en jeu atteignent des montants considérables - 75 milliards de francs cette année - il devenait essentiel d'élargir le contrôle administratif et financier de la formation professionnelle continue ». En présentant les objectifs principaux de son projet : le renforcement des droits individuels à la formation professionnelle et l'amélioration de la qualité de l'offre de formation, M. Laignel s'est efforcé de vaincre les nombreuses réticences exprimées par la commission des affaires sociales saisie sur le fond. Cette dernière avait beau jeu de s'appuyer sur le mécontentement d'organisations syndicales d'employeurs et de salariés qui estimaient n'avoir pas été suffisamment consultées lors de l'élaboration du projet de loi.

Le ministre a pris acte de « certaines demandes des partenaires sociaux » en proposant une série d'amendements appropriés qui ont été particulièrement bien accueillis par le rapporteur du projet, M. Jean

Madelain (Union cent., Ille-et-Vilaine), et par le président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Pierre Fourcade (indép., Hauts-de-Seine). Après le rejet d'une question préalable (qui indique qu'il n'y a pas lieu de délibérer) déposée par le groupe communiste. Un dialogue fructueux s'est d'ailleurs engagé entre le gouvernement et la commission sur de nombreux points, comme les modalités d'articulation entre le crédit-formation individualisé et les formations en alternance, et sur la nécessité de « labelliser » les programmes de formation.

Sur un point toutefois, l'évaluation des programmes de formation professionnelle, il n'a pas été possible de parvenir à un accord. Le projet de loi issu des travaux de l'Assemblée nationale prévoyait à cet effet la création d'un « comité national » composé « de parlementaires, de personnalités qualifiées indépendantes et de représentants des régions nommés sur proposition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle ». Ce comité national s'appuyait dans chaque région sur « un groupe régional d'évaluation » institué par le projet.

Hostile à la multiplication des instances de contrôle, M. Madelain a proposé un dispositif alternatif qui a été finalement retenu par la majorité sénatoriale. L'évaluation de l'offre de formation professionnelle sera assurée par le comité de coordination des programmes régionaux, institué en 1983, et sur les comités régionaux déjà existants.

GILLES PARIS

المجلة

SOCIÉTÉ/CULTURE

... Le Monde • Samedi 2 juin 1990 9

SECTION 8

10. Tennis : les Internationaux de France

11. Le plus grand Maccabi de l'histoire spatiale

12. La réorganisation de la semaine sportive

13. Paul Touvier, maintenant en détention

14. Théâtre : « Le Ventre de Paris » de Zola, par Jean Rougemont

15. La télévision par câble sur le marché

L'argent caché du ballon rond

Clubs en situation financière difficile, contrôles fiscaux, le football français est en crise

Alors que la saison s'achève samedi 2 juin par la finale de la coupe de France, de nombreux clubs sont dans une situation financière catastrophique. Tous les clubs de première division, ainsi que de nombreux dirigeants et joueurs, font en outre l'objet actuellement de contrôles fiscaux.

Clubs au bord de la faillite, affaires douteuses, salaires « royaux » doublés de revenus parallèles... Le football français a en fait plus de problèmes à l'administration fiscale de bonnes raisons de s'intéresser de près à ses comptes. Les services des deux ministères concernés - les finances (M. Pierre Bérégovoy) et le budget (M. Michel Charasse) - enquêtent actuellement sur tous les clubs professionnels de première division et sur quelques-uns de seconde division.

Selon nos informations, leurs investigations portent également sur les dirigeants et sur de nombreux joueurs. Ces derniers font - ou devraient faire - l'objet de vérifications très serrées, semblables à celles qui frappent les vedettes du show business : examen des comptes personnels, enquête sur le train de vie...

Certains joueurs parmi les mieux payés, une centaine, pourraient être inquiétés. Les agents de joueurs, imprudents parfois peu scrupuleux qui se disputent le « marché » des sordides du ballon, sont également sous surveillance.

Les enquêteurs n'en sont encore qu'au stade des premières vérifications, notamment en ce qui concerne les joueurs, mais ils vont de surprise en surprise. Leur curiosité explique sans doute en partie la ferveur qui règne actuellement dans un milieu peu habitué à être ainsi déshabillé. L'administration devrait avoir terminé son travail avant la fin de l'année.

Plusieurs clubs, qui sont déjà en très mauvaise posture, pourraient voir leur situation s'aggraver davantage encore à la suite de redressements fiscaux. Au dire des enquêteurs, les cas de détournement de recette (par exemple sur des matches disputés à l'étranger) ou de gonflements de factures (frais de réception, de déplacement...) seraient légion.

Le football français est-il donc si mal en point ? A elle seule, la partie émergée de l'iceberg est inquiétante. L'Equipe en a récemment révélé tous les détails dans ses éditions des 9, 10 et 11 mai 1990. En

publiant des documents confidentiels de la Commission nationale de conseil en gestion, organisme composé de spécialistes du football et chargé de surveiller les finances des clubs (sur la base de renseignements fournis par les clubs...), le quotidien sportif a levé le voile sur les salaires en vigueur.

On apprend ainsi qu'en 1988, un joueur de Bordeaux a gagné 12 268 998 francs (salaire annuel, primes de match incluses), que le salaire mensuel moyen dans ce même club a été de 206 825 francs. On découvre qu'un Marseillais a perçu 8 612 360 francs pour l'année 1988, mais également qu'un technicien suédois, probablement l'entraîneur Guy Roux, a touché 2 071 829 francs, occupant la seconde place derrière un Bordelais (Alain Jacquet, entraîneur à l'époque) qui a décroché la palme avec 2 762 165 francs ! Un joueur moyen de première division se « négocie » entre 80 000 et 150 000 francs par mois, un international à deux, trois ou quatre fois plus.

« Présidents affairistes »

En fait, ces chiffres n'ont pas vraiment surpris. Ils n'ont fait que confirmer ce qui devenait une évidence : la France est, avec l'Italie, le pays qui paie le mieux les joueurs de football. L'arrivée de riches et ambitieux présidents à partir de 1986 (Bernard Tapie à Marseille, Jean-Luc Lagardère à Paris), autant que la « folie des grandeurs » de leurs collègues bordelais, parisiens ou marseillais, ont déclenché un processus inflationniste qui a touché tous les clubs, des plus opulents aux plus modestes. Entre la saison 1983-84 et la saison 1987-88, la masse salariale globale est passée de 380 à 645 millions de francs. Dans le même temps, les municipalités, sollicitées plus souvent qu'à leur tour, n'ont cessé de renflouer les caisses des clubs en difficulté.

Mais là n'est sans doute pas le plus inquiétant. Beaucoup plus préoccupante est la face cachée des finances du football à laquelle s'intéressent les services de MM. Charasse et Bérégovoy. Selon les propres termes d'un enquêteur, le « ratisage » actuel amène à remuer des « choses pas très propres » dans ce milieu où il existe encore de bons dirigeants « animés par l'esprit des associations du type loi de 1901 » mais aussi des « présidents affairistes » secondés d'hommes de confiance qui se « salissent les mains ».

Le fisc découvre simplement que

le football utilise toutes les ruses imaginables pour le « dribbler », légalement ou illégalement. Depuis quelques années, les techniques se sont affinées. A tel point que le procès des « Verts » impliqués dans l'affaire de la « caisse noire » de l'AS Saint-Etienne paraît bien dépassé.

Le « temps des valises » - selon l'expression d'un joueur - paraît bel et bien révolu. « Je n'aurais certainement pas dit cela il y a une dizaine d'années », confie un dirigeant avant d'ajouter : « Aujourd'hui, à ma connaissance, cela n'existe plus, ou alors très peu. On ne peut plus alimenter de caisse noire. La vente des billets est sous surveillance. Plus moyen de dire, comme dans le temps, « on n'a volé les billets dans l'affolement de la fin de match » et de déclarer un nombre de spectateurs erroné pour garder la différence ! Après Saint-Etienne, il a fallu s'adapter, trouver d'autres solutions... »

Quelques-uns sont vieilles comme le football. L'une d'elles consiste, par exemple, à surévaluer le montant d'un transfert. Exemple : un club français vend un joueur à un club allemand pour 3 millions de francs. Les deux parties passent un accord : le montant « officiel » annoncé en France est de 3 millions et les 2 millions restants sont versés sur un compte au nom du club français, en Suisse ou dans un autre pays à fiscalité plus tard, au moment de négocier avec un joueur étranger, le club pourra toujours lui dire qu'une partie de son salaire l'attend déjà en Suisse, part de salaire qui échappera aux charges sociales...

Royalties au Liechtenstein

Mais dans ce domaine l'essentiel des investigations du fisc porte surtout sur une pratique en vigueur dans la plupart des pays, en Europe comme en Amérique du Sud : le « droit d'image ». Les montages juridiques, souvent très complexes, et les modalités d'application sont multiples mais le principe est le suivant : le joueur cède à une société le droit d'exploiter son image, autrement dit de percevoir de l'argent pour toute utilisation de sa renommée. En plus du salaire normal et « officiel » qu'il paye directement à son joueur, le club verse alors à cette société des « honoraires » qui correspondent à l'utilisation de l'image de la vedette en question.

Sur le plan légal, le procédé n'est pas critiquable : un joueur, comme un acteur ou un chanteur d'Opéra, peut revendiquer le droit de toucher des « royalties » et de telles pratiques sont parfois justifiées, en particulier pour les plus célèbres footballeurs dont l'image est source de revenus publicitaires. Du reste, l'inventeur de cette technique n'est autre que Cor Coster, beau-père de l'ancienne vedette néerlandaise Johann Cruyff et imprésario des deux vedettes du Milan AC Ruud Гулит et Marco Van Basten. Il s'entoure d'experts comptables et de juristes internationaux.

Mais, sur le plan moral, ce droit d'image est beaucoup plus discutable. Le véritable objectif de la majorité des utilisateurs est en fait d'éviter aux clubs de payer des charges sociales. En effet, les sommes ainsi versées à des sociétés implantées parfois en France mais surtout en Suisse, au Liechtenstein, à Monaco, dans les îles Anglo-Normandes et en Yougoslavie, sont en général déclarées comme « honoraires ». Avantage pour le club : il ne paye aucune charge sociale sur ces compléments de salaires qui n'avaient pas leur nom.

Les salaires en vigueur dans le football peuvent donc être largement revus à la hausse, surtout les plus élevés puisque le « droit d'image » concerne les joueurs les mieux rémunérés. Cela signifie par exemple qu'il convient d'ajouter 30 % à 50 % à pratiquement toutes les sommes révélées par l'Equipe dans la colonne « salaire annuel maximal ». Sans même tenir compte des avantages matériels (villa à disposition, voiture).

« J'ai touché ça au noir »

Dans ces conditions, on comprend mieux que le monde du football, conscient des limites morales et parfois légales - toutes les sociétés ne sont pas des modèles de transparence - de ces pratiques, les camoufle avec précaution. Après de certains dirigeants et de la plupart des imprésarios, le sujet est tabou. Des noms

de sociétés ? Motus. Les joueurs concernés ? Bouche cousée. Selon les premières estimations des enquêteurs, au moins une centaine de joueurs français seraient ainsi rémunérés par des biais détournés. D'autres sources, proches du milieu du football, ils seraient plutôt une cinquantaine. Encore une fois, le procédé peut être parfaitement légal. Mais les risques de dérapage sont malgré tout très grands.

Premier risque : les sommes importantes qui transitent par ces

sociétés peuvent passer entre les mains d'intermédiaires peu scrupuleux qui gagnent leur vie à la commission et multiplient parfois les sociétés écrans.

Second risque : certains clubs peuvent « oublier » de payer la TVA sur les honoraires versés à ces sociétés. Quand la taxe en question porte sur des sommes de plusieurs millions de francs, l'oubli suffit à susciter l'intérêt de l'administration.

Troisième risque : certains joueurs peuvent, eux aussi,

« oublier » de payer des impôts sur ces salaires déguisés. Les enquêtes en cours portent en priorité sur ces « royalties » parallèles qui vont parfois jusqu'à doubler les revenus du joueur. Au total, les sommes non déclarées pourraient donc s'élever à plusieurs dizaines de millions de francs.

Le mystère qui entoure ces complexes questions de « droits d'image » échappe parfois aux joueurs eux-mêmes. Bon nombre d'entre eux, souvent par naïveté car ils ne sont pas très au fait des ruses financières, se laissent entraîner dans des montages rocambolesques. Jean-Jacques Amorfini, l'un des responsables de l'UNFP, le confirme : « On essaye de les mettre en garde. C'est souvent un piège... En fait, certains ne savent pas trop ce que c'est. Entre eux ils disent souvent « j'ai touché ça au noir » en parlant des droits d'images. » Un « noir » qui, par définition, ne figure pas sur la déclaration d'impôts...

L'administration compte bien réglementer ce « droit d'image » qui fausse toutes les données financières du football français et masque une situation encore plus alarmante qu'elle ne l'est en surface. « Tout n'est pas à rejeter, cela peut se justifier pour de très grands joueurs mais pour les « zozos » c'est une fausse fenêtre » assure-t-on au ministère du budget où l'on s'attend malgré tout à une partie serrée avec les pays qui abritent ce type de sociétés.

De leur côté, les autorités du football vont tenter d'installer elles-mêmes des garde-fous. Une commission de gestion chargée de donner son accord pour les transferts en fonction des moyens des clubs devrait voir le jour avant la fin de l'année, à l'initiative de la « mission Sastre » du nom de l'ancien président de la Fédération française de football. En 1989, celui-ci avait été chargé par M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, de trouver les moyens d'assainir le football français. Il reste du travail...

PHILIPPE BROUSSARD

Les salaires « officiels » en 1988

CLUBS	SALAIRE MOYEN PAR MOIS	SALAIRE MINIMAL PAR AN	SALAIRE MAXIMAL PAR AN
1. Toulon	89 659	258 760	2 916 420
2. Auxerre	41 579	52 126	1 264 876
3. Toulon	63 659	182 672	1 881 748
4. Bordeaux	286 825	186 806	12 268 998
5. Saint-Etienne	61 846	53 686	2 044 656
6. Cannes	43 667	60 000	2 358 510
7. Paris-Saint-Germain	96 356	142 025	2 677 906
8. Lens	41 710	86 866	2 106 800
9. Nice	71 887	84 305	2 070 313
10. Lens	48 387	99 705	1 875 164
11. Nantes	61 324	181 900	2 224 174
12. Lille	69 152	88 854	2 491 755
13. Montpellier	92 588	194 294	2 701 967
14. Marseille	152 078	495 516	8 612 360
15. Metz	69 122	281 830	1 863 645
16. Metz	158 236	330 179	3 888 900

Ce tableau, publié par le quotidien sportif l'Equipe, jeudi 10 mai, est extrait de documents confidentiels de la Commission nationale de conseil en gestion, chargée de surveiller les finances des clubs de football.

L'aide financière des villes en 1989

VILLE	SUBVENTION CULTURE (MIL. FRANCS)	COUT PAR HABIT.	SUBVENTION EQUIPE PROS (1989)	COUT PAR HABIT.
AUXERRE	1 154 200	28,00	2 400 000	58,50
BORDEAUX	18 467 371	87,50	8 300 000	39,50
BREST	36 192 349	226,00	3 815 548	24,00
CAEN	10 168 475	87,00	6 000 000	51,00
CANNES	38 998 030	541,50	8 000 000	111,00
LILLE	10 468 000	60,00	3 248 520	18,50
LYON	19 000 000	45,50	9 000 000	21,50
MARSEILLE	39 000 000	49,00	14 000 000	17,50
METZ	34 460 300	287,00	4 000 000	33,50
MONTPELLIER	13 420 000	61,00	10 500 000	48,00
MULHOUSE	3 733 000	33,00	20 000 000	177,00
NANTES	20 700 000	85,50	10 000 000	41,50
NICE	60 299 400	179,00	12 000 000	35,50
PARIS	300 000 000	130,50	18 900 000	8,00
ST-ETIENNE	12 000 000	58,00	5 000 000	24,00
TOULON	7 825 000	43,00	10 000 000	55,00
TOULOUSE	20 615 000	58,00	3 500 000	10,00

Ce tableau est extrait de l'étude « Villes et foot » portant sur les relations entre les villes et les clubs professionnels de football. Cette étude a été menée par M. Denis Charnaud (maire de Vénissieux), Gérard Le Saunay (maire de Nantes) et Jacques Quénin (maire de Besançon) en liaison avec l'Association des maires de grandes villes de France. Ce tableau ne tient pas compte des aides indirectes (taux d'entretien des stades, garanties d'emprunt...) mais uniquement des subventions.

POUR RETROUVER VOTRE FORME PHYSIQUE ET INTELLECTUELLE: CORTEXYL®



Cortexyl est un antiasthénique dit psychostimulant : il est donc indiqué dans les asthénies fonctionnelles avec fatigue intellectuelle.

Contre-indications : grossesse, allaitement. Ce médicament contient du sodium : à éviter en cas de régime limité en sel. Demandez conseil à votre pharmacien.

SOEKAMI-LEFRANCO laboratoires
94, rue Edouard-Vaillant 92300 Levallois-Perret

SPORTS

TENNIS : Les Internationaux de France

Un éboueur charrie des poubelles dont s'échappent des bras, des jambes et des raquettes. « Si vous saviez ce qui traîne sur les courts passés 20 heures », dit le petit personnage déshabillé dessiné par Chenez. Car il s'agit bien sûr d'une caricature parue jeudi 31 mai à la Une de l'Équipe. Cruelle ? Simplement lucide.

L'épidémie d'éliminations prématurées dont ont été victimes les Edberg, Becker, Sanchez et Berger, a frappé jeudi 31 mai Juan Aguilera.

L'Espagnol qui était revenu au premier plan ces dernières semaines (victoires à Nice et à Hambourg) après une éclipse de six ans a été éliminé par le Français

Thierry Champion, un qualifié classé cent quatre-vingt-onzième mondial, qui s'est battu comme un beau diable pendant trois heures trente-huit. C'est la meilleure performance jamais réalisée dans un tournoi du grand chelem par le Parisien, âgé de vingt-trois ans. Son prochain adversaire sera Guy Forget, récemment promu au rang de numéro un national, qui n'a eu aucun mal à se débarrasser de l'Autrichien Alex Antonitsch.

Au reste le virus qui frappe les têtes de série n'est pas réservé aux simples messieurs. L'Espagnole Arantxa Sanchez, championne 1989 en a été victime en dépit du « traitement de cheval »

qu'elle a tenté d'administrer à son habituelle compagne de double, l'Argentine Mercedes Paz. Après un entraînement physique sévère (8 km de course à pied par jour) celle-ci a perdu une dizaine de kilos et elle est désormais capable de soutenir la pression de matches durs, sans complexe.

Thomas Muster, l'homme de fer

Après l'élimination prématurée de Boris Becker, quel est le joueur le mieux placé dans la moitié inférieure du tableau des simples messieurs, pour accéder à la finale ? Les paris allaient bon train, jeudi 31 mai, dans la tribune de presse de Roland-Garros.

Pour les uns, la logique plaide en faveur du jeune Yougoslave Goran Ivanišević : sur sa lancée du premier tour, celui-ci a « atomisé » le Suédois Anders Jarryd qui, sans être à son meilleur niveau des années 1985-1986, reste une référence sur terre battue. Pour les autres, l'homme fort est bien évidemment l'Autrichien Thomas Muster.

« Il m'a tué d'entrée de jeu », Les premiers mots prononcés par le Français Eric Winogradsky en sortant du central sur lequel il n'est pas resté deux heures résumant bien l'impression de tornade qui se dégage de cet Autrichien. Silhouette à la Hilot, virilité de Popeye, il ne cesse de courir et de

cogner dès qu'il est sur le court. Comme il n'est pas porté à l'introspection et au doute métaphysique, ce gaucher passe aux yeux de beaucoup pour une réplique de Jimmy Connors.

C'est un teigneux formé à Vienne par un entraîneur originaire du Suriname, Stan Franker, en compagnie d'Alex Antonitsch et de Horst Skoff, tous membres maintenant de l'équipe de Coupe Davis qualifiée pour les demi-finales 1990. En tout cas, Thomas Muster est bien l'homme fort de ce début de saison : après avoir disputé les finales des tournois de Monaco et de Munich, il s'est imposé à Rome en battant le Soviétique Andreï Chesnokov en finale.

A vingt-deux ans, le garçon, qui est passé à côté d'une carrière de footballeur pour ne pas s'être séparé de sa famille dix ans auparavant, n'est donc pas loin de réaliser son ambition : devenir le meilleur tennisman de son pays, sinon

du monde. Il est, pour l'instant, classé huitième joueur mondial. Or l'an dernier, à la même époque, il se déplaçait dans les allées de Roland-Garros avec des béquilles, et il n'était pas sûr de pouvoir rejouer un jour un tennis de haut niveau.

Un banc de tortues

Un coup de sort ! Demi-finaliste des Internationaux d'Australie en janvier 1989, il se qualifiait, quelques semaines plus tard, pour la finale du tournoi de Key Biscayne (Floride), en éliminant Yannick Noah. Au soir de ce match, un chauffard percuta la voiture dans laquelle il rangeait son sac. Il eut les ligaments du genou gauche sévèrement touchés.

Après avoir été opéré en Autriche, il entreprit aussitôt une réduction intensive dans la clinique du docteur Durnig, à Jarz, où il était en compagnie du pilote de

formule 1 Gerhard Berger, victime, lui, d'un accident à Imola. Rapidement l'obsession de Muster fut de taper dans la balle. Un menuisier lui fabriqua un banc sur lequel il pouvait immobiliser sa jambe tout en travaillant la régularité de ses coups. Un banc de tortues !

Un sportif qui accepte de telles souffrances et une telle remise en cause ne peut être un joueur ordinaire. L'ancien champion polonais Wojtek Fibak - qui fut aussi l'un des premiers à croire en Ivan Lendl et à l'encourager - l'avait repéré depuis longtemps. C'est lui qui a conseillé à Ronnie Liegeb, un journaliste autrichien rencontré à l'occasion de l'écriture d'une biographie, de devenir le coach de Muster. Et c'est lui qui, dans l'ombre, pilote cet étrange tandem pour ce qui est des aspects techniques, tactiques et financiers du jeu.

Thomas Muster s'impose parfois des efforts démesurés. Entre le début de la saison de terre battue, fin février au Caire, et le coup d'envoi des Internationaux, il a disputé trente-huit matches officiels, soit un tous les deux jours et demi. Une telle débauche d'énergie l'a contraint à refaire au tour à la clinique du docteur Durnig, une semaine avant Roland-Garros : son coude était douloureux au point que Muster envisageait un forfait. Au vu de ses deux premiers matchs, le traitement a été efficace.

« Plus j'avance dans le tournoi, plus j'ai confiance en moi », a-t-il noté après sa victoire sur Eric Winogradsky. Mais il ne veut pas encore assumer le rôle de favori : « Il peut y avoir encore beaucoup de surprises d'ici la fin de la semaine prochaine. »

Contrôles antidopages

Le Français Guy Forget et l'Autrichien Thomas Muster se sont présentés, jeudi 31 mai, le premier de bonne grâce, le second avec réticences, aux formalités du contrôle antidopage instauré cette année à Roland-Garros à la demande du secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, M. Roger Bambuck.

Toutefois, en dépit des dispositions de la loi française sur la répression des substances dopantes, les deux associations qui régissent le jeu (ATP et WTA) ont obtenu que les produits dopants détestés à l'occasion de ces Internationaux ne soient pas tous ceux communément interdits dans les disciplines olympiques et que les résultats, quels qu'ils soient, restent confidentiels.

Les champions, dont les revenus sont connus au centime près, craignent-ils de révéler le contenu de leur armoire à pharmacie ? Exemplaire à bien des égards, le tennis est l'un des sports professionnels les plus rétrogrades pour ce qui concerne le dopage.

Ainsi Yannick Noah - qui avait fait en 1980 des révélations fracassantes restées sans suite sur le sujet - a déclaré en toute innocence soigner un rhume avec du gingembre, alors que cette racine avait « posé » à ses analyses du Supprier anglais Lindford Christie lors des Jeux olympiques de Séoul.

A. G.

Monica Seles la victoire en ahanant

Des cris, il y en eut, au cours de cette rencontre opposant la jeune Yougoslave de seize ans, Monica Seles, à la Canadienne Helen Kales. Des « has » poussés sur tous les registres qui permettent les cordes vocales, pour accompagner des frappes de balles. Joueur de fond de court, ces demoiselles ne cessent pas l'objet jeune, elles lui impriment une force qui semble leur arracher tout leur souffle.

La blonde Monica ne s'attendait pas à tant de résistance de la part de celle qui fut, dans de nombreux tournois, sa partenaire lors des doubles. Mise en confiance par ses récentes victoires à Rome où elle a écarté Martina Navratilova (6-1, 6-1), et à Hambourg où elle a dominé Steffi Graf (6-4, 6-3), la jeune yougoslave prévoyait une partie plus aisée. Mais dès le premier set, conclu par la Canadienne (6-4), elle a du déchanter et chercher le moyen de reprendre l'avantage.

Pour une fois, sa déjà légendaire frappe à deux mains n'était pas suffisante pour troubler son adversaire. « Je ne pouvais pas prendre son service et le jeu était très serré, a expliqué Monica à la fin de la rencontre, ma seule chance était de courir sur toutes les balles. » De courir et aussi de troubler son ex-partenaire par de méchantes armoiries. Et c'est là que la gamine du circuit s'est révélée une parfaite professionnelle.

Comme l'explique un spécialiste anglais « l'armoire est une arme essentielle dans les cas où les deux joueurs s'annulent ». Mais cette passe en douceur au bord du filet est aussi une tactique très risquée. Elle réclame maîtrise et sûreté dans le dosage du coup de raquette. Et Monica, la canonnère bruyante, a réussi plusieurs de ces coups qui humilient l'adversaire.

A l'image de son aînée Chris Evert, elle est parvenue à faire momentanément tomber la balle à l'endroit où personne ne l'attendait, arrivant ainsi à prendre l'ascendant sur Helen Kales.

« J'aurais dû monter au filet à ces moments-là, pour répondre à son agressivité », regrette la Canadienne. Elle avait senti au

milieu du deuxième set que la partie lui échappait : « Face aux attaques je continuais à jouer la sécurité. » La perception des joueuses avait changé, mais la partie ne s'est toutefois pas embellie. Monica a dû multiplier ses ruses pour emporter les deux derniers sets (6-4, 6-4).

Jouer sans grogner

La belle démonstration, de 2 heures et 10 minutes, fournie par Monica Seles, son application à réaliser des coups parfaits, ainsi que son opiniâtreté à refuser l'échec, grandissent encore son image. Pourtant la petite fille originaire de Novi-Sad (dans le nord de la Yougoslavie) demeure toute simple. Bien qu'elle vive maintenant en Floride, elle n'est pas devenue une poupée reine des courts comme Jennifer Capriati (le Monde du 30 mai).

Entraînée par son père, un ancien athlète de haut niveau, protégée par sa mère qui veille à la poursuite de ses études, Monica demeure une jeune fille qui prend plaisir à jouer mais n'oublie pas qu'il existe d'autres buts dans la vie.

« Toutes deux, nous avons des tempéraments de luttes, et c'est parce que chaque point est disputé passionnément que le public dit si enthousiaste », a confié la jeune fille, à peine perturbée par un match qui aurait pu se terminer à son désavantage.

Monica apprécie les réactions du public de Roland-Garros. Elle se souvient de l'accueil qu'il lui avait réservé l'an passé lorsqu'elle avait rencontré Steffi Graf en demi-finale. Cette saison, Monica a promis d'essayer d'améliorer sa présence sur le terrain. Elle a prétendu qu'elle allait tenter de se débarrasser de cette habitude qu'elle a de grogner lorsqu'elle frappe la balle.

« Il y a plus de dix ans que je pousse des cris sur le court, alors cela risque d'être long à disparaître », remarque la jeune fille en souriant. Jeudi, sur le court, les progrès n'étaient pas évidents, mais le spectacle était des plus bruits.

SERGE BOLLOCH

Les résultats

Simple messieurs

Troisième quart du tableau

A. Krickstein (E-U, n° 3) b. S. Greiner (Fra, Q) 6-3, 6-4, 7-5 ; K. Novacek (Tch) b. L. Matzar (Bre) 5-7, 6-3, 6-2, 6-1 ; G. Forget (Fra) b. A. Antonitsch (Aut) 6-1, 6-1, 6-1 ; T. Champion (Fra, Q) b. J. Aguilera (Esp, n° 12) 3-6, 6-3, 6-2 ; M. Gustafson (Sue, n° 14) b. P. Korda (Tch) 3-6, 7-6, 1-6, 6-1, 9-7 ; D. Panu (Uro) b. O. Campore (Ita) 3-6, 7-6, 6-3, 4-6, 6-2 ; A. Volkov (URSS) b. J. Arias (E-U) 1-6, 6-3, 6-3, 4-6, 6-1 ; A. Gomez (Par, n° 4) b. M. Filipi (Uro) 7-6, 6-2, 6-1.

Quatrième quart du tableau

T. Muster (Aut, n° 7) b. E. Winogradsky (Fra) 6-2, 6-3, 6-1 ; P. Haas (Sui, n° 8) b. J. Pugh (E-U) 6-4, 7-6, 6-7, 7-5 ; A. Rahunen (Can) b. L. Shias (E-U) 6-0, 6-1, 6-1 ; M. Jaitz (Arg, n° 10) b. M. Stich (RFA) 6-7, 6-4, 6-7, 6-4, 6-3 ; A. Mansdorf (Isr) b. F. Canadoli (Ita) 6-2, 2-6, 6-1, 7-5 ; N. Kroon (Sud) b. J. Stoltenberg (Aus) 6-0, 6-2, 6-3 ; P. Kuhnen (RFA) b. M. Kovermans (P-B) 6-3, 2-6, 6-4, 6-2 ; G. Ivanisevic (Yon) b. A. Jarryd (Sue) 6-3, 6-0, 6-2.

Simple dames

Troisième quart du tableau

M.-J. Fernandez (E-U, n° 7) b. M. Pierce (Fra, W) 6-4, 6-4 ; L. Cuseto (RFA) b. S. Hanika (RFA) 6-3, 4-6, 6-0 ; A. Grossman (E-U) b. N. Miyagi (Jap) 6-2, 6-3 ; K. Sharpe (Aus, Q) b. R. Reggi (Ita, n° 14) 6-4, 6-2 ; J. Wiesner (Aut, n° 12) b. M. Jaggard (Aus) 6-3, 6-1 ; J. Capriati (E-U) b.

C. McGregor (E-U) 6-1, 6-0 ; C. Cohen (Sui, Q) b. L. Ferrando (Ita) 2-6, 7-5, 6-4 ; M. Paz (Arg) b. A. Sanchez (Esp, n° 3) 7-5, 3-6, 6-1.

Quatrième quart du tableau

M. Maleeva (Bul, n° 6) b. A. Minter (Aus) 6-1, 6-0 ; P. Tarabini (Arg) b. C. Kade-Risch (RFA) 3-6, 6-1, 6-4 ; S. Martin (E-U) b. C. Caverzasio (Ita) 6-3, 7-5 ; N. Zvereva (Uro, n° 10) b. I. Budarova (Tch) 6-1, 6-3 ; L. Gide-meister (Chi) b. E. Burgin (E-U) 6-3, 6-4 ; M. Maleeva (Bul, Q) b. R. Rajchrtova (Tch) 6-2, 6-3 ; L. Meskhi (URSS) b. L. Savchenko (URSS) 3-0, 6-0 ; M. Seles (Yon, n° 2) b. H. Kalesi (Can) 4-6, 6-4, 6-0.

Entre parenthèses la nationalité des joueuses et éventuellement le numéro de tête de série, ou la qualité de qualifiée (Q), d'invitée par les organisateurs (W), et de repêchée des qualifications (U).

Loterie		TRIMESTRE DE JUIN 1990	
PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN		LES NUMÉROS DU TIRAGE	
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

OFFRE SPÉCIALE COUPE DU MONDE 90 JUSQU'AU 9 JUILLET



Viséa Thorn Emi fait plus pour la paix des ménages !

La coupe du monde, depuis 4 ans vous l'attendez. Votre but : tout faire pour ne rater aucun match. Ce que vous ne rateriez certainement pas, c'est la colère de votre femme privée de ses émissions préférées. Et face à ses attaques, qui vous défendra ? Viséa Thorn Emi bien sûr, avec 2 offres exceptionnelles. Un téléviseur 55 cm pour seulement 170 F/mois*. L'idéal pour voir tous les matches.

Ou ce même téléviseur + un magnétoscope VHS Sécam basique pour seulement 300 F/mois*. Rien de tel pour enregistrer les meilleurs moments du Mondial sans en faire passer de mauvais à votre femme...



300 F/mois* au lieu de 350 F/mois



Loué soit Viséa !

LE N° 1 DE LA LOCATION TELE VIDEO

WISEA THORN EMI
42 magasins en France
17 magasins à Paris
et région parisienne

N° VERT 05.23.24.25
APPEL GRATUIT

Le Monde
EN BANQUE
DE BONNES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINITELE
POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM
SERVEUR

TEL 01 45 38 70 72

Le plus grai

SCIENCES

Les Soviétiques s'apprêtent à mettre en place une station orbitale de 90 tonnes

Le plus grand Meccano de l'histoire spatiale

L'Union soviétique a lancé, jeudi 31 mai, un module technologique d'une vingtaine de tonnes (Kvant-3, alias Kristall) en direction de la station orbitale Mir. Cet engin, destiné à la fabrication de matériaux dans l'espace, est porteur d'équipements qui permettront à l'équipage de Mir de réparer leur vaisseau endommagé. Avec le module Kristall qui se greffera dans une semaine environ sur le train spatial soviétique, l'ensemble mis en orbite par les Soviétiques approchera les 90 tonnes.

Les cosmonautes soviétiques, Anatoli Soloviev et Alexandre Balandine, installés à bord de la station orbitale Mir depuis le 13 février 1990, vont offrir en direct du spectacle et du suspense. Au cours des prochains jours, ils vont devoir en effet assembler les cinq éléments du plus grand Meccano spatial jamais mis en orbite pour organiser autour de Mir une station d'environ 90 tonnes, soit le poids de cinq autobus environ. De quoi faire pâlir d'envie les Américains dont les progrès dans ce domaine remontent à mai 1973 et qui ne disposeront d'un outil analogue qu'à la fin des années 90 avec la station spatiale permanente Freedom (1).

Mais, outre ce travail d'architecte, les deux cosmonautes vont devoir réparer en orbite le vaisseau Soyuz TM-9 qui doit servir à leur retour sur Terre. Cet engin, lancé le 11 février dernier, a été endommagé lors du largage de la coiffe qui l'abritait. A cette occasion trois des bandes d'isolation thermique qui le protégeaient du froid de l'espace ont été partiellement arrachées.

Le dommage ne serait pas très grave s'il n'avait eu pour conséquence de rendre inopérants certains des capteurs permettant d'orienter le vaisseau au cours de sa phase de rentrée dans l'atmosphère, mais aussi de mettre en difficulté le système de régulation thermique de la capsule dont l'air est désormais trop froid et trop chargé en humidité. Toutes conditions qui ne sont guère favorables au fonctionnement des composants électroniques du vaisseau. C'est la raison pour laquelle le train spatial organisé autour de Mir a été réorienté de manière à conserver le plus de chaleur possible dans le Soyuz.

Nouvelle sortie dans l'espace

Mais, cette marche en crabe du train spatial soviétique composé de la station Mir, du vaisseau Soyuz et de deux modules spécialisés Kvant, a pour inconvénient de rendre moins efficaces les panneaux solaires chargés d'alimenter la station en énergie électrique. Le temps est donc venu de réparer le Soyuz et de redonner à Mir une position plus conforme aux exigences de la mission. Les deux cosmonautes, Anatoli Soloviev et Alexandre Balandine, sont d'ailleurs prêts à enfiler leurs scaphandres et sortir dans l'espace pour remédier à tous ces tracas.

Malheureusement, le découpage des bandes d'isolation et leur remplacement par de nouvelles se sont

pas choses faciles car il n'existe pas, entre le vaisseau Soyuz et la station Mir, de mains courantes auxquelles les cosmonautes pourraient s'accrocher pendant tout leur travail de réparation. Aussi les responsables de la mission ont-ils fait construire une échelle spéciale qui permettrait aux deux hommes de progresser en toute sécurité vers « leur plan de travail ».

C'est cette échelle d'un peu plus de 6 mètres qui va leur être livrée par le module Kvant-3 dont le lancement par une fusée Proton a eu lieu jeudi 31 mai. Mais avant que ne soient engagées les toutes premières opérations relatives aux réparations du vaisseau Soyuz, les cosmonautes de Mir vont s'appliquer à préparer l'arrimage de ce nouveau module d'environ 20 tonnes au train spatial déjà constitué. Une opération particulièrement délicate qui consiste à faire une succession de « créniaux spatiaux » avec des véhicules encombrants comme des autobus et aussi peu mobiles que des tortues.

Pour se convaincre de ces difficultés, il suffit de penser que le train spatial actuellement en orbite est composé de la station Mir (21 tonnes), sorte de gros bidon d'environ 13 mètres de long, à l'arrière duquel a été fixé, en avril 1987, un module d'environ 6 mètres de long, lourd de 11 tonnes, Kvant-1, destiné aux observations astronomiques. A l'avant, se trouve le vaisseau Soyuz fermement arrimé au collier multiple dont est équipée la station. Ensemble qui, lorsqu'il est prolongé au-delà de Kvant-1 par un vaisseau de transport automatique (2) Progress, mesure environ 33 mètres de long pour une masse de quelque 46 tonnes.

Un équilibre précaire

Comme si ce Meccano n'était pas assez complexe, les Soviétiques ont décidé de lui adjoindre, en décembre 1989, un appendice d'une vingtaine de tonnes supplémentaires, Kvant-2, qu'ils ont « greffé » sur le collier multiple, perpendiculairement à la station. C'est d'ailleurs à partir de ce nouveau module technique (le « D ») que les cosmonautes de Mir ont effectué leurs dernières sorties dans l'espace et procédé à l'essai d'un scooter spatial leur permettant de se déplacer désormais sans contraintes.

On conçoit sans peine qu'un tel ensemble Soyuz-Mir, Kvant-1-Progress-Kvant-2, ait un équilibre précaire et que son maintien en bonne position sur sa trajectoire consomme une quantité relativement importante d'énergie. C'est la raison pour laquelle les Soviétiques désiraient, deux mois après l'arrivée du module « D », greffer à l'opposé de Kvant-2 le module Kvant-3 (Kristall), lourd lui aussi d'une vingtaine de tonnes, pour donner une certaine symétrie et un certain équilibre à leur audacieuse construction.

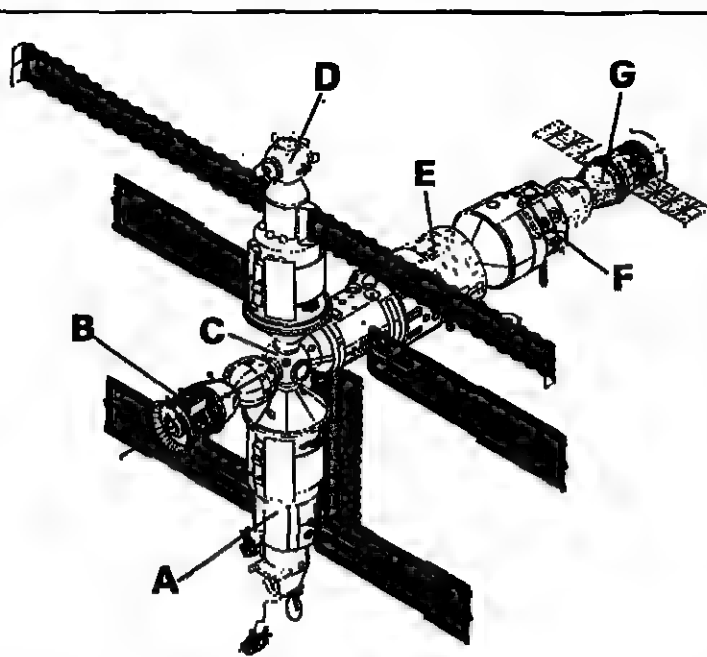
Mais, il n'est guère possible de fixer directement ce nouveau module à sa place définitive, en position perpendiculaire au train spatial. Qu'il vienne à percuter, même à faible vitesse, la station Mir et celle-ci partirait en toupie alors que, dans un choc frontal, l'excès de vitesse sera aussitôt absorbé par les structures. C'est pourquoi les cosmonautes vont larguer leur Soyuz et le placer tout à l'arrière du train spatial pour libérer le collier d'arrimage avant de la station. Puis, Kristall s'approchera à petite vitesse de Mir qu'il rejoindra une semaine environ après sa mise en orbite.

Une fois l'arrimage effectué, un bras télémanipulateur viendra se fixer sur la station. Kristall sera alors largué, et son bras tournera lentement de 90 degrés pour l'amener en face de Kvant-2. Il ne restera plus alors à l'équipage qu'à remplacer Soyuz dans sa position initiale pour que tout rentre dans l'ordre et que commence enfin la

réparation du vaisseau. Ensuite, Soloviev et Balandine mettront en service le module Kristall dédié à la production de matériaux dans l'espace (alliages, protéines, cristaux, etc.) en attendant que leurs remplaçants ne prennent, le 29 juillet prochain, la relève aux commandes de cet extraordinaire train spatial de 85 tonnes (3).

Les Soviétiques en resteront-ils là ? C'est peu probable. Car, si l'on en croit certaines informations, un nouveau module « optique », Kvant-4 (20 tonnes), devrait rejoindre Mir dans le courant du premier trimestre 1991, puis un second, Kvant-5 (11 tonnes), destiné à l'observation de la Terre. Ce mini-Mir de 120 tonnes sera alors opérationnel jusqu'en 1994, date à laquelle, une nouvelle station Mir-2, beaucoup plus grosse, prendra le relais. Lancée par la fusée géante Energia, cette station devrait avec ses différents appendices peser quelque 200 tonnes à 300 tonnes et abriter une dizaine de cosmonautes.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU



Source : Aviation Week and Space Technology

Actuellement, le train spatial soviétique se présente de la manière suivante : le vaisseau de retour sur Terre Soyuz (B) est fixé au collier d'arrimage (C) qui porte la station orbitale MIR (E). A l'arrière a été installé le module d'observation astronomique Kvant-1 (F). Sur le collier d'arrimage est greffé le module Kvant-2 (D), sorte d'atelier à tout faire de la station. A l'opposé devrait être installé le module de fabrication de matériaux dans l'espace Kvant-3 (D), alias Kristall. Un dernier élément, les vaisseaux de ravitaillement Progress (G) devraient venir s'accrocher chaque fois que nécessaire à l'arrière du train spatial.

L'Européen lit the European



AUJOURD'HUI, SOYEZ UN EUROPÉEN INFORMÉ.

"THE EUROPEAN", LE PREMIER HEBDOMADAIRE EUROPÉEN DE ROBERT MAXWELL, KN 64 PAGES, EXPLIQUE, RACONTE, COMMENTE, MATÉRIALISE L'EUROPE EN COULEURS. AVEC "THE EUROPEAN" VIVREZ L'EUROPE D'AUJOURD'HUI : L'EUROPE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE, L'EUROPE ARTISTIQUE, CULTURELLE, SPORTIVE... DANS "THE EUROPEAN" L'INFORMATION EST OBJECTIVE, OUVERTE SANS DÉFORMATION, TELLE QUELLE. POUR "THE EUROPEAN" UN RÉSEAU DE CORRESPONDANTS ET DE JOURNALISTES SPÉCIALISÉS DANS TOUTES LES PRINCIPALES CAPITALS DE L'EUROPE RECUEILLE, TRIE, TRADUIT ET EXPÉDIE LES INFORMATIONS. "THE EUROPEAN" DES COMMENTAIRES CONSTRUCTIFS, OUVERTS QUI MISENT EN LUMIÈRE LES ÉVÉNEMENTS ESSENTIELS À LA DÉMOCRATIE. "THE EUROPEAN" UN OUTIL D'INFORMATION POUR LA VIE QUOTIDIENNE ET POUR PLACER SES REVENUS. UNE SOURCE DE RENSEIGNEMENTS, D'OPINIONS, D'EMPLOI SANS FRONTIÈRE. L'EUROPE À SUIVRE DANS "THE EUROPEAN".

THE EUROPEAN

Europe's first national weekend newspaper

Le CEA se dote d'un banc d'essais sur les vibrations

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a inauguré, jeudi 30 mai, la plateforme Tamaris dans les installations du Commissariat à l'énergie atomique de Saclay (Essonne). Avec Tamaris, le CEA dispose désormais de « l'ensemble le plus important d'Europe pour l'étude des phénomènes dynamiques », c'est-à-dire du comportement des structures — nucléaires ou non — soumises à des tremblements de terre, à des vibrations en tout genre et aux chocs dus à des chutes ou à des explosions.

Tamaris se compose, en effet, de plusieurs bancs d'essais (tableau vibratoire Azalé, fosse Iris, tables vibrantes Vésuve, Tournesol et Mimosa, brouette à eau de grand débit Super-Bey, machine à chocs Orion) sur (ou dans) lesquels est testée la résistance de structures ou de composants de structures.

(1) Le laboratoire orbital Skylab qui fut lancé à cette époque avait une masse d'environ 90 tonnes et mesurait 36 mètres pour 347 mètres cubes de volume habitable. Au cours de son existence, il accueillit trois équipages pour des missions de longue durée.

(2) Les Progress sont des sortes de Soyuz automatiques inhabités chargés d'approvisionner la station en vivres, matériel et combustibles.

(3) Kristall est aussi équipé d'un nouveau sas (ADPS-89) de très grande taille sur lequel pourrait venir se fixer courant 1992 la navette spatiale soviétique Bouma.

... d'administrer à son bagage de double l'Arpent...
... Après un entraînement...
... de 100 de course à par...
... a perdu une dizaine de...
... est désormais capable de...
... question de matches d'un...

Les élanant

... de décembre 2001 que la...
... se retrouvent à l'été qui...
... de la perception de...
... ont changé, mais la...
... s'est tout de même pas...
... Miroslav et de...
... pour transporter les...
... 1994-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-

SOCIÉTÉ

Un symposium franco-suédois sur l'environnement

Les industriels saisis par la fièvre verte

La création d'un « INSEE de l'environnement » a été proposée par M. Jean-René Fourtou, président du groupe Rhône-Poulenc, au cours d'un symposium sur l'environnement, organisé mercredi 30 mai, à Paris, par l'Académie royale de Suède des sciences de l'ingénieur et le Comité des applications de l'Académie des sciences française (CADAS). M. Pehr Gyllenhammar, PDG du groupe Volvo, et Raymond Lévy, président de la région Rhône-Poulenc, ont été au cours de la même réunion que l'automobile devrait, à terme, être exclue du centre des grandes villes.

Le diagnostic était clair, à l'issue de cette réunion, inaugurée sous la voûte du CNIT de la Défense par le roi Carl XVI Gustaf de Suède et M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : la fièvre verte a saisi les industriels. La chose n'est guère surprenante pour M. Jean-René Fourtou : le groupe chimique qu'il dirige fonde toute sa stratégie de communication sur l'environnement. Mais les déclarations des patrons de Volvo et de Renault ont démontré que la tendance était solide et générale.

Citant l'exemple de Rhône-Poulenc, qui, a-t-il rappelé, a créé il y a près de vingt ans un centre de recherches spécialisé dans ce domaine, M. Fourtou a souligné la nécessité de « bâtir un véritable tableau de bord simple et pertinent de l'environnement », parallèlement aux efforts d'ordre scientifique et technique.

Une nécessité incontournable

« Pourquoi ne pas créer en France une sorte d'INSEE de l'environnement, capable de publier, comme pour l'économie et avec la même rigueur, une situation annuelle ? » a lancé le président de Rhône-Poulenc. Cela permettrait de mesurer les vrais progrès, et d'identifier les zones et les actions prioritaires. Une « proposition correcte », dans la mesure où « il existe de sérieuses lacunes dans le suivi des pollutions », estimait dans

l'assistance M. Christian Brodhag, porte-parole national des Verts français.

« Les acheteurs veulent des produits verts, et il est devenu impossible de vendre des voitures sans pot catalytique dans certains pays. La législation sur ce point n'est souvent même plus nécessaire », affirme M. Gyllenhammar. Ce qui pourrait n'être qu'une mode devient, dans le cas de l'automobile, une nécessité incontournable. La congestion de la circulation dans les grandes villes est telle que la vitesse moyenne des voitures approche celle des piétons, souligne M. Lévy, qui, comme son homologue suédois, estime qu'il « faudra bien un jour que la ville se débarrasse de l'automobile ».

Pour les deux hommes, la survie à long terme de leur industrie passe forcément par une politique active de transports en commun urbains, et par une refonte du réseau routier comprenant la mise au point de systèmes de guidage susceptibles d'améliorer la sécurité routière et la fluidité du trafic.

« La bêtise commence à représenter une part non négligeable de la surface de notre pays. Cela non plus ne sera pas acceptable éternellement », estime M. Raymond Lévy.

Industriels ou hommes de science, tous les participants au symposium ont souligné la nécessité de sortir des schémas simplificateurs, de « faire la distinction entre les vrais et les faux problèmes », selon les termes du professeur Maurice Tubiana. Le cancérologue cite à cet égard « la surévaluation colossale des risques du nucléaire » et l'attitude de certains écologistes face au génie génétique, qui représente selon lui « l'un des plus grands espoirs pour l'avenir ».

Un effort de recherche et d'éducation du public est nécessaire. Mais, a prévenu M. Gyllenhammar, il ne s'agit pas de résoudre à elle seule, mais ils ne peuvent être résolus sans l'industrie. »

JEAN-PAUL DUFOUR

(Publicité)

Le journal « MESIMVRINI »

dont le siège est à ATHÈNES
et dont le directeur de publication
est M. CHRISTOS PASALAKIS

rappelle que lors de l'attentat terroriste du « CITY-OF-POROS » commis le 11 juillet 1988, au large de l'île d'EGINE, M^{me} Isabelle BISMUTH, âgée de 21 ans, fille de M. et M^{me} André BISMUTH, a trouvé la mort.

Sur la foi d'informations officielles données par le gouvernement grec, « MESIMVRINI », dans son numéro du 13 juillet 1988, en commentaire d'une photographie d'Isabelle BISMUTH, a présenté cette jeune fille comme faisant partie du groupe terroriste responsable de l'attentat.

Le journal « MESIMVRINI »

tient à apporter le démenti le plus formel à ces allégations, présente ses excuses aux parents de la jeune victime et s'incline devant sa mémoire.

Dans les Alpes-Maritimes

Un foyer de la Sonacotra sous haute surveillance

NICE

de notre correspondant

Le foyer Sonacotra, route de Grenoble à Nice, où résident quelque huit cents travailleurs immigrés, maghrébins pour la plupart, va être mis sous haute surveillance. A la demande du préfet des Alpes-Maritimes, un détachement de la CRS-6, cantonné à Saint-Laurent-du-Var, va renforcer la police et une ancienne grille de deux mètres de haut sera mise en place d'ici au 15 juin sur tout le périmètre (1 100 mètres) du village pour en interdire l'accès autrement que par les portes prévues à cet effet.

Carte d'identité infalsifiable

Une carte d'identité infalsifiable sera remise à chacun des résidents. Il devra la présenter à des vigiles appartenant à une société de gardiennage, qui exerceront vingt-quatre heures sur vingt-quatre un contrôle aux entrées. La mise en place de ce qui est présenté comme

un « cordon sanitaire » antidrogue fait suite à l'insécurité grandissante qui règne dans l'« oued » — ainsi qu'on appelle le foyer — et dans le voisinage, du fait du commerce de la drogue qui s'y exerce de plus en plus ouvertement.

Certains riverains avaient menacé de se constituer en milice d'autodéfense pour se protéger des dealers qui ont fait de ce secteur leur terrain d'élection. Il n'est pas douteux non plus, dans l'esprit des pouvoirs publics, que ce dispositif permettra aussi de combattre efficacement l'immigration clandestine.

Pour la Sonacotra, la mise en place de ce grillage n'est pas un retour au ghetto (1), mais le moyen le plus efficace de protéger le foyer contre la drogue.

MICHEL VIVÉS

(1) Nice-Village (5 hectares) a été ouvert en 1978 pour résorber les bidonvilles qui s'étaient constitués à l'ouest de la ville.

ÇA LES PROTÈGE DE LA DROGUE ET DU RACISME EXTÉRIEUR.



CATASTROPHES

Le séisme au Pérou a fait plus de cent morts et des milliers de blessés

Le bilan du tremblement de terre survenu le 29 mai dans le nord du Pérou, s'alourdit peu à peu : le dernier décompte fait état d'au moins 120 morts et 75 disparus. Le Secours catholique, à la demande de Caritas Pérou a envoyé un premier secours de 300 000 francs. Il reçoit les dons en argent au 106, rue du Bac, 75007 Paris : CCP 737 G Paris en précisant « Pérou ».

D'autre part la terre continue à trembler en Roumanie et dans les pays limitrophes : depuis la secousse principale du 30 mai, on a dénombré plus de cent répliques. Le bilan du séisme du 30 mai est de 9 morts en Roumanie, 4 en Moldavie soviétique, 1 en Bulgarie. Quant aux blessés, le décompte est de 994 (dont 207 sont toujours hospitalisés) en Roumanie, 600 (dont 30 sont encore à l'hôpital) en Moldavie soviétique, 40 en Bulgarie. — (AFP, AP, UPD).

ÉDUCATION

La réorganisation de la semaine scolaire

« Je ne veux pas imposer de changement brutal »

déclare M. Lionel Jospin

M. Lionel Jospin a renoncé à s'engager, dès la prochaine rentrée, dans la réorganisation de la semaine scolaire dans les écoles primaires. Ce projet, qui aurait laissé le choix aux écoles de libérer le samedi et pouvait donc remettre en cause le catéchisme du mercredi, suscite encore trop de réticences, a souligné le ministre de l'Éducation nationale, jeudi 31 mai à Montauban (Tarn-et-Garonne), en intervenant devant le congrès de la Jeunesse au plein air.

La liberté dans l'organisation de la semaine scolaire « doit absolument s'accompagner de garanties nationales, notamment pour la catéchèse, a-t-il souligné. Je ne veux pas imposer de changement brutal : je veux respecter tous mes interlocuteurs ».

Si l'organisation de la semaine ne bouge pas dans l'immédiat, les autres mesures d'assouplissement du calendrier scolaire devraient, en revanche, se mettre en place dans les deux prochaines années. Le ministre de l'Éducation a en effet confirmé la réduction de la durée de la semaine scolaire de vingt-sept à vingt-huit heures dans trente

départements pilotes, en septembre prochain.

En janvier 1991, ces mêmes départements serviront de sites d'expérimentation pour les cycles pluri-annuels (grande section de maternelle-CP-CE 1 ; puis CE 2-CE 1-CE 2) prévus par la loi d'orientation de 1989 et destinés à réduire les redoublements. Le nouvel horaire devrait être généralisé à toute la France en septembre 1991 et l'organisation du primaire en cycles en septembre 1992.

Une table ronde en juillet

Enfin, M. Jospin a fortement souligné le rôle des associations péri-éducatives et sa volonté d'en faire « des partenaires à part entière du système éducatif ». Ces associations seront représentées dans le Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public, dont le décret de création est actuellement en cours de concertation. Et, pour preuve de sa détermination, le ministre a annoncé qu'il réunirait une table ronde, début juillet, avec l'ensemble des partenaires associatifs de l'éducation nationale.

Avec Le Monde sur Minitel

POLYTECHNIQUE

ADMISSIBILITÉ

36.15 LE MONDE

Tapez RES

MÉDECINE

Aux États-Unis

Les progrès de la chirurgie fœtale

Une équipe de médecins américains dirigée par le docteur Michael R. Harrison (université de Californie, San Francisco), annonce dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (daté du 31 mai) avoir réussi une intervention chirurgicale *in utero* sur un fœtus âgé de vingt-quatre semaines et souffrant d'une hernie diaphragmatique.

Cette affection congénitale est due à une malformation du diaphragme, entraînant la pénétration des viscères (estomac et colon) dans la cavité thoracique. A l'origine de graves troubles du développement de l'appareil respiratoire, la hernie diaphragmatique entraîne souvent le mort de l'enfant à la naissance.

Après ouverture de l'abdomen de la mère puis incision de la paroi utérine, les chirurgiens californiens ont extrait le bras gauche du fœtus puis, ce fœtus demeurant *in utero*, réalisé l'intervention proprement dite. Celle-ci a consisté à replacer les organes abdominaux en position physiologique, puis à implanter une prothèse plastique destinée à colmater l'orifice diaphragmatique.

Une médecine de l'enfant à naître

L'enfant de sexe masculin est né prématurément et a dû être maintenu durant un mois sous respiration artificielle. Dans un *addendum* à sa publication le docteur Harrison annonce avoir réussi une seconde intervention similaire sur un fœtus de sexe féminin âgé de vingt-cinq semaines dont la naissance n'a posé aucun problème.

L'équipe de l'université de Californie est connue depuis

plusieurs années déjà pour ses innovations dans le domaine de la chirurgie fœtale. Elle avait notamment réussi en 1986 le traitement chirurgical *in utero* d'une malformation des voies urinaires sur un fœtus de vingt-trois semaines (le *Monde* du 10 octobre 1986).

Elle annonce aujourd'hui de prochaines interventions sur des fœtus atteints de tumeurs bénignes du poulmon dont les conséquences perturbent, comme dans le cas de la hernie diaphragmatique, le développement de l'appareil respiratoire.

S'ils témoignent, de manière spectaculaire, des progrès réalisés dans ce nouveau domaine de la chirurgie, ces résultats ne doivent pas laisser supposer que de telles interventions sont toujours efficaces et largement accessibles. L'équipe du docteur Harrison a dû expérimenté de très longues années, en particulier sur l'animal, ces procédures chirurgicales. Dans le cas de la hernie diaphragmatique, six tentatives avaient échoué, avec décès des fœtus, avant le premier succès.

Il y a quelques mois, en Grande-Bretagne, une intervention cardiaque *in utero* sur un fœtus de trente et une semaines s'était soldée par un échec. Il n'en reste pas moins que les résultats californiens laissent espérer, grâce au développement conjoint des techniques de diagnostic anténatal le développement prochain d'une véritable médecine de l'enfant à naître.

JEAN-YVES NAU.

Lettre de France

M. Arpaillange annonce un des bâtiments

Le ministre de l'Équipement, M. Arpaillange, a annoncé, jeudi 31 mai, que le premier bâtiment de la nouvelle gare de Paris-Montparnasse sera livré en septembre 1991. Ce bâtiment, qui sera le plus grand d'Europe, aura une surface de 150 000 m² et accueillera les trains à grande vitesse. Le ministre a également annoncé que le second bâtiment sera livré en décembre 1991. Le troisième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 1992. Le quatrième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 1992. Le cinquième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 1992. Le sixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 1992. Le septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 1993. Le huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 1993. Le neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 1993. Le dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 1993. Le onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 1994. Le douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 1994. Le treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 1994. Le quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 1994. Le quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 1995. Le seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 1995. Le dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 1995. Le dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 1995. Le dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 1996. Le vingtième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 1996. Le vingt-et-unième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 1996. Le vingt-deuxième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 1996. Le vingt-troisième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 1997. Le vingt-quatrième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 1997. Le vingt-cinquième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 1997. Le vingt-sixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 1997. Le vingt-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 1998. Le vingt-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 1998. Le vingt-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 1998. Le trentième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 1998. Le trente-et-unième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 1999. Le trente-deuxième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 1999. Le trente-troisième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 1999. Le trente-quatrième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 1999. Le trente-cinquième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2000. Le trente-sixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2000. Le trente-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2000. Le trente-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2000. Le trente-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2001. Le quarantième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2001. Le quarante-et-unième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2001. Le quarante-deuxième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2001. Le quarante-troisième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2002. Le quarante-quatrième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2002. Le quarante-cinquième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2002. Le quarante-sixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2002. Le quarante-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2003. Le quarante-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2003. Le quarante-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2003. Le cinquantième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2003. Le cinquante-et-unième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2004. Le cinquante-deuxième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2004. Le cinquante-troisième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2004. Le cinquante-quatrième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2004. Le cinquante-cinquième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2005. Le cinquante-sixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2005. Le cinquante-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2005. Le cinquante-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2005. Le cinquante-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2006. Le sixtième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2006. Le soixante-et-unième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2006. Le soixante-deuxième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2006. Le soixante-troisième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2007. Le soixante-quatrième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2007. Le soixante-cinquième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2007. Le soixante-sixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2007. Le soixante-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2008. Le soixante-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2008. Le soixante-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2008. Le soixante-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2008. Le soixante-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2009. Le soixante-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2009. Le soixante-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2009. Le soixante-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2009. Le soixante-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2010. Le soixante-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2010. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2010. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2010. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2011. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2011. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2011. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2011. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2012. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2012. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2012. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2012. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2013. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2013. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2013. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2013. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2014. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2014. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2014. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2014. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2015. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2015. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2015. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2015. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2016. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2016. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2016. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2016. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2017. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2017. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2017. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2017. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2018. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2018. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2018. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2018. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2019. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2019. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2019. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2019. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2020. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2020. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2020. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2020. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2021. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2021. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2021. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2021. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2022. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2022. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2022. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2022. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2023. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2023. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2023. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2023. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2024. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2024. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2024. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2024. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2025. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2025. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2025. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2025. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2026. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2026. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2026. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2026. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2027. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2027. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2027. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2027. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2028. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2028. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2028. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2028. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2029. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2029. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2029. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2029. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2030. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2030. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2030. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2030. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2031. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2031. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2031. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2031. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2032. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2032. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2032. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2032. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2033. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2033. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2033. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2033. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2034. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2034. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2034. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2034. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2035. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2035. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2035. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2035. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2036. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2036. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2036. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2036. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2037. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2037. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2037. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2037. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2038. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2038. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2038. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2038. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2039. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2039. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2039. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2039. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2040. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2040. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2040. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2040. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2041. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2041. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2041. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2041. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2042. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2042. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2042. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2042. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2043. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2043. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2043. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2043. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2044. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2044. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2044. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2044. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2045. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2045. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2045. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2045. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2046. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2046. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2046. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2046. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2047. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2047. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2047. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2047. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2048. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2048. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2048. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2048. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2049. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2049. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2049. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2049. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2050. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2050. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2050. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2050. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2051. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2051. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2051. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2051. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2052. Le soixante-dix-quatorzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2052. Le soixante-dix-quinzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2052. Le soixante-dix-seizième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2052. Le soixante-dix-septième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2053. Le soixante-dix-huitième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2053. Le soixante-dix-neuvième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en septembre 2053. Le soixante-dix-dixième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en décembre 2053. Le soixante-dix-onzième bâtiment, qui sera le plus petit, sera livré en mars 2054. Le soixante-dix-douzième bâtiment, qui sera le plus grand, sera livré en juin 2054. Le soixante-dix-treizième bâtiment, qui sera le plus

SOCIÉTÉ

ASTROPHES
à l'éclat en Pérou
Le plus de cent morts
et des milliers
de blessés

Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées lors d'un séisme qui a frappé le nord du Pérou le 27 mai. Les dégâts matériels sont énormes. On compte plus de 100 morts et des milliers de blessés. Les dégâts matériels sont énormes. On compte plus de 100 morts et des milliers de blessés. Les dégâts matériels sont énormes. On compte plus de 100 morts et des milliers de blessés.

foetale

La loi sur la vie foetale a été adoptée par le Parlement français. Elle vise à protéger la vie humaine dès le début de la grossesse. Les débats ont été très animés, mais la loi a finalement été adoptée à une large majorité.

La loi sur la vie foetale a été adoptée par le Parlement français. Elle vise à protéger la vie humaine dès le début de la grossesse. Les débats ont été très animés, mais la loi a finalement été adoptée à une large majorité.

JEAN-YVES NAU

Le président de la République a reçu le chef de l'opposition. Ils ont discuté de la situation politique et des perspectives de la France. Le dialogue est positif, mais des défis restent à relever.

M. Arpaillange annonce un plan de rénovation des bâtiments judiciaires

Premier invité de la nouvelle émission mensuelle de France-Culture, « Le grand réveil », M. Pierre Arpaillange a annoncé, le jeudi 31 mai, qu'il lancerait un plan de rénovation des bâtiments judiciaires dans les cinq ans.

Une semaine plus tôt, il avait fait savoir dans un communiqué qu'il s'exprimerait dans le but d'apaiser « l'amertume » des magistrats (le Monde du 24 mai). Outre cette amélioration des conditions de travail, le ministre de la Justice entend mettre l'accent sur la formation initiale et continue des magistrats afin d'attirer dans la carrière les éléments « les plus brillants ».

Le garde des sceaux a tenu à rendre hommage à la qualité de travail et à la qualité du plus grand nombre. Interrogé sur le degré d'indépendance des juges, M. Arpaillange a déclaré : « On a raison d'en parler. On n'admettrait pas que les juges ne soient pas indépendants. Mais c'est pour beaucoup une question de caractère. Il faut vouloir être indépendants ».

Le ministre n'envisage pas de réforme du Conseil supérieur de la

M. Jacques Médécin de nouveau mis en cause pour ingérence

La Cour de cassation vient de désigner la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble pour instruire une affaire de délit d'ingérence visant M. Jacques Médécin, en tant que président du conseil général des Alpes-Maritimes. La juridiction de Grenoble a été désignée, le maire de Nice ne pouvant être poursuivi dans sa propre circonscription.

L'an dernier, M. Médécin avait été poursuivi pour le même motif, cette fois en tant que maire de Nice. En novembre, il avait été inculpé de délit d'ingérence par Pierre Bérard, conseiller à la cour d'appel de Grenoble.

Dans les deux cas, c'est le même type de délit d'ingérence qui est reproché à M. Médécin. Celui-ci possédait la majorité des parts de la SEGAT, une société privée éditant un mensuel, l'Action Nice - Côte d'Azur. Une enquête de la brigade financière avait permis de découvrir que les annonces publicitaires, qui assuraient la majorité des ressources de ce magazine, avaient pour origine des associations subventionnées par la ville et présidées par M. Médécin ou par le conseil général.

Maintien en détention de l'ancien milicien
Vaines interventions de deux supérieurs religieux en faveur de Paul Touvier

L'ancien chef milicien Paul Touvier restera en prison. La chambre d'accusation a confirmé, jeudi 31 mai, l'ordonnance signée, il y a deux semaines, par M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction à Paris.

Détenu depuis un an, Paul Touvier et son conseil, M. Jacques Trémolet de Villers, espéraient pourtant une décision de mise en liberté. Le principal obstacle à cette mesure résidait dans l'absence de garanties de représentation, tous deux comptant beaucoup sur les attestations de deux religieux assurant la justice du comportement futur de Paul Touvier en cas de mise en liberté.

Dom Antoine Forgeot, père abbé de l'abbaye de Fontgombault (Indre), s'était, en effet, manifesté auprès du juge d'instruction avant le débat contradictoire du 17 mai résumant le magistrat instructeur, un représentant du parquet ainsi que Touvier et son avocat. L'ancien responsable du service de renseignements de la Milice dans la région lyonnaise avait eu l'occa-

sion de connaître le père abbé de l'abbaye de Fontgombault durant sa longue fuite pour échapper à la justice.

Un autre appui lui venait de Dom André Poisson, prieur général de la Grande-Chartreuse et ministre général de l'ordre des chartreux dans le monde. Ce n'est pas la première fois que Dom Poisson intervient en faveur de Paul Touvier. Ce religieux avait notamment protégé Paul Touvier et sa famille au début des années 70. A l'époque, l'ancien milicien habitait non loin de la Grande-Chartreuse et sa femme était employée dans le musée de la Correrie.

« Ce dossier est creux »

Favorable à la grâce de Touvier, Dom Poisson était intervenu à plusieurs reprises auprès des autorités publiques. Le commissaire Jacques Delarue, chargé par la Cour de sûreté de l'Etat d'enquêter et de rédiger un rapport sur le « cas » Touvier, avait notamment écrit en juin 1970 : « M. Etienne Poisson, en religion Dom André, prieur

du monastère de la Grande-Chartreuse, connu Touvier en 1961, alors qu'il était « procureur » du monastère. Touvier « désirait trouver un prêtre complètement indépendant de toute position politique ». Il a constaté que Touvier avait beaucoup souffert moralement et que « son attitude du point de vue national était parfaitement claire ». Il pense qu'une mesure de faveur serait justifiée ».

La constance de ce soutien n'a visiblement pas suffi au juge d'instruction Jean-Pierre Getti qui a demandé la prolongation de la détention de Paul Touvier pour un an estimant ces garanties de représentation insuffisantes. Il a surtout considéré que l'évolution de l'instruction ne permettait pas d'envisager une telle mesure.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris lui a donné raison quand bien même M. Trémolet déclare, lui, que ce « dossier est creux ».

Après les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Les limites des écoutes téléphoniques

La seizième chambre correctionnelle de Paris a rendu, jeudi 31 mai, un jugement rejetant les conclusions des avocats de cinq personnes soupçonnées d'infraction à la législation sur les stupéfiants, qui demandaient l'annulation d'une procédure d'instruction principalement construite à partir d'écoutes téléphoniques (le Monde du 5 mai).

A l'audience du 3 mai, les avocats avaient soutenu que ces écoutes, ordonnées par le magistrat instructeur, étaient de même nature que celles ayant entraîné, dix jours plus tôt, la condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme.

Par deux arrêts, la juridiction de Strasbourg déclarait en effet, le 24 avril, que la France avait violé l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, qui restreint « l'ingérence d'une autorité publique » dans la vie privée. La Cour précisait que le système législatif français n'offrait pas de « sauvegarde efficace contre divers abus à redouter » et, pour les avocats, l'absence « d'une loi d'une précision particulière », dénoncée par la juridiction européenne, devait entraîner l'annulation de la procédure pénale contre leurs clients.

Le 15 mai, la chambre correctionnelle de la Cour de cassation

se prononçait sur une affaire identique en considérant que les écoutes téléphoniques ordonnées par un juge pouvaient répondre aux exigences de la Cour européenne à certaines conditions étaient respectées ; et les magistrats suprêmes optaient pour un renforcement de la jurisprudence. Ce faisant, ils orientaient le tribunal vers un chemin qui leur avait déjà été suggéré à l'audience par le substitut du procureur de la République, M. Jean Reygobelle.

Dans ce jugement, le tribunal admet que, pour le cas qui lui est soumis, le magistrat a ordonné les écoutes « par plusieurs commissions rogatoires individuelles, dans lesquelles il a pris soin de préciser le nom du titulaire de la ligne téléphonique et la nature de l'infraction à élucider et de cantonner l'écoute au seul domaine recherché ». Aussi, pour les magistrats correctionnels, « le juge d'instruction (...) s'est conformé par avance à l'esprit de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

L'absence d'une loi précise va contraindre les magistrats à renforcer la jurisprudence au coup par coup, afin de la conformer aux décisions de la juridiction européenne.

JOURNAL D'UN AMATEUR

EXISTE-T-IL, en 1990, un seul homme public français, politique déclaré ou bien se masquant sous le masque frauduleux de la « société civile », déjà ministre ou songeant à l'être davantage, repoussant la politique pour mieux y triompher, invoquant le bien commun pour mieux assurer son avenir particulier, dont on ne voit l'intention lorsqu'il ouvre la bouche, dont on ne soupçonne la stratégie s'il lui arrive de prendre la plume ?

Plus que la politique, n'est-ce pas l'enthousiasme, l'élan, la sincérité, l'engagement que la scène publique ne laisse plus paraître ? Sinon sous la forme du calcul et de la petite phrase, du bon profil et du coup médiatique.

La politique n'est pas plus mourante en France qu'elle n'est morte aux Etats-Unis, ce fut de la France sur ce terrain. Au contraire, moins la démocratie méritait ce nom, plus les électeurs seront capotés ; plus il y aura de scrutins, d'appels aux urnes et, entre-temps, de sondages pour que le citoyen n'ait pas le sentiment d'être négligé. Ce n'est pas par hasard si, alors que la démocratie authentique est vacillante, c'est à qui proposera des référendums à tout bout de champ et sur les sujets les moins dignes de mobiliser un peuple tout entier. Moins il y aura d'idées, plus on voudra jacter, sur fond de table ronde. Plus la réalité sera creuse, plus il faudra soigner la maquette.

PRÉDIRE ou, plus radicalement, diagnostiquer des maintenant la fin de la politique n'a pas de sens. Elle n'est assurément pas ce dont peut rêver un pays comme la France. Elle ne témoigne pas pour l'avenir. Elle n'est pas fidèle au passé. Elle n'est pas moins la politique, avec des élus, des consultations électorales, une majorité, une opposition, un Parlement et des institutions publiques en-val-t-en-voilà ; le tout reposant sur une Constitution que le pays approuve et dont les prescriptions sont, globalement, respectées. Qui ne se plaint, pourtant, que la politique soit constamment, à commencer par ceux qui ont pour devoir de la faire vivre pour qu'il n'en soit pas ainsi ?

A cause de cette malheureuse loi d'amnistie sur les fausses factures au profit des partis ? Elle n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. S'il n'y avait pas eu, auparavant, dans trop de domaines, tant de sujets d'écoulement, le colère ou le dégoût nés de cette loi n'auraient duré que le temps d'un orage de juillet.

Sur le terrain économique, les pharimaux résultats des entreprises s'affichent comme autant de provocations par rapport à la pingrerie des dirigeants. L'abondance des rentrées fiscales, heureuse conséquence de la prospérité, n'a pas détourné l'Etat de sa traditionnelle radinerie. Mais elle devient dangereuse pour le crédit de l'Etat.

CERTES, les arguments ne manquent pas pour donner une image de nécessité à cette avarice. Les patrons diront qu'il faut reconstituer les fonds propres et financer les investissements ; les pouvoirs publics que l'inflation reprend d'une main ce qu'elle donne de l'autre, et, tous, à l'unisson, qu'il ne faut pas manger son blé en herbe.

Il en résulte comme une apparence que, non content de n'être pas l'ennemi du patronat (ce qui serait effectivement idiot), non plus que du capital, la gauche est, même s'il faut le dire, la contraire, d'autant plus alliée qu'elle leur assure, en prime, du moins jusqu'à présent, la paix sociale.

Se greffent là-dessus les grandes manœuvres financières par lesquelles les travailleurs sont balotés sans plus d'égards que des

pièces de terre à l'occasion d'un remembrement. Au nom de la loi du marché restaurée, le gouvernement ne voudrait même pas faire mine de s'inquiéter de ces mouvements, incompréhensibles pour le commun des mortels, mais absous par avance puisqu'ils doivent aboutir, sous les yeux d'un gouvernement pâmé, à la création de groupes « de taille mondiale ». S'étonnera-t-on, alors, que ce dernier aille jusqu'à y donner la main, comme la justice vient de le rappeler à propos de la Société générale ? Autrefois, il ne fallait pas désespérer Billancourt. Maintenant, il ne faut pas effrayer la Bourse.

Croire

Sur le terrain des principes, de ceux qui, a priori, ne coûtent rien, qu'il n'ont pas vocation à s'inscrire dans un bilan, ou à faire froncer le sourcil des financiers, on ne consent pas moins. La volonté politique s'est effacée au profit du désir de plaire.

Pourquoi, dès lors, croire en la gauche ? Comment défendre ses valeurs si leur définition dépend d'une négociation et qu'on ne sait pas ce qu'elles seront demain ?

Il n'y a pas plus de raisons, pour les électeurs d'en face, de croire en la droite. Tenant debout parce que c'est la mode, comme on dit d'un vieux mur qui tient grâce à la peinture, ayant raté tous les rendez-vous, s'essouffant derrière tous les trains, y compris ceux qui ne vont pas là où elle le souhaite, dissant tout et le contraire de tout, s'appuyant en province sur ce qu'elle condamne à Paris, fustigeant M. Le Pen mais flétrissant le Front national dont dépendent tant de victoires, si peu guérie de sa défaite à l'élection présidentielle de 1988 qu'elle parait travailler à la suivante, qui pourrait voter pour la droite sinon par habitude ? Et l'on sait où vont les suffrages de ceux qui en changent. Si elle devait gagner les prochaines élections législatives, ce ne serait que par défaut, la gauche bénéficiant du même réjouissant schéma dans la course à l'Elysée. Voilà aujourd'hui la politique.

dote, en revanche, ne saurait passer sans qu'il s'y fasse entendre un peu plus que des finesses et des habiletés. Comme on chante dans Offenbach... encore qu'à propos de tout autre chose : « C'est le moment ou bien jamais. »

Seul l'esprit de conquête convient à M. Mitterrand. Il l'a assez montré, pour parvenir où il est, d'abord pour s'y maintenir, ensuite. Mais il est vrai qu'il avait, alors, un adversaire, à jeter bas, dans le premier cas, à expulser, dans le second ; qu'il avait donc un but. S'il croit n'en plus avoir, ou sur la seule scène internationale, il est perdu, avant le terme. De grosses colères, aussi soudaines que télévisées, sont trop complaisamment la réplique à l'infortune du moment.

S'il n'y prend garde, et vite, le temps, qui fut son allié, sera son ennemi, puis son vainqueur. Mais il ne sera pas le seul vaincu. C'est une certaine idée du citoyen, qu'il peut prétendre incarner, au moment où l'on célèbre, peut-être un peu bruyamment, l'homme qui avait « une certaine idée de la France », qui serait défaits avec lui.

P.S. - Publier la lettre qui suit n'allait pas de soi. Car si elle est dactylographiée avec grand soin, contrairement à ce qui se passe, en général, pour ce type de courrier, si elle comporte un nom et une adresse, ces indications sont douteuses. Mais le contenu de la lettre est si représentatif d'un courant de pensée qui se sent renfermé que c'aurait été pécher contre l'information que de se borner à la jeter au panier. La voici donc :

« Lecteur du Monde depuis plus de trente ans, j'ai eu le loisir d'apprécier votre absolue nullité, de savourer l'inséance de votre talent et votre sublime incompétence. Depuis quelques mois pourtant, il faut ajouter à toutes ces vertus de petit mec inculte le ridicule et la mauvaise foi.

« Et voilà que cette semaine, votre prétentieux « Journal d'un amateur » devient carrément le « Journal d'un détenteur » !

« Montrer du doigt à l'ennemi qui occupe notre patrie l'absence de Giscard d'Estaing à toutes les manifestations grotesques des collaborateurs de l'occupant judéo-arabe de la France montre la profonde vilenie de votre caractère et votre mépris pour la démocratie et la liberté.

« Nous allons donc désormais vous considérer comme complice des ennemis du peuple français et nous vous traiterons comme l'on doit traiter les traîtres à la patrie !

« A Nuremberg, où nous jugerons avant l'an 2000 tous les collabos du marxisme-léninisme, responsables de plus de soixante millions de morts, de soixante-dix ans de men-songes et de crimes, nous vous réserverons dans la cage des prévenus une petite place de larbin médiocre et froussard, de prébendier lèche-cul !

« A partir de ce jour, chaque matin, en regardant votre gualde de mouchard dans la glace de votre salle de bains, vous vous répéterez, en vous rasant :

JE SUIS UN SALAUD ET UN TRAITRE !

« Bientôt d'ailleurs vous n'oserez même plus vous regarder dans une glace tellement vous aurez honte de vous-même !

Vive Soljenitsyne !
Vive Sakharov !
Vive Jeanne d'Arc !
Vive Jean-Marie Le Pen !

A Marseille
Quatre lycéens agressés par des skinheads

Une bande d'une dizaine de jeunes skinheads a agressé quatre lycéens à Marseille, selon le témoignage de l'un de ces derniers, qui a été sérieusement blessé à l'artère fémorale d'un coup de tournevis.

Dans la nuit de lundi à mardi 29 mai les quatre lycéens - deux membres de la Jeunesse communiste (JC) et deux sympathisants, portant des badges anti-racistes - se promenaient aux abords de la gare Saint-Charles après avoir assisté à une émission de rock d'une radio locale. « Nous avons été pris à partie par une dizaine de nazillons », a expliqué Vincent, dix-sept ans, actuellement à l'hôpital Nord. « Avant de nous tomber dessus, les types nous ont dit : On est fascistes, on n'aime pas les cocos ».

Le père de Vincent a porté plainte contre X, mercredi 30 mai, devant le tribunal de Marseille. La Jeunesse communiste a appelé à une manifestation de solidarité mardi 5 juin.

(Publicité)
A l'occasion de la parution de L'UNIVERS DES LOISIRS Les éditions LÉTOUZEY & ANÉ.
MM. F. Comte, J.-J. Lotté, G. Zanetti, directeurs, vous prient d'assister à la conférence de presse qui aura pour thème :

« LA LAME DE FOND DU LOISIR »

le MARDI 5 JUIN 1990, à 18 heures, à la Sorbonne, Salle L. Liard, 17, rue de la Sorbonne, 75006 Paris, animée par MM. Joffre Duinuzet, professeur à la Sorbonne ; Fernand Comte ; Roger Sot, Maître de conférences à la Sorbonne, conseillers scientifiques de l'ouvrage.

PHILIPPE BOUCHER

CULTURE

THÉÂTRE

Des cerises et des femmes

Fruits trop rouges et boudin trop noir ne menacent que par illusion la sûreté de l'Etat, c'est « le Ventre de Paris »

Quelques jours après la Comédie-Française, Zola écrit le *Ventre de Paris*. Il choisit pour décor les halles, encore neuves, de Baltard. Sans du tout y mettre un sourire, il nous raconte les fringantes de Hollande « roms comme des têtes coupées barbouillées de sang séché » ; les bêtes « qui avaient des mélancolies de laines éternelles » ; « les boudins noirs roulés comme des conglomérats de boue » ; les truques « qui montraient des dentures chloroformées de vierge » ; deux qualités de cerises, les unes « comme des lèvres trop étroites de Chinoise », les autres « comme des lèvres trappues de femmes grasses »... Et des hommes qui ont « la rougeur de selles naissantes »... Et des poires « pendantes comme des selles vides ».

« Colossales natures mortes », nous précise, en passant, Zola lui-même, au premier plan desquelles il dispose deux figures de femme : Lisa la charcutière et Louise la poissonnière. La « chair palpable » d'Lisa « avait cette blancheur transparente, cette peau fine et rose des personnes qui vivent d'ordinaire dans les graisses et les viandes crues ». Louise est « aussi forte que Lisa, mais d'une poitrine plus vivante ».

Un petit peu coincé entre ces deux géantes, nous découvrons le héros, le « proscrit » : Florent, évadé du bagne de Cayenne (nous sommes en 1858, il avait fait son premier pendant les émeutes de la nuit du 4 décembre, au moment de la prise de pouvoir par Napoléon III). Florent, malgré sa coupe révolutionnaire, ne cédera pas aux avances de Louise, qui « lui semblait colossale, avec sa gorge de géante », ni aux agaceries de Lisa. Florent souffre terriblement : « Ses os de fer avaient une angoisse au contact des poitrines grasses ».

Mais ces montagnes de nourriture, et cette « éternité de halles », dont il commençait à entendre le souffle colossal, épuisent l'indigestion de la veille. « Vous révélez ses ardeurs révolutionnaires (Zola a un coup de foudre du qualificatif « colossal »). Le lien de la bouffe et de la politique est accompli par Zola en deux lignes : « Les halles géantes lui semblaient Paris entripailé, comme sa graisse, appiquant soudainement l'Empire. »



Attila Guez, Patricia Legrand et Jean-Louis Broust

Florent se rappelle dès lors « ses serments de venger un jour l'humanité traitée à coups de fouet et la justice foulée aux pieds ». Il prépare, avec quelques amateurs passifs, le grand soir. Mais la jalousie réciproque de la charcutière et de la poissonnière s'aggrave, et c'est Lisa qui, la première, va dénoncer l'évadé du bagne au préfet de police. C'est un adjoint qui l'écoute, avec pas mal de patience, puis qui, finalement, éclate : il en a par-dessus la tête des dénonciations et des mouchardages, toutes les marchandises des halles ont déjà été défilées dans son bureau pour lui « balancer » Florent, il n'en a rien à fiche : la police n'a pas lâché Florent d'une semelle depuis son départ du bagne, il est une fibre de choix, il ne sera arrêté qu'au meilleur moment, et réexpédié à Cayenne.

Pour peu que le lecteur prenne un peu de recul devant l'écriture si

singulière de Zola, il devient évident que l'homme de l'accuse a réussi, avec le *Ventre de Paris*, une œuvre hors normes, une œuvre-monstre en deux volets, où l'abjection des abats, du sang, des chairs gâtées, des fruits pourris, répond à l'ignominie des protagonistes, satisfaits, bedonnants, étiés, et dénonciateurs anonymes ou pas : Zola ne se fait aucune illusion sur les données immédiates des consciences de l'électorat.

Pas mécontent de son livre, malgré des critiques plutôt dures (« la plus détestable viruosité », écrit Anatole France), Zola compose lui-même une adaptation scénique du *Ventre de Paris*. Et aujourd'hui, Jean Rougerie ramène, dans son théâtre de la rue Fontaine, Florent, Lisa, Louise, dans les ombres de Saint-Eustache.

Rougerie rend le livre à bras le corps, sans tricher. Les incroyables descriptions des entassements de

mangeaille sont données telles quelles. Un Florent squelettique et fiévreux (Jean-Louis Broust) sauvegarde son ardeur combattante malgré les générosités physiques de Lisa (Attila Guez) et de Louise (Marianne Caron) — c'est ici la seule chose qui tout de même accroche, chez Zola : ses vues sur le peu simples et anatomiques sur le « deuxième sexe ». Jean Rougerie est excellent dans le rôle du mari de Lisa. Décor économique-intelligent d'André Acquart. Un seul défaut, peut-être : Jean Sautray, le plus indiscipliné de nos acteurs, pousse trop au comique l'adjoint du préfet de police : il détruit la densité, le sérieux, de cette scène importante, que la mise en scène de Rougerie édulcore un peu déjà.

MICHEL COURNOT

Théâtre Fontaine, du lundi au samedi, à 21 heures. Tél. : 48-74-74-40.

Les larmes du rire

Deux Labiche et un Villiers de l'Isle-Adam : la bourgeoisie du dix-neuvième siècle épinglée

Au 10, place Charles-Dullin, derrière l'Atelier, se trouve une petite salle à laquelle Agathe Alexis et Alain Alexis Barsacq ont su donner un label de qualité. Agathe Alexis est d'abord comédienne, Alain Alexis Barsacq scénographe ; tous deux goûtent parfois à la mise en scène, ainsi à l'occasion du spectacle qu'ils présentent actuellement, un diptyque Labiche/Villiers de l'Isle-Adam : 10, place Charles-Dullin.

Entre Labiche, le maître de la mécanique théâtrale, et Villiers, le poète maudit, pourfendeur d'un théâtre où régnait « la seule ignominie de l'intrigue », la rencontre est insolite. Le premier fait « un massacre, comme jadis au cirque », pour emprunter à Philippe Souffrant sa formule efficace. L'œuvre de Villiers est hantée de quelque sombre malédiction métaphysique, ce qui n'exclut pas un sens aigu de la formule comique, parce que terrible. L'un des plaisirs du 10, place Charles-Dullin, est d'entrechoquer le rire de l'un et l'ironie désespérée de l'autre, tous deux au service d'une cause sensiblement identique : dénoncer le mercantilisme étroit de la bourgeoisie de leur siècle, le dix-neuvième.

Du côté de chez Labiche, tout se joue entre les portes d'une vaste armoire de bois, coussue, ventrée, fine du foyer, entre de la théâtralisation étroite, où deux individus monnaie leur patrimoine affectif : le papa Postpiche, gantier de son état dans *Un jeune homme pressé*, et l'ancien valet Laverdure dans *La Femme qui perd ses jarretières*. Un trio de comédiens formidables (Jacques Bru-

cher, Christophe Deloche, Dimitri Radochevitch) compose un numéro caricatural et délicieux, dans un style très cinéma muet ; les lumières blanches et rondes, comme au music-hall, accentuent le défilé, la farce en devient tout à la fois énorme et inquiétante.

Avec une tranquille assurance, la fumée du cigare de Félix s'élève en lentes volutes dans les rails de la lumière friante qui trace la suite dans la *Révolte*, de Villiers de l'Isle-Adam. Une femme, mariée depuis quatre ans, tout entière dévouée à son mari et à sa fortune, lui annonce qu'elle va le quitter. Créée au Vaudeville en 1870, entrée au répertoire de la Comédie-Française en 1914, la pièce est cynique, cruelle. Parfois, les échanges entre les époux, tant ils recitent d'incompréhensions et de haine, ne nous mènent pas très loin de Strindberg. Enfermé dans sa bonne conscience, Félix n'est que plus redoutable, époux borné qui ne conçoit pour seule distraction que des sorties paranoïaques à la campagne et au théâtre, mais pas celui des poètes bien sûr. Aux côtés de Georges Goubert, Agathe Alexis est Elisabeth, avec une froide détermination, déjà proche cependant du mysticisme et du renoncement. Pour ce huis clos intense et inquiétant, Alain Alexis Barsacq a conçu (avec Christian Schiavetti) un espace abstrait, aux murs tout en lignes de fuite, brossés de larges traits aux tonalités rouge et violet sombre.

ODILE GUIROT
► 10, place Charles-Dullin. Théâtre de l'Atelier. Tél. : 46-06-11-90. Jusqu'au 7 juillet.

Retour aux sources

Jean-Pierre Vincent, nouveau directeur des Amandiers de Nanterre prend ses marques

Jean-Pierre Vincent, successeur de Patrice Chéreau à la direction du Théâtre des Amandiers de Nanterre, a annoncé son programme pour la saison 1989-1990 : les *Fourberies de Scapin*, avec Daniel Auteuil ; le spectacle créé au Festival d'Avignon sera présenté du 2 octobre au 20 novembre avant de partir en tournée. Le *Cercueil*, de Victor Slavkin, par Claude Régy, pour le Festival d'automne du 6 novembre au 16 décembre. Les *Mutiles*, de Herman Ungar, par Marc François, toujours pour le Festival d'automne du 20 novembre au 22 novembre. *La Dame de chez Maxim's*, de Feydeau, par Alain Françon, du 19 janvier au 22 février. En attendant Godot, de Beckett, par Joël Jouanneau, du 1^{er} février au 17 mars. *Hedda Gabler*, d'Ibsen, par Alain Françon, du 19 janvier au 22 février. *L'Empire*, de Michel Deutsch, et *Ion*, de Flaton, par Michèle Foucher, du 2 au 20 avril. Enfin, du 14 mai au 16 juin, *Princesse*, de Fatima Galilaire, par Jean-Pierre Vincent.

« J'ai monté six spectacles de suite, précise-t-il. Je n'ai pas pris le temps d'organiser autre chose qu'une programmation, bonne sans doute. Mais un théâtre tel que je le conçois ne peut plus être une addition d'acteurs, de metteurs en scène, d'auteurs, d'ouvriers, de spectateurs... C'est un lieu où se produit la parole publique. Nous avons vécu, ces trois dernières années, une période de réalimentation, d'accumulation de forces. Nous allons faire des mises en scène. Nous allons recommencer à inventer des spectacles. »

D'autre part, bien que nous nous trouvions dans une région d'une grande disponibilité, d'une grande richesse intellectuelle, nous devons tenir compte de notre situation géographique : tous les théâtres hors Paris connaissent la même difficulté, l'irrégularité du public. Nous allons donc renouer avec une pratique oubliée, le travail en direct avec la population. Nous allons ouvrir certaines répétitions, organiser des rencontres, des conférences et, oui, des débats. D'ailleurs, j'aime ça.

Autre problème, l'école. Après celle du Théâtre national de Strasbourg que j'ai dirigée et modifiée après avoir enseigné au Conservatoire, je me dis qu'une nouvelle école nationale supérieure est inutile. Celles qui existent forment des comédiens magnifiques qui doivent travailler avec des metteurs en scène. Je ne veux pas dire que je vais fonder une école de mise en scène, mais plutôt organiser des ateliers, des séminaires, peu importe le mot.

« Enfin, Nanterre est un établissement public qui fonctionnera sans mécène. Il faut que les autorités de tutelle retrouvent le sens de leurs responsabilités. Je veux établir avec le Conseil régional et le Conseil général des relations fidèles, amicales, républicaines. Je compte sur les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes. La façon dont j'offre du théâtre s'appuie sur leur sensibilité, même si ce n'est pas la sensibilité dominante. Je traverse une crise avec les critiques et je veux rendre le fil, mais en m'appuyant sur cette force politique que donnent les spectateurs pour que notre travail ne soit pas un tonneau de Danaïdes.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 1^{er} juin

- TF 1**
- 20.35 Variétés : *Avant de chercher l'invité* : Roger Zabel.
- 22.35 ► Magazine : *52^e sur la Une*. La faune étrange des sous-sols de Paris.
- 23.35 Série : *Enquêtes à l'italienne*.
- 0.25 Journal.
- A 2**
- 20.40 Série : *L'ami Giono*. Onorato, de Marcel Bluwal.
- 21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Invités : André Brincourt (La parole dérobée), Jean-Marie Roberts (L'engosse du tigre), Yann Coiffé (Le maître des chiens), Bernard Clavel (Quand j'étais capitaine), Dominique Rolin (Vingt charmes d'été), Jacques Attali (Le premier jour après moi).
- 22.55 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
- 23.25 Journal et Météo.
- 23.45 Cinéma : Les yeux sans visage. ■■■■ Film français de Georges Franju (1959).
- FR 3**
- 20.35 Magazine : Thalassa. Main basse sur l'estuaire.
- 21.35 Feuilleton : Les tisserands du pouvoir. De Claude Fournier (5^e épisode).
- 22.30 Journal et Météo.

- 22.55 Magazine : *Faut pas rêver*. De Georges Perraud. Inde : Auroville, de Jean-Pierre Bozon ; Allemagne : La route des contes de Grimm, de Patrick Miquel ; Mali : Les orphelins, de Jérôme Squer.
- 23.50 Musique : Carnet de notes. Choral transcrit pour piano, de Bach, par Emile Naumoff, piano.
- 0.00 Sport : Volley-ball France-Italie, à Lyon.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : *Le premier du genre*. Flash d'informations.
- 22.55 Magazine : Contact.
- 23.00 Cinéma : *Police Academy 4*. ◻ Film américain de Jim Drake (1987).
- 0.25 Cinéma : *La main droite du diable*. ■■ Film américain de Costa-Gavras (1988) (v.o.).
- LA 5**
- 20.40 Série : *Sur les lieux du crime*. Traison intime.
- 22.25 Téléfilm : *Mort en Californie*. De Robert Mann (1^{re} partie).
- 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : *Réminiscences*.
- 22.10 Série : *Brigade de nuit*.
- 23.05 Série :

- Destination danger. 0.00 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 20.00 Documentaire : *Musée d'Orsay (2)*. De Pierre Durney.
- 21.00 Danse : *Alvin Ailey*. American Dance Theatre. Spectacle de Thomas Grimm.
- 22.30 Documentaire : *Check the changes*. De Marc Hurax.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.15 Concert (en direct de Baden-Baden) : *Sinfonia en sol mineur* op. 6, de J.-S. Bach ; Concerto pour piano et orchestre en la mineur, op. 54, de Schubert ; Sonate pour piano à quatre mains en ut majeur op. 140 D 812, de Schubert, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk de Baden-Baden.
- 22.20 Musique légère. Folies roumaines : œuvres d'El Khoury, Schubert.
- 23.07 Le livre des mélanges. 0.30 Poissons d'or.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Vous avez dit Égée ?
- 21.30 Black and blue. Jazz-funk encyclopédique. L'arrivage.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Michael Franks.

Samedi 2 juin

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. Les O.S. de l'église.
- 13.50 La Une est à vous.
- 13.55 Feuilleton : Salut les homards !
- 14.30 La Une est à vous.
- 15.45 Tiers à Auteuil.
- 15.55 La Une est à vous (suite).
- 17.30 Divertissement : Mondo dingo.
- 18.00 Magazine : 30 millions d'amis.
- 18.30 Série : *Marc et Sophie*.
- 19.00 Jeu : *La roue de la fortune*.
- 19.35 Journal.
- 19.55 Sport : Football. MONTPELLIER-RP-1. Finale de la Coupe de France, en direct du Parc des Princes. En cas de prolongations, les émissions suivantes seront reportées d'autant.
- 21.55 Magazine : Ushuaia. Sonora : Mékong, un nouveau regard ; New-York express : Les hommes de Borneo.
- 22.55 Magazine : Formule sport.
- 23.50 Journal et Météo.
- 0.05 Série : *Enquêtes à l'italienne*.
- A 2**
- 13.20 Magazine : Animalia. L'observatoire du Sahara et du Sahel ; Le chien de la semaine.
- 14.10 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Variétés : *Champs-Élysées*. Avec Patrick Bouchette, Jacques Charot, Raymond Denis, Lio, Guy Bedos...
- 22.45 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
- 23.40 Journal et Météo.
- 0.00 Magazine : Lunettes noires pour nuits blanches.

- FR 3**
- 13.00 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La Sept
- 20.00 Documentaire : *Histoire parallèle*. Prologue. Introduction à la pétition. Pétition de Václav Havel.
- 22.20 ► Documentaire : *Retour à Prague*.
- 22.50 Journal.
- 23.05 Débat : *Dialogue*. Animé par Daniel Rondeau. Les possibilités du dialogue, de De Janssenmeyer.
- 23.50 Documentaire : *Images*. Les possibilités du dialogue, de De Janssenmeyer.
- 0.00 Série rose : *Hercule aux pieds d'omphale*.
- CANAL PLUS**
- 14.00 Téléfilm : *Maître Harold*.
- 15.35 Téléfilm : *Le fantôme*.
- 16.30 Magazine : Canalimmo.
- 17.00 Sport : Cyclisme. Tour d'Italie.
- 17.55 Cabou cadin.
- 18.00 Dessins animés : *Décode pas Bunny*.
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : *Cherchez sur le Caire*. De Robert Altman.
- 22.10 C'est arrivé demain : *Votre futur simple*. Un bilan des innovations récentes et des technologies de pointe.
- 23.15 Flash d'informations.
- 23.25 Les superstars du catch.
- 0.00 Cinéma : *Les massueuses de Hongkong*. Film français classé X de Michel Baudouin (1981).
- 2.40 Cinéma : *Quelle joie de vivre*. ■■ Film franco-italien de René Clément (1961).

- LA 5**
- 13.35 Série : *Baretta*.
- 14.30 Série : *Hondo*.
- 15.25 Série : *Simon et Simon*.
- 16.15 Série : *Shérif, fais-moi peur*.
- 17.10 Série : *Arnold et Willy*.
- 17.35 Série : *Happy days*.
- 18.05 Série : *Ripide*.
- 18.50 Journal images.
- 19.00 Drôles d'histoires.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.40 Téléfilm : *Les deux faces de la vérité*.
- 22.30 Magazine : *Désir*.
- 23.00 Cinéma : *Mort en Californie*. De Robert Mann (2^e partie).
- 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 13.50 Série : *Commando du désert*.
- 14.20 Série : *Laramie*.
- 15.10 Série : *Les envahisseurs*.
- 15.50 Magazine : *Adventure*.
- 16.15 Série : *Brigade de nuit*.
- 17.05 Série : *Vegas*.
- 18.00 Informations : *M 6 express*.
- 18.05 Variétés : *Multitop*.
- 19.25 Magazine : *Turbo*.
- 19.54 Flash d'informations.
- 20.00 Série : *Cosby show*.
- 20.35 Série : *Hongkong connection*.
- 21.30 Les cadavres exquis de Patricia Highsmith.
- 22.25 Téléfilm : *Trou de mémoire*.
- 0.05 Série : *Le prisonnier*.
- 1.00 Magazine : *Culture pub remix*.
- 1.30 Musique : *Boulevard des clips*.
- LA SEPT**
- 15.00 Magazine : *Imagine*.
- 15.30 Documentaire : *Vive Québec*. De Gilles Carle.
- 17.00 Documentaire : *Dizzy atmosphère*. De Franck Cassero.
- 18.00 Documentaire : *Poussières de guerre (1)*. De Frédéric Lefort et Christophe de Porfort.
- 19.00 Concert : *Dizzy Gillespie et Max Roach*.
- 20.00 Documentaire : *Histoire parallèle*. De Philippe Grandjean.
- 21.15 Prologue : *Introduction à la pétition*.
- 21.30 Théâtre : *La pétition*. Pétition de Václav Havel, mise en scène de Jean-Louis Cornil.
- 22.20 Documentaire : *Retour à Prague*. De Jacques Deschamps.
- 22.50 Soir 3.

- 23.05 Dialogue. Débat animé par Daniel Rondeau. Avec Régis Debray et Roger Stéphane.
- 23.50 Documentaire : *Images* (les possibilités du dialogue), de De Janssenmeyer.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 Opéra (donné le 22 mai au Châtelet) : *Moté et Aaron*, opéra en 3 actes, de Schoenberg, par le chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France et les Petits Chanteurs de Paris, dir. Marek Janowski ; sol : Théo Adam, Wolfgang Neumann, Marietta Kammmer, Ludmila Kovatcheva, Michael Pastor, Richard Cowan, Bernard Dolettre, Malcolm Smith, Messia Tadeka.
- 23.08 Le monde de la nuit.

Dimanche 3 juin

- TF 1**
- 10.05 Les animaux de mon cœur.
- 10.40 Hit NRJ-TF1.
- 11.25 Magazine : *Auto-moto*.
- 11.55 Jeu : *Tournez-moi, manège*.
- 12.30 Jeu : *Le juste prix*.
- 12.58 Météo et Journal.
- 13.20 Série : *Un fils dans la mer*.
- 14.15 Série : *Rock Hunter*, inspecteur choc.
- 15.10 Variétés : *Y a-t-il encore un coco dans le show ?*
- 15.40 Série : *Côte Ouest*.
- 16.30 Tiers à Cherbilly.
- 16.40 Dessins animés : *Disney parade*.
- 18.00 Magazine : *Téléfoot*.
- 19.00 Cinéma : *7 sur 7*. Philatélie par Anne Sinclair. Invité : Michel Chereass, ministre de l'économie.
- 20.00 Journal.
- 20.40 Cinéma : *Police Python 357*. ■■ Film français d'Alain Corneau (1979). Avec Yves Montand, Simone Signoret.
- 22.45 Cinéma : *Cinéma dimanche*.
- 22.50 Cinéma : *La loi, c'est la loi*. ■■ Film français de Christian-Jaque (1958). Avec Fernandel, Toto, Noël Roquevert.
- 0.30 Journal et Météo.
- 0.50 Concert : *Œuvres de Haydn*, par l'Orchestre de la Camerata de Versailles.
- 1.50 Feuilleton : *Cogne et gagne* (1^{er} épisode).
- 2.40 Documentaire : *Histoires naturelles*.

- FRANCE-CULTURE**
- 20.45 Dramatiques. Divertissement à la hongroise, de Vera Fyodor ; à 21.55, Nouvelle : *L'insigne*, de Vera Fyodor.
- 22.35 Musique : *Opus*.
- 0.05 Clair de nuit.

- A 2**
- 10.00 Présence protestante. Le jour du Seigneur.
- 11.00 Messe, célébrée au Monastère royal de Santa Cruz en Catalogne.
- 12.05 Dimanche Martin.
- 13.00 Cinéma : *Mac Gyver*.
- 14.10 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.
- 18.30 Magazine : *Stade 2*. Automobile : Rallye de l'Acropole ; Équitation : Escorte ; Pêche des jeunes à Paris ; Football : Coupe de France et buts étrangers ; Netball : Meeting international de Monte-Carlo ; Tennis : Tournoi de Roland-Garros ; Volley-ball : France-Italie ; Les résultats de la semaine.
- 19.30 Série : *Maguy*.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Cinéma : *Bonafino and Co.* ■■ Film français de Jacques Drey (1974). Avec Alain Delon, Catherine Rouvel.
- 22.25 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.40 Série : *Les cinq dernières minutes*. 45 tours et puis s'en vont.
- FR 3**
- 10.00 Jeu : *Play bac*.
- 10.30 Magazine : *Mascarines*. Le semaine : Films-feux ; Écoles ; Sports ; Figures ; Musiques.
- 11.00 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Sport : Tennis. Internationaux de Roland-Garros.
- 19.00 De l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- A 2**
- 11.05 Série : *Wonder woman*.
- 12.05 Série : *La belle et le bête*.
- 13.00 Journal.
- 13.30 Téléfilm : *Dix millions en or*.
- 15.10 Téléfilm : *La croisière maudite*.
- 16.50 Magazine : *64-marche dimanche*.
- 18.00 Série : *Ripide*.
- 18.50 Journal images.
- 19.00 Drôles d'histoires.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.40 Téléfilm : *La malédiction de l'opale*.
- 22.25 Magazine : *Cinéma Cinq*.
- 22.35 Cinéma : *Le reine africaine*. ■■■■
- 0.20 Journal de minuit.
- M 6**
- 7.50 Variétés : *Multitop*.
- 9.00 Jeu : *Pour un clip avec toi*.

- LA SEPT**
- 14.30 Cours d'Italien (10).
- 15.00 Téléfilm : *Le peloton d'exécution* (v.o.).
- 16.35 Documentaire : *L'âge d'or du cinéma*. De John Edwards.
- 17.05 Documentaire : *Musée d'Orsay (2)*. De Pierre Durney.
- 18.00 Danse : *Alvin Ailey*. American Dance Theatre. Spectacle de Thomas Grimm.
- 19.30 Documentaire : *Check the changes*. De Marc Hurax.
- 20.45 Documentaire : *Scott Ross à la Villa Médice*.
- 21.00 Cinéma : *Les dernières*. ■■ Film français de Jean-Pierre Lohéac (1973).
- 22.30 Court métrage : *Sortie 234*.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Atelier de création radiophonique. L'Andalousie.
- 22.35 Musique : *Le concert*.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Concert (donné les 12 et 13 décembre au Festival de Berlin) : *Symphonie n° 95* en ut mineur, de Haydn ; *Symphonie n° 9* en ré mineur, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Bernard Haitink.
- 23.05 Cinéma : *Musiques traditionnelles*. Li Xiang Ting, cinéaste chinois.
- 0.30 Archives dans la nuit.

Audience TV du 31 mai 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NEILSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	44,7	Santa Barbara 18,7	Tennis 6,5	Actual. rég. 13,0	Nulle part. 1,4	Reporters 2,1	Cathy et Aliné 2,5
19 h 45	48,1	Roue fortune 21,8	Tennis 8,6	19-20 Infos 7,1	Nulle part. 3,5	Journal 2,8	Fête maison 4,3
20 h 16	58,2	Journal 23,8	Journal 12,8	La classe 8,3	Nulle part. 2,7	Journal 5,0	Cosby Show 5,3
20 h 55	63,6	Haut l'Angou. 25,4	Envoyé spéc. 12,4	Epi. de force Aller sans rev. 16,0	L'innocence. 1,5	Ball. Brondes. 7,2	4,5
22 h 08	62,1	Haut l'Angou. 20,1	Caméra cach. 12,4	Epi. de force Les Fous 18,7	L'innocence. 0,4	Pub. 9,9	2,6
22 h 44	33,0	Ex-Libris 11,1	Tennis 8,5	Soir 3 5,8	Les Fous 0,2	2 Fics à Miam 4,9	Brig. de nuit 2,0

DE GAULLE, LA GAUCHE, LA FRANCE.

La première émission de la série **DIALOGUE**. Rencontre de Régis Debray et Roger Stéphane, animée par Daniel Rondeau.

SAMEDI 2 JUIN À 23H05 SUR LA SEPT ET FR3

LA CULTURE SE DÉCHAÎNE

Le Nouveau-Monde

Il y a une certaine idée du Nouveau-Monde. C'est celle qui, depuis des siècles, a inspiré les écrivains, les peintres, les musiciens. C'est celle qui, à travers les siècles, a permis de créer une culture nouvelle, une culture qui s'est enrichie de toutes les cultures du monde. C'est celle qui, à travers les siècles, a permis de créer une culture nouvelle, une culture qui s'est enrichie de toutes les cultures du monde.

Le Nouveau-Monde est une culture qui s'est enrichie de toutes les cultures du monde. C'est une culture qui s'est enrichie de toutes les cultures du monde. C'est une culture qui s'est enrichie de toutes les cultures du monde.

Le Nouveau-Monde est une culture qui s'est enrichie de toutes les cultures du monde. C'est une culture qui s'est enrichie de toutes les cultures du monde. C'est une culture qui s'est enrichie de toutes les cultures du monde.

Joly, in L'Espresso

SANS VISA



GEORGE MITTEL

Le Nouveau Monde vient prendre en ces lieux autre chose qu'un solide coup de vieux : du recul, un soupçon de sagesse, un goût d'éternité. Et libre aux Américains de songer moins à ce qu'ils appellent pré-histoire qu'à la rencontre du ciel et de la terre dont semblent issus les Indiens.

Le Nouveau-Mexique indien pour toujours

SUR l'affiche, la femme, plutôt jeune, dessinée en traits noirs, est étendue de tout son long, raide. Si elle n'est morte, peut-être est-elle évanouie. Il est peu probable qu'elle feigne de dormir, ne proclame-t-on pas en lettres capitales sous l'image : « Encore une victime du style Santa-Fe ».

L'affaire se passe justement à Santa-Fe, 50 000 habitants, capitale administrative et touristique de l'Etat du Nouveau-Mexique aux Etats-Unis. La victime, qui ne bouge toujours pas, porte des bottes tex-mex mais aucune plaie visible. Elle a (avait ?) revêtu une robe d'inspiration indienne serrée à la taille par une épaisse ceinture d'argent ornée de turquoise, et est étendue sur un tapis navajo. Au mur, une grappe de chilis séchés, un crâne de bœuf plus sec encore portant beau les cornes, un serpent de bois vivement peinturluré. Dans un coin, à côté d'une amorce rustique d'inspiration mexicaine, une banquette et une cheminée d'adobe où repose une poterie pueblo au noir motif géométrique. Au pied de la jeune femme, taillé à la hache, barbaillé, la queue luisant tournée vers le ciel, un coyote. Le coyote. Pleure-t-il la mort de sa maîtresse ou en est-il coupable ?

« Non à l'art coyote »

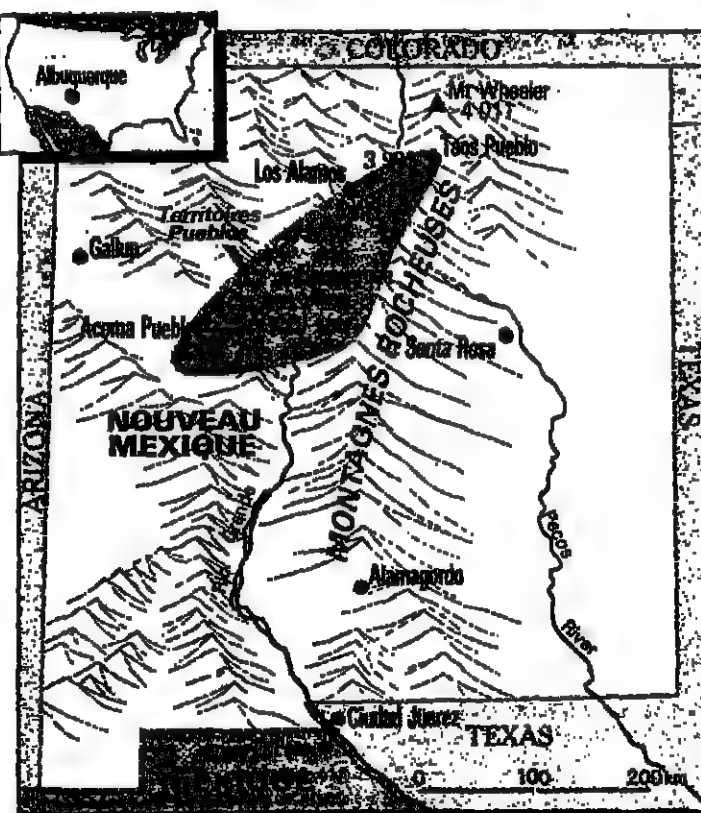
Lorsqu'on aura remarqué que cette inquiétante affiche se trouve apposée contre une échoppe qui ne vend que les produits décrits ci-dessus - y compris un assemblage de coyotes du plus bel effet, tous tendus vers les mêmes lunes -, que la boutique voisine se nourrit du même pain, comme d'ailleurs tout le pite de maisons, on pourra mieux cerner l'identité de la jeune femme et les causes de son état. Plus loin, devant une vaste et vraie librairie, une affiche le dira tout net : « Non à l'art coyote ! Soutenez l'Association santaféenne pour la prévention de la cruauté visuelle envers les humains ».

Aucun doute, nous sommes devant une allégorie : cette femme est Santa-Fe (Sainte-Foi) en personne, découvrant dans son miroir la symbolique bimboiserie marchande à laquelle on tente de la réduire ! On comprend le malaise. Lui faire cela, à elle, aujourd'hui la plus vieille capitale de l'Union, fondée par

les Espagnols en 1609, onze ans avant que ces gamin du Mayflower ne soient en vue de la côte est ; elle qui témoigne pour tout le sud-ouest des Etats-Unis de l'antériorité de la culture hispano sur la culture anglo ; elle qui n'a pas (n'a plus) pour autant rayé de sa conscience la présence vigilante de ceux qui se sont installés là douze mille ans auparavant, après la dernière glaciation : à preuve, la robe indienne dont elle est parée.

Lorsqu'en 1540, sous son armure étincelante, à la tête d'une multinationale de quatre cents coupe-jarrets, Coronado remonte le Rio Grande à la recherche de Cibola et ses mythes cités de l'or, évoqués par Cabeza de Vaca (1), il ne rencontre rien qu'une centaine de villages pueblos aux maisons d'adobe. Un adobe qui vaudra, quatre cent cinquante ans plus tard, plus que tout l'or auquel il aurait pu songer. Valeur symbolique autant que valeur réelle, comme on le verra. Disséminés dans un demi-cercle d'une centaine de kilomètres de diamètre dont Santa-Fe pourrait être le centre, les villages ne sont plus que dix-neuf aujourd'hui, mais le nombre de Pueblos n'a pas diminué et bien que toujours attachés à leur culture, les plus fiers d'entre eux ne négligent pas les vertus du design graphique pour faire partager la plus-value historique de leurs demeures : ainsi à Taos Pueblo, où se trouvent des maisons habitées sans interruption depuis mille ans, les plus anciennes, faut-il le préciser, des Etats-Unis.

Le Nouveau Monde vient prendre en ces lieux autre chose qu'un solide coup de vieux : du recul, un soupçon de sagesse, un goût d'éternité. Et libre aux Américains, qui errent en chuchotant dans les ruelles des villages comme dans quelque gigantesque temple, de songer moins à ce qu'ils appellent pré-histoire - comme pour se pardonner leur long manquement au passé - qu'à la rencontre du ciel et de la terre dont semblent issus les Indiens. Car, indéniablement, même là où le terrain n'est plus le leur, le paysage continue de leur appartenir. Il est l'héritage qu'ils nous donnent à voir, à pratiquer. L'immense plateau semi-désertique est indien, comme le sont les mesas qui le ponctuent, révélant des strates de tous les



ocres, des rouges aux noirs extrêmes. Les canyons du Rio Grande et des rivières qui dévalent vers lui sont indiens. Le ciel, de ce bleu sombre nulle part mieux vu que d'Acocoma, la Cité du ciel, à l'extrême sud du pays pueblo, est indien, comme le sont le tonnerre et le vent.

Profonde sensation de paix

C'est de cette terre indienne qu'est né l'adobe négligé par Coronado et qui fait aujourd'hui la fortune des promoteurs santaféens. Par elle, les Indiens obtiennent comme une pacifique revanche en soumettant à sa loi les nouveaux venus. Car, comme le rappelle l'architecte Paul Graham Mc Henry, théoricien et l'un des pères de la renaissance de la terre battue ou séchée : « ce qu'on appelle le style Santa-Fe est en fait le style pueblo. Les Espagnols se sont contentés d'ouvrir des portes et des fenêtres dans ces maisons où les Indiens entraient par le toit. Quant aux Américains, après la conquête de l'Etat sur le Mexique en 1846, ils en ont développé des variantes de style territorial, puis victorien, avant de reve-

nir dans les années 20 au style pueblo ».

L'armée défaite, parmi les centaines d'obscurs, comporte des personnalités aussi fortes que celle de Frank Lloyd Wright ou, victoire ultime, Nathanael Owings, fondateur à Chicago de la plus puissante agence d'architecture de gracie-ciel, venu se retirer dans une demeure de plinthe, pétrie des apparences de la plus profonde humilité hispano-indienne. Soumis à une telle pression, le droit santaféen a formalisé l'usage en édictant une sévère et (trop) restrictive réglementation qui ne conduit à quitter l'adobe que pour ce qui l'imite. Les coûts de cette modeste matière étant aussi bas que la mise en œuvre est exorbitante, elle a tendance à disparaître au profit de l'aggloméré et du stuc peint à façon, et le visiteur pressé n'y verra que du feu.

N'importe, il est difficile à Santa-Fe, malgré l'afflux récent (2), de dire quand une nouvelle maison sort de terre, tant chaque bâtiment se fond en elle. « Notre habitat », dit Paul Graham Mc Henry, s'identifie au milieu. Il est en harmonie avec le site. Il n'est pas une intrusion : c'est le paysage qui s'impose. Nulle part on a

un sentiment d'intimité aussi fort que dans une maison en adobe. La température y reste stable bien que les amplitudes thermiques à l'extérieur soient élevées, les sons sont étouffés, on y ressent une profonde sensation de paix ».

Façonné, lissé à la main, la malléabilité de l'adobe n'est nulle part plus avérée que dans les discours et les comportements qui ont accompagné chaque strate de peuplement contemporain. Sans remonter aux pionniers des années 20 comme D. H. Lawrence (« De l'instant où je vis la radieuse lumière du matin s'élever droit au-dessus des déserts de Santa-Fe, quelque chose s'apaisa en mon âme, et l'attente commença... »), qui ont apporté à la région une coloration intellectuelle et artistique aux fortunes diverses, l'éblouissement se traduit par des pratiques sensiblement différentes.

Dans les années 60, l'adobe est le matériau idéal du retour à la terre pour les hippies qui deviendront, non sans difficulté, leurs propres architectes et maçons. La crise de l'énergie aidant, elle sera dans les années 70 le support tout aussi idéal d'une technologie alternative, notamment solaire, qui n'aura cependant jamais le temps de s'imposer vraiment car les années 80 feront de l'adobe, avec l'arrivée en nombre des fortunés voisins texans, l'enveloppe précieuse de l'énergie bon marché. En 1990, elle n'est plus guère accessible qu'aux riches Califor-

niens : avocats, publicitaires, artistes et vedettes du spectacle qui se contentent d'un pied-à-terre à Los Angeles pour revenir jouer chaque week-end, au prix de quelques heures d'avion hebdomadaires du silence et d'une vue imprenable sur le désert.

En six mois, le prix des résidences haut de gamme vient d'augmenter de 40 %. Méprisé, rejeté par tous - à commencer par les Indiens - avant les années 60, le pauvre matériau des pauvres est devenu un signe extérieur de réussite. L'éblouissement n'est plus à la portée de n'importe qui, même si, comme l'estime Christopher Webster, l'un des principaux agents immobiliers de la place : « ceux qui viennent s'installer ici sont ceux qui ont saisi la spiritualité des lieux autant que l'exceptionnelle qualité de vie. Ils sont plus cosmopolites, plus européens, plus cultivés et ont plus de goût pour la vie au grand air qu'ailleurs aux Etats-Unis ». Et, au cas où l'on n'aurait pas compris, il précise : « à la différence du reste de l'Union où la classe moyenne est dominante, Santa-Fe est polarisée en deux classes extrêmes : supérieure et inférieure ».

JEAN-LOUIS PERRIER
Lire la suite page 20

(1) Relation de l'expédition d'Alvar Nunez Cabeza de Vaca. Actes Sud, 210 p., 100 F.
(2) La moyenne de l'augmentation de la population du canton de Santa-Fe ces dix dernières années a été 3,4 fois plus importante que la moyenne américaine.

SILJA LINE

TRAVEMÜNDE - HELSINKI (Finnjet)
STOCKHOLM - HELSINKI
STOCKHOLM - MARIEHAMN - TURKU

L'a route directe pour la Finlande

SCANDITOURS

Demandez la brochure à votre Agence de Voyages ou à :
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES
18, rue Tronchet 75009 PARIS - Tél. (1) 47 40 38 63

SANS VISA

LA TABLE

Casse-croûte gallois

On l'appelle le welsh rarebit. Roboratif en diable.

La cuisine à la bière ? Mais elle est vieille comme la cuisine, et, en Gaule, l'ancêtre du coq au vin était sans doute le coq à la cervoise !

La cuisine à la bière ? Mais elle existe encore, dans les Flandres françaises comme en Belgique, en Allemagne et aussi en Angleterre.

A Seclin (11 kilomètres de Lille), à l'Auberge du Forgeron (17, rue Roger-Rouvière, tél. : 20-50-09-52), vous vous régalez de la véritable carbonade flamande à la bière du Nord. Bière avec laquelle, du reste, on affine ou lave les fromages de là-bas, dont la boulette d'Avesnes (mais attention ! veillez à ce qu'elle ne soit pas industrielle et soit

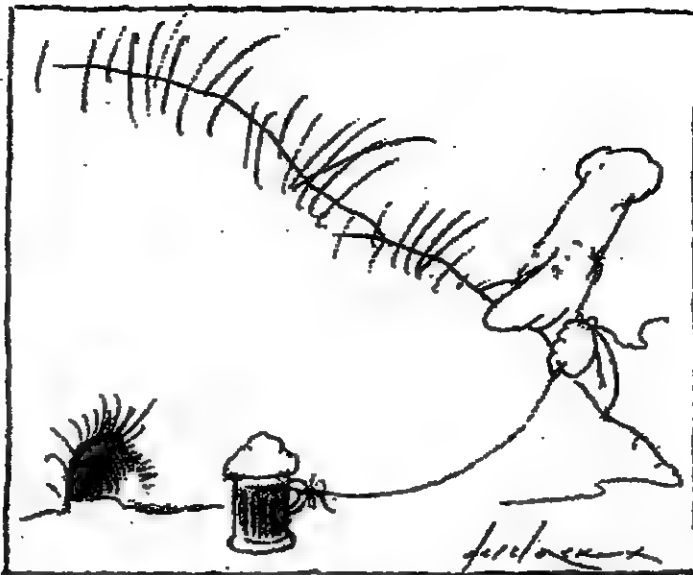
préparée de petit-lait fermier).

C'est surtout en Belgique que vous retrouverez la cuisine à la bière. Au pays de Jean I^{er}, dit Jean Primus (dont on a fait Gambrius), on s'est aperçu depuis longtemps que, selon la formule de Raymond Oliver, « il y a des parfums hostiles les uns aux autres et d'autres dont la complicité fait merveille... » Et les bières du pays ont toutes, en cuisine, leurs complices ! Depuis longtemps, certes, mais c'est peu après la dernière guerre qu'un cuisinier inspiré de Bruxelles, Raoul Morleghem, mit au point quelques recettes admirables, telles les filets de sole Saint-Arnould aux jets de houblon, le brochet à la bière d'Orval. Il est à regretter de rarement trouver ces plats aux cartes des restaurants belges.

Alors ? Faudra-t-il passer la Manche pour connaître un plat à la bière de consommation courante ? Oui, il s'agit, vous l'avez deviné, du welsh rarebit.

En vérité vous le trouverez plutôt dans les bars, et souvent sous le nom familier de welsh rabbit (lapin gallois peut-être pour moquer l'infirmité ou la ladrerie des Gallois qui s'en régalaient en guise de plus coûteux lapin ?) Mais, dans les bars, et avant même le welsh, vous découvrirez le black velvet, un curieux cocktail dont je vous fais juge : directement, dans un grand verre, moitié champagne et... moitié stout (cette forte bière brune très particulière).

Revenons au welsh rarebit. Je l'ai découvert bien avant guerre au Critérium (gare Saint-Lazare), qui était encore comme un prolongement de l'autre avant-guerre, lorsque Alphonse Allais et ses amis pratiquaient une anglo-manie liquide. On y buvait de superbes portos, boisson nationale



britannique par adoption, des pintes d'ale et de stout. On s'y régalaient de welsh, sorte de croûte au cheddar, ce fromage à pâte dure du Somersetshire. Pain blanc de ménage sans sa croûte, en tranches grillées, nappé d'un mélange de cheddar fort, râpé, de farine, beurre, pale ale, Worcestershire sauce, moutarde anglaise et cayenne lié d'un jaune d'œuf et passé sous la flamme du grill. C'est roboratif et délicieux.

Mais voilà, il est quasi

introuvable en France, ce franc lapin gallois que devraient dévorer les fans du ballon ovale ! Il n'y a pas un restaurant de cuisine anglaise à Paris. Aussi est-ce avec joie que j'ai obtenu la promesse d'Henry Voy de mettre le welsh rarebit à la carte de son tout neuf rajoué petit restaurant fromager de La Ferme Saint-Hubert (21, rue Vignon, tél. : 47-42-79-20), entre les croquettes de camembert et la saucisse de Morteau en alligot.

LA REYNIERE

MIETTES

● Pot-au-feu Dodin-Bouffant. - Le restaurant du Prince de Galles a, tout un mois, servi ce fameux pot-au-feu. C'est ce qu'il est appelé « une expérience unique ». Mais, outre que j'ai déjà eu l'occasion de la vivre deux fois (chez Prunier et chez Jacques Manière en son Paczolej), j'ai le regret de dire au bon

cuisinier qu'est le chef de cette maison que Marcel Rouff, dans son roman, a décrit ce pot-au-feu tout autrement. Pas plus de tête de porc que de veau ni de ris de veau, pas plus de sauce Aloufère que de trompettes de la mort. Alors pourquoi extrapoler sur un chef-d'œuvre... de simplicité... ?

SEMAINE GOURMANDE

L'auberge du 14-Juillet

Réouverture, après quelques semaines de travaux, de cette belle maison de proche banlieue. Fête gourmande et de sincérité grâce à la cuisine de J.-P. Bailon et de son fils en un duo « pianistique » et au charme de M^{me} Bailon et de sa trupe en salle. Carte intelligente : y figurent les entrées, des raviolis de crevettes à la vapeur aux gambas sautées aux épices thaï, des œufs brouillés « norvégiens » au foie gras « maison » ; puis les viandes, du pigeon cocotte partiellement désossé au rognon de veau entier madère, de l'andouillette de l'AAAAA sauce moutarde au filet de bœuf, béarnaise, au poivre ou « marchand de vin », avant les fromages et les desserts. Mais le poisson, demanderez-vous ? Il fait l'objet d'un ajout quotidien où le saumon au vin de Loire le dispute au filet de barbes champignons et lardons, les filets de sole et moules crème d'asperges au steak de saumon émulsion d'huile d'olive, etc. Le pain est désormais « maison », la carte des vins mieux qu'honnête. Prix moyen à la carte : 300 F-350 F, avec midi et soir un menu à 180 F bien intéressant.

► AUBERGE DU 14 JUILLET
9, bd de la République,
92250 La Garenne-Colombes.
Tél. : 42-42-21-79.
CB-AE-DC.
Chiens acceptés.

Jean-Luc Mesline

Le vin de paille (suu des cépages nobles du Jura dont les grains sont placés sur un lit de paille trois longs mois avant la vinification) est un étonnant vin de dessert. Il figure à la carte de ce petit restaurant baptisé Le Vin de paille et qui a troqué son enseigne contre le nom de son chef-patron, Jean-Luc Mesline. C'est bien piquant cela fait connaître le nom d'un excellent cuisinier qui n'en propose pas moins une salade de blanc de poulet laquée et sa petite gelée au vin de paille. A noter une terrine de queue de bœuf, la salade tiède de rouget aux champignons acidulés, la nage de langoustines aux charentaises (Mesline est un « fou » des champignons !). Son saumon frais est brossé au vinaigre,

les filets de sole à la vanille de Bora-Bora, les noisettes d'agneau marinées au tokay alsacien, le ris de veau au vin jaune ou en fricassée de champignons des bois. Et, s'il n'y a pas de cryptogrammes dans les desserts, la glace au parfum d'œillet est assortie de rhubarbe confite et la marquise au chocolat accompagnée d'une sauce au thé de Chine. S'il faut compter 300 F au moins pour une fête, notez que, midi et soir, le menu à 185 F, vin et service compris, vous permet de découvrir tous ces plats.

► JEAN-LUC MESLINE
3, rue du Col-Rivière,
75008 Paris
Tél. : 43-69-22-85.
Fermé samedi midi et dimanche.
CB.

Epicure 108

Le jeune patron de cette petite et charmante maison un peu cachée des Batignolles cherche, ainsi que son chef Philippe Josse (il y est orfèvre), la fraîcheur des produits et la sincérité des préparations. Egalement des vins que le patron sait choisir et, sagement, prohiber les dent-bouteilles de sa carte, propose souvent au verre. Du foie gras de canard en gelée de sauternes au feuilleté de pétoncles safranés, des raviolis d'escargots forestiers au filet de dorade au blanc de poireau et pomme fruit, de l'émincé de lotte parmentière graine de moutarde et pavots au navarin d'agneau aux fèves, de la symphonie de canard crème d'ail aux fromages affinés d'Alsain Dubois, et jusqu'aux desserts, on s'installe ici « comme chez soi » dans un épicurisme bon enfant. Avec un menu (deux plats, fromage ET dessert) à 220 F et la carte (qui peut aboutir à des additions moins importantes pour les appétits modestes). Découvrez au verre un saint-joseph séduisant, un vacqueyras intéressant, un saint-véran « véridique ». Belles eaux-de-vie de chez Danfou.
► EPICURE 108
108, rue Cardinet,
75017 Paris.
Tél. : 47-63-50-91.
Fermé samedi midi et dimanche.
Salon 12 couverts.
CB, Chiens acceptés.

L. R.

LES RESTAURANTS QUI RACONTENT PARIS
Des joies, des services, des idées de 11 à 14 h 30

TERMINUS NORD

Langoustines fraîches
Plateau de fruits de mer
Moultres chaudes au champagne
Sole meunière
Ranch de gigot à l'ail

Pace à la Gare du Nord
23, rue de Dunkerque, Paris 10^e
Réservation : 42.85.05.13
Parking Gare du Nord

GHEZZI

PASSY TERNES
51, rue DECAMPS Paris 16^e 3, rue LEBON Paris 17^e
Tél. : 45-04-99-92 Tél. : 45-74-08-80

PASTA E SUGHI

Un grand CROISIERE
DE BRËSE - GLACE
1964 à 1974

SPITZBERG GROENLAND

CROISIÈRES POLAIRES
INTERNATIONALES
28, rue Biscuit - 75 014 Paris
(1) 42 27 23 45 / (1) 45 86 48 78

ATHENES : 1520 F* A/R

Départs tous les samedis à partir du 23 juin
* de 1520 F à 2180 F A/R

VOYAGE AIR
MEILLEURS PRIX - CHANGEMENT D'AIR

Brochure, renseignements et inscriptions chez votre agence de voyages ou :
V.O. Voyages 181, bd Pereire 75018 Paris - Tél. : (1) 40 53 07 11

WASHINGTON DC, VOL DIRECT PAN AM POUR 3890 F*

CHAQUE JOUR, UN AIRBUS A310 PAN AM ASSURE LA LIAISON PARIS-WASHINGTON DC. UNE LIAISON SANS ESCALE AVEC TOUT LE CONFORT PAN AM ET UN TARIF SUPERPRICE : 3890 F. AINSI, VOUS N'ÊTES PLUS QU'A 9 HEURES DU CARTELO, DU MUSÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE, DE LA MAISON BLANCHE ET DU MEMORIAL DE LINCOLN ET DE JEFFERSON ; TOUS LES CHEFS-D'ŒUVRE QUI FONT DE WASHINGTON LA VILLE DU PASSE QUE CELLE DE L'AVENIR DES ETATS-UNIS. WASHINGTON DC EST AUSSI LE POINT DE DÉPART IDEAL POUR DÉCOUVRIR LA RICHESSE DES PAYSAGES ET LES IMMENSES PLACES QUI CARACTÉRISENT LA VIRGINIE. D'AUTRE PART, SACHEZ QU'AVEC PAN AM, UNE FOIS A WASHINGTON DC VOUS DISEPOSEZ DE CORRESPONDANCES IMMÉDIATES POUR LOS ANGELES ET LA PLUPART DES GRANDES VILLES AMÉRICAINES. SI VOUS DESIREZ EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE OU PAN AM AU 42.66.45.45.

*TARIF US SUPERPRICE VALABLE JUSQU'AU 30 JUIN 90 ET ENTRE LE 1^{er} OCTOBRE ET LE 31 OCTOBRE 90. POUR VOUS ALLER-RETOUR AU DÉPART DE PARIS EN CLASSE ÉCONOMIE, 7 JOURS MINIMUM 21 JOURS MAXIMUM. RÉSERVATION 14 JOURS AVANT LE DÉPART. BILLETS NON REMBOURSABLES. SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS GOUVERNEMENTALES.

PAN AM
MIEUX QUE JAMAIS.

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1387

UNE HISTOIRE DE FOUS

(Tournoi de Subde, Hastings, mai 1990)

Blancs : WOTKIEWICZ (Pologne)
Noirs : HECTOR (Subde)Gambit
D. Défense slave.

1. Cc3 d5 18. Fc6d2 22. f4 23. f5 24. f6 25. f7 26. f8 27. f9 28. f10 29. f11 30. f12 31. f13 32. f14 33. f15 34. f16 35. f17 36. f18 37. f19 38. f20 39. f21 40. f22 41. f23 42. f24 43. f25 44. f26 45. f27 46. f28 47. f29 48. f30 49. f31 50. f32 51. f33 52. f34 53. f35 54. f36 55. f37 56. f38 57. f39 58. f40 59. f41 60. f42 61. f43 62. f44 63. f45 64. f46 65. f47 66. f48 67. f49 68. f50 69. f51 70. f52 71. f53 72. f54 73. f55 74. f56 75. f57 76. f58 77. f59 78. f60 79. f61 80. f62 81. f63 82. f64 83. f65 84. f66 85. f67 86. f68 87. f69 88. f70 89. f71 90. f72 91. f73 92. f74 93. f75 94. f76 95. f77 96. f78 97. f79 98. f80 99. f81 100. f82 101. f83 102. f84 103. f85 104. f86 105. f87 106. f88 107. f89 108. f90 109. f91 110. f92 111. f93 112. f94 113. f95 114. f96 115. f97 116. f98 117. f99 118. f100 119. f101 120. f102 121. f103 122. f104 123. f105 124. f106 125. f107 126. f108 127. f109 128. f110 129. f111 130. f112 131. f113 132. f114 133. f115 134. f116 135. f117 136. f118 137. f119 138. f120 139. f121 140. f122 141. f123 142. f124 143. f125 144. f126 145. f127 146. f128 147. f129 148. f130 149. f131 150. f132 151. f133 152. f134 153. f135 154. f136 155. f137 156. f138 157. f139 158. f140 159. f141 160. f142 161. f143 162. f144 163. f145 164. f146 165. f147 166. f148 167. f149 168. f150 169. f151 170. f152 171. f153 172. f154 173. f155 174. f156 175. f157 176. f158 177. f159 178. f160 179. f161 180. f162 181. f163 182. f164 183. f165 184. f166 185. f167 186. f168 187. f169 188. f169 189. f170 190. f171 191. f172 192. f173 193. f174 194. f175 195. f176 196. f177 197. f178 198. f179 199. f180 200. f181 201. f182 202. f183 203. f184 204. f185 205. f186 206. f187 207. f188 208. f189 209. f190 210. f191 211. f192 212. f193 213. f194 214. f195 215. f196 216. f197 217. f198 218. f199 219. f200 220. f201 221. f202 222. f203 223. f204 224. f205 225. f206 226. f207 227. f208 228. f209 229. f210 230. f211 231. f212 232. f213 233. f214 234. f215 235. f216 236. f217 237. f218 238. f219 239. f220 240. f221 241. f222 242. f223 243. f224 244. f225 245. f226 246. f227 247. f228 248. f229 249. f230 250. f231 251. f232 252. f233 253. f234 254. f235 255. f236 256. f237 257. f238 258. f239 259. f240 260. f241 261. f242 262. f243 263. f244 264. f245 265. f246 266. f247 267. f248 268. f249 269. f250 270. f251 271. f252 272. f253 273. f254 274. f255 275. f256 276. f257 277. f258 278. f259 279. f260 280. f261 281. f262 282. f263 283. f264 284. f265 285. f266 286. f267 287. f268 288. f269 289. f270 290. f271 291. f272 292. f273 293. f274 294. f275 295. f276 296. f277 297. f278 298. f279 299. f280 300. f281 301. f282 302. f283 303. f284 304. f285 305. f286 306. f287 307. f288 308. f289 309. f290 310. f291 311. f292 312. f293 313. f294 314. f295 315. f296 316. f297 317. f298 318. f299 319. f300 320. f301 321. f302 322. f303 323. f304 324. f305 325. f306 326. f307 327. f308 328. f309 329. f310 330. f311 331. f312 332. f313 333. f314 334. f315 335. f316 336. f317 337. f318 338. f319 339. f320 340. f321 341. f322 342. f323 343. f324 344. f325 345. f326 346. f327 347. f328 348. f329 349. f330 350. f331 351. f332 352. f333 353. f334 354. f335 355. f336 356. f337 357. f338 358. f339 359. f340 360. f341 361. f342 362. f343 363. f344 364. f345 365. f346 366. f347 367. f348 368. f349 369. f350 370. f351 371. f352 372. f353 373. f354 374. f355 375. f356 376. f357 377. f358 378. f359 379. f360 380. f361 381. f362 382. f363 383. f364 384. f365 385. f366 386. f367 387. f368 388. f369 389. f370 390. f371 391. f372 392. f373 393. f374 394. f375 395. f376 396. f377 397. f378 398. f379 399. f380 400. f381 401. f382 402. f383 403. f384 404. f385 405. f386 406. f387 407. f388 408. f389 409. f390 410. f391 411. f392 412. f393 413. f394 414. f395 415. f396 416. f397 417. f398 418. f399 419. f400 420. f401 421. f402 422. f403 423. f404 424. f405 425. f406 426. f407 427. f408 428. f409 429. f410 430. f411 431. f412 432. f413 433. f414 434. f415 435. f416 436. f417 437. f418 438. f419 439. f420 440. f421 441. f422 442. f423 443. f424 444. f425 445. f426 446. f427 447. f428 448. f429 449. f430 450. f431 451. f432 452. f433 453. f434 454. f435 455. f436 456. f437 457. f438 458. f439 459. f440 460. f441 461. f442 462. f443 463. f444 464. f445 465. f446 466. f447 467. f448 468. f449 469. f450 470. f451 471. f452 472. f453 473. f454 474. f455 475. f456 476. f457 477. f458 478. f459 479. f460 480. f461 481. f462 482. f463 483. f464 484. f465 485. f466 486. f467 487. f468 488. f469 489. f470 490. f471 491. f472 492. f473 493. f474 494. f475 495. f476 496. f477 497. f478 498. f479 499. f480 500. f481 501. f482 502. f483 503. f484 504. f485 505. f486 506. f487 507. f488 508. f489 509. f490 510. f491 511. f492 512. f493 513. f494 514. f495 515. f496 516. f497 517. f498 518. f499 519. f500 520. f501 521. f502 522. f503 523. f504 524. f505 525. f506 526. f507 527. f508 528. f509 529. f510 530. f511 531. f512 532. f513 533. f514 534. f515 535. f516 536. f517 537. f518 538. f519 539. f520 540. f521 541. f522 542. f523 543. f524 544. f525 545. f526 546. f527 547. f528 548. f529 549. f530 550. f531 551. f532 552. f533 553. f534 554. f535 555. f536 556. f537 557. f538 558. f539 559. f540 560. f541 561. f542 562. f543 563. f544 564. f545 565. f546 566. f547 567. f548 568. f549 569. f550 570. f551 571. f552 572. f553 573. f554 574. f555 575. f556 576. f557 577. f558 578. f559 579. f560 580. f561 581. f562 582. f563 583. f564 584. f565 585. f566 586. f567 587. f568 588. f569 589. f570 590. f571 591. f572 592. f573 593. f574 594. f575 595. f576 596. f577 597. f578 598. f579 599. f580 600. f581 601. f582 602. f583 603. f584 604. f585 605. f586 606. f587 607. f588 608. f589 609. f590 610. f591 611. f592 612. f593 613. f594 614. f595 615. f596 616. f597 617. f598 618. f599 619. f600 620. f601 621. f602 622. f603 623. f604 624. f605 625. f606 626. f607 627. f608 628. f609 629. f610 630. f611 631. f612 632. f613 633. f614 634. f615 635. f616 636. f617 637. f618 638. f619 639. f620 640. f621 641. f622 642. f623 643. f624 644. f625 645. f626 646. f627 647. f628 648. f629 649. f630 650. f631 651. f632 652. f633 653. f634 654. f635 655. f636 656. f637 657. f638 658. f639 659. f640 660. f641 661. f642 662. f643 663. f644 664. f645 665. f646 666. f647 667. f648 668. f649 669. f650 670. f651 671. f652 672. f653 673. f654 674. f655 675. f656 676. f657 677. f658 678. f659 679. f660 680. f661 681. f662 682. f663 683. f664 684. f665 685. f666 686. f667 687. f668 688. f669 689. f670 690. f671 691. f672 692. f673 693. f674 694. f675 695. f676 696. f677 697. f678 698. f679 699. f680 700. f681 701. f682 702. f683 703. f684 704. f685 705. f686 706. f687 707. f688 708. f689 709. f690 710. f691 711. f692 712. f693 713. f694 714. f695 715. f696 716. f697 717. f698 718. f699 719. f700 720. f701 721. f702 722. f703 723. f704 724. f705 725. f706 726. f707 727. f708 728. f709 729. f710 730. f711 731. f712 732. f713 733. f714 734. f715 735. f716 736. f717 737. f718 738. f719 739. f720 740. f721 741. f722 742. f723 743. f724 744. f725 745. f726 746. f727 747. f728 748. f729 749. f730 750. f731 751. f732 752. f733 753. f734 754. f735 755. f736 756. f737 757. f738 758. f739 759. f740 760. f741 761. f742 762. f743 763. f744 764. f745 765. f746 766. f747 767. f748 768. f749 769. f750 770. f751 771. f752 772. f753 773. f754 774. f755 775. f756 776. f757 777. f758 778. f759 779. f760 780. f761 781. f762 782. f763 783. f764 784. f765 785. f766 786. f767 787. f768 788. f769 789. f770 790. f771 791. f772 792. f773 793. f774 794. f775 795. f776 796. f777 797. f778 798. f779 799. f780 800. f781 801. f782 802. f783 803. f784 804. f785 805. f786 806. f787 807. f788 808. f789 809. f790 810. f791 811. f792 812. f793 813. f794 814. f795 815. f796 816. f797 817. f798 818. f799 819. f800 820. f801 821. f802 822. f803 823. f804 824. f805 825. f806 826. f807 827. f808 828. f809 829. f810 830. f811 831. f812 832. f813 833. f814 834. f815 835. f816 836. f817 837. f818 838. f819 839. f820 840. f821 841. f822 842. f823 843. f824 844. f825 845. f826 846. f827 847. f828 848. f829 849. f830 850. f831 851. f832 852. f833 853. f834 854. f835 855. f836 856. f837 857. f838 858. f839 859. f840 860. f841 861. f842 862. f843 863. f844 864. f845 865. f846 866. f847 867. f848 868. f849 869. f850 870. f851 871. f852 872. f853 873. f854 874. f855 875. f856 876. f857 877. f858 878. f859 879. f860 880. f861 881. f862 882. f863 883. f864 884. f865 885. f866 886. f867 887. f868 888. f869 889. f870 890. f871 891. f872 892. f873 893. f874 894. f875 895. f876 896. f877 897. f878 898. f879 899. f880 900. f881 901. f882 902. f883 903. f884 904. f885 905. f886 906. f887 907. f888 908. f889 909. f890 910. f891 911. f892 912. f893 913. f894 914. f895 915. f896 916. f897 917. f898 918. f899 919. f900 920. f901 921. f902 922. f903 923. f904 924. f905 925. f906 926. f907 927. f908 928. f909 929. f910 930. f911 931. f912 932. f913 933. f914 934. f915 935. f916 936. f917 937. f918 938. f919 939. f920 940. f921 941. f922 942. f923 943. f924 944. f925 945. f926 946. f927 947. f928 948. f929 949. f930 950. f931 951. f932 952. f933 953. f934 954. f935 955. f936 956. f937 957. f938 958. f939 959. f940 960. f941 961. f942 962. f943 963. f944 964. f945 965. f946 966. f947 967. f948 968. f949 969. f950 970. f951 971. f952 972. f953 973. f954 974. f955 975. f956 976. f957 977. f958 978. f959 979. f960 980. f961 981. f962 982. f963 983. f964 984. f965 985. f966 986. f967 987. f968 988. f969 989. f970 990. f971 991. f972 992. f973 993. f974 994. f975 995. f976 996. f977 997. f978 998. f979 999. f980 1000. f981 1001. f982 1002. f983 1003. f984 1004. f985 1005. f986 1006. f987 1007. f988 1008. f989 1009. f990 1010. f991 1011. f992 1012. f993 1013. f994 1014. f995 1015. f996 1016. f997 1017. f998 1018. f999 1019. f1000 1020. f1001 1021. f1002 1022. f1003 1023. f1004 1024. f1005 1025. f1006 1026. f1007 1027. f1008 1028. f1009 1029. f1010 1030. f1011 1031. f1012 1032. f1013 1033. f1014 1034. f1015 1035. f1016 1036. f1017 1037. f1018 1038. f1019 1039. f1020 1040. f1021 1041. f1022 1042. f1023 1043. f1024 1044. f1025 1045. f1026 1046. f1027 1047. f1028 1048. f1029 1049. f1030 1050. f1031 1051. f1032 1052. f1033 1053. f1034 1054. f1035 1055. f1036 1056. f1037 1057. f1038 1058. f1039 1059. f1040 1060. f1041 1061. f1042 1062. f1043 1063. f1044 1064. f1045 1065. f1046 1066. f1047 1067. f1048 1068. f1049 1069. f1050 1070. f1051 1071. f1052 1072. f1053 1073. f1054 1074. f1055 1075. f1056 1076. f1057 1077. f1058 1078. f1059 1079. f1060 1080. f1061 1081. f1062 1082. f1063 1083. f1064 1084. f1065 1085. f1066 1086. f1067 1087. f1068 1088. f1069 1089. f1070 1090. f1071 1091. f1072 1092. f1073 1093. f1074 1094. f1075 1095. f1076 1096. f1077 1097. f1078 1098. f1079 1099. f1080 1100. f1081 1101. f1082 1102. f1083 1103. f1084 1104. f1085 1105. f1086 1106. f1087 1107. f1088 1108. f1089 1109. f1090 1110. f1091 1111. f1092 1112. f1093 1113. f1094 1114. f1095 1115. f1096 1116. f1097 1117. f1098 1118. f1099 1119. f1100 1120. f1101 1121. f1102 1122. f1103 1123. f1104 1124. f1105 1125. f1106 1126. f1107 1127. f1108 1128. f1109 1129. f1110 1130. f1111 1131. f1112 1132. f1113 1133. f1114 1134. f1115 1135. f1116 1136. f1117 1137. f1118 1138. f1119 1139. f1120 1140. f1121 1141. f1122 1142. f1123 1143. f1124 1144. f1125 1145. f1126 1146. f1127 1147. f1128 1148. f1129 1149. f1130 1150. f1131 1151. f1132 1152. f1133 1153. f1134 1154. f1135 1155. f1136 1156. f1137 1157. f1138 1158. f1139 1159. f1140 1160. f1141 1161. f1142 1162. f1143 1163. f1144 1164. f1145 1165. f1146 1166. f1147 1167. f1148 1168. f1149 1169. f1150 1170. f1151 1171. f1152 1172. f1153 1173. f1154 1174. f1155 1175. f1156 1176. f1157 1177. f1158 1178. f1159 1179. f1160 1180. f1161 1181. f1162 1182. f1163 1183. f1164 1184. f1165 1185. f1166 1186. f1167 1187. f1168 1188. f1169 1189. f1170 1190. f1171 1191. f1172 1192. f1173 1193. f1174 1194. f1175 1195. f1176 1196. f1177 1197. f1178 1198. f1179 1199. f1180 1200. f1181 1201. f1182 1202. f1183 1203. f1184 1204. f1185 1205. f1186 1206. f1187 1207. f1188 1208. f1189 1209. f1190 1210. f1191 1211. f1192 1212. f1193 1213. f1194 1214. f1195 1215. f1196 1216. f1197 1217. f1198 1218. f1199 1219. f1200 1220. f1201 1221. f1202 1222. f1203 1223. f1204 1224. f1205 1225. f1206 1226. f1207 1227. f1208 1228. f1209 1229. f1210 1230. f1211 1231. f1212 1232. f1213 1233. f1214 1234. f1215 1235. f1216 1236. f1217 1237. f1218 1238. f1219 1239. f1220 1240. f1221 1241. f1222 1242. f1223 1243. f1224 1244. f1225 1245. f1226 1246. f1227 1247. f1228 1248. f1229 1249. f1230 1250. f1231 1251. f1232 1252. f1233 1253. f1234 1254. f1235 1255. f1236 1256. f1237 1257. f1238 1258. f1239 1259. f1240 1260. f1241 1261. f1242 1262. f1243 1263. f1244 1264. f1245 1265. f1246 1266. f1247 1267. f1248 1268. f1249 1269. f1250 1270. f1251 1271. f1252 1272. f1253 1273. f1254 1274. f1255 1275. f1256 1276. f1257 1277. f1258 1278. f1259 1279. f1260 1280. f1261 1281. f1262 1282. f1263 1283. f1264 1284. f1265 1285. f1266 1286. f1267 1287. f1268 1288. f1269 1289. f1270 1290. f1271 1291. f1272 1292. f1273 1293. f1274 1294. f1275 1295. f1276 1296. f1277 1297. f1278 1298. f1279 1299. f1280 1300. f1281 1301. f1282 1302. f1283 1303. f1284 1304. f1285 1305. f1286 1306.

ÉTUDE N° 1387
M. GROMOV
(1987)

24. Accord de libre-échange américano-mexicain
25. M. Ricard et les bas salaires

26. 91 nouveaux projets pour l'après
27. Mouvement autour du paiement de l'impôt

28. Marchés financiers
29. Bourse de Paris

Les suites de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine

Vache enragée

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, vit de dures journées. En décidant le 30 mai de suspendre les importations de viande bovine britannique suspectée d'être atteinte par la maladie de la « vache folle », il espérait bien calmer les éleveurs français, ainsi que les jeunes exploitants réunis en congrès à Perpignan.

C'était compter sans la Commission européenne de Bruxelles qui, dès jeudi, exhortait la France à lever « immédiatement » son interdiction. Dans un communiqué assez sec, l'institution communautaire « déplore » la décision de Paris « prise sans consultation préalable ». Elle se dit persuadée que les mesures déjà édictées par ses soins « fournissent les garanties (de sécurité) les plus complètes pour la consommation de bœuf ».

Rappelant que cette maladie de la « vache folle » s'est déclarée en Grande-Bretagne dès 1986, la Commission laisse ainsi entendre qu'elle n'a pas attendu M. Nallet pour réagir. Elle avait ainsi décidé en janvier que le Royaume-Uni ne pourrait plus vendre dans la CEE ses bovins âgés de plus de six mois. Aussi la Commission a-t-elle relevé « l'absence d'arguments convaincants » présentés par la France.

Devant les congressistes du Centre national des jeunes agriculteurs, à Perpignan, M. Nallet a eu d'autant plus de difficulté à convaincre. Comme au récent congrès de la FNSEA, le ministre a dû subir l'assaut, sous forme de sifflets, de bêtises et d'invectives diverses, se faisant traiter de « raccolleur » ou de « démagogue ».

C'est de bonne guerre et c'est classique, les syndicats divisés du CNJA ont temporairement refait leur unité sur le dos du ministre. « Vos réponses sont insuffisantes », lui a asséné le nouveau président du CNJA, M. Philippe Mangin, distribué qu'il aurait pu tout aussi bien réserver à son malheureux prédécesseur M. Henri Nallet. En attendant, le ministre de l'agriculture et le CNJA se retrouveront main dans la main le 24 juin sur les Champs-Élysées qu'ils auront transformés en jour-là en champ de blé. Opération fort coûteuse dont on peut déjà se demander qui elle conviendra. L'agriculture, n'a pas fini de manger de la vache enragée.

Londres réagit vivement à l'embargo français sur le bœuf britannique

Les Britanniques espèrent que les Français vont obéir à la commission de Bruxelles et revenir rapidement sur leur décision d'interdire l'importation de viande de bœuf provenant de Grande-Bretagne. Cet embargo a été décidé mercredi 29 mai par Paris en raison de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine qui frappe le bétail britannique. Le commissaire européen à l'agriculture, M. Raymond MacSharry, a déclaré jeudi que la France devait renoncer à son action « en l'absence d'arguments convaincants ». Il estime que les mesures sanitaires prises par les autorités britanniques sont suffisantes.

LONDRES

de notre correspondant

L'encéphalite spongiforme bovine est une maladie des bovins et transforme en quelques années leur cerveau en éponge. Les animaux perdent l'équilibre et ont une conduite aberrante. C'est la « maladie de la vache folle » (le Monde du 30 mai). Des experts français se sont rendus jeudi au siège du service vétérinaire national britannique à Tolworth, dans le Surrey. Le chef de ce service a eu l'impression d'avoir convalescent les interlocuteurs que toutes les précautions avaient désormais été prises et que la consommation de bœuf britannique ne présentait pas de danger.

Le marché français est très important pour les éleveurs britanniques : ils y ont vendu pour 157 millions de livres (environ 1,5 milliard de francs) de viande de bœuf en 1989, presque la moitié du total de leurs exportations.

M. David Curry, sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture, a déclaré jeudi qu'il voulait que l'affaire soit réglée « dans les jours et non dans les mois qui viennent ». On craint ici qu'une action en justice ne prenne beaucoup trop de temps.

Le président de l'Association des agriculteurs britanniques, Sir Simon Gourlay, estime que l'embargo français « est complètement injustifié et contredit les règlements européens ». Il constate qu'il serait difficile pour les agriculteurs eux-mêmes de porter plainte contre le gouvernement français, mais il suggère aux autorités britanniques de demander des dommages et intérêts à Paris.



Dessin paru dans le « Times » du jeudi 31 mai. « Bœuf anglais ? Vous êtes fou ? »

Le président de l'Association des agriculteurs britanniques, Sir Simon Gourlay, estime que l'embargo français « est complètement injustifié et contredit les règlements européens ». Il constate qu'il serait difficile pour les agriculteurs eux-mêmes de porter plainte contre le gouvernement français, mais il suggère aux autorités britanniques de demander des dommages et intérêts à Paris.

Le président de l'Association des agriculteurs britanniques, Sir Simon Gourlay, estime que l'embargo français « est complètement injustifié et contredit les règlements européens ». Il constate qu'il serait difficile pour les agriculteurs eux-mêmes de porter plainte contre le gouvernement français, mais il suggère aux autorités britanniques de demander des dommages et intérêts à Paris.

Le président de l'Association des agriculteurs britanniques, Sir Simon Gourlay, estime que l'embargo français « est complètement injustifié et contredit les règlements européens ». Il constate qu'il serait difficile pour les agriculteurs eux-mêmes de porter plainte contre le gouvernement français, mais il suggère aux autorités britanniques de demander des dommages et intérêts à Paris.

Le président de l'Association des agriculteurs britanniques, Sir Simon Gourlay, estime que l'embargo français « est complètement injustifié et contredit les règlements européens ». Il constate qu'il serait difficile pour les agriculteurs eux-mêmes de porter plainte contre le gouvernement français, mais il suggère aux autorités britanniques de demander des dommages et intérêts à Paris.

Les Britanniques sont persuadés

que l'épidémie elle-même est un prétexte et que les Français cherchent en réalité à protéger leur marché. Le Financial Times, de son côté, trouve « ironique » que Paris, qui prône une plus grande intégration européenne, ait si peu confiance dans un de ses principaux partenaires commerciaux.

Boycotter les produits français ?

La presse populaire exprime sans ambages le sentiment que les Français ne jouent pas le jeu. « Les Français ne donnent pas un coup de poignet dans le dos de leurs amis ou de leurs voisins... si une fourche à join peut faire l'affaire », écrit le quotidien à grand tirage The Sun. Le seul tort du bœuf anglais serait d'être meilleur marché que son concurrent français. The Sun invite les Britanniques à boycotter les produits français et à ne pas passer cette année leurs vacances en Bretagne ou sur la Côte d'Azur.

Pourtant, l'épidémie est réelle : 13 000 vaches ont déjà été abattues. Le ministère de l'agriculture indemnise à chaque fois les propriétaires, ce qui lui coûte actuellement 650 000 livres (environ 6,2 millions de francs) par mois.

La grande question est de savoir si les être humains peuvent être atteints. La plupart des spécialistes affirment que non, mais une voix discordante, celle de M. Richard Lacey, professeur de microbiologie à l'université de Leeds et ancien conseiller du gouvernement en matière de santé, a provoqué il y a deux semaines un début de panique en Grande-Bretagne. Celle-ci semble s'apaiser, même si un certain nombre de cantines scolaires ont banni provisoirement le bœuf de leur menu.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'augmentation de capital d'Eurotunnel sera garantie par les banques pour 5,1 milliards de francs

Eurotunnel, la société concessionnaire du tunnel sous la Manche, est en passe de lever les 25 milliards de francs supplémentaires rendus indispensables par les dépassements de devis qui ont porté le coût de l'ouvrage de 50 milliards de francs à 76,6 milliards.

Tout d'abord, un groupe de banques et d'investisseurs a accepté de garantir l'augmentation de capital de 5,1 milliards de francs qu'Eurotunnel lancera avant le 23 octobre, à moins que des problèmes d'opportunité boursière ne repoussent l'opération aux premières semaines de l'année 1991.

L'accord prévoit que 392 millions d'actions, de bons de souscription et d'options de souscription seront émis. La garantie prévoit un prix de base de 38,18 francs et un prix plancher de 22,88 francs. Il ne manque plus que l'aval des actionnaires d'Eurotunnel, qui sera demandé au cours des prochaines assemblées générales du mois

de juin. D'autre part, 69 % des établissements du pool regroupant deux cent vingt banques ont accepté de prêter 20 milliards de francs supplémentaires. Il était nécessaire que 67 % des établissements répondent par l'affirmative à la demande d'Eurotunnel. Ces prêts devraient être mis en place au cours de l'été par les banques chefs de file : BNP, Crédit lyonnais, Natwest et Midland.

Eurotunnel disposera alors d'une capacité financière de 85 milliards de francs, c'est-à-dire nettement supérieure au coût annoncé de l'ouvrage. Cette surcapacité permettra de faire face à l'augmentation éventuelle de certains postes, car, si les travaux de génie civil avancent maintenant convenablement (84 km de tunnel ont été creusés sur 150), les frais financiers, et surtout les coûts de la phase de démarrage, peuvent réserver des surprises.

Eurotunnel continue de tabler sur des recettes de trafic - dont la moitié

proviendra des TGV - s'élevant à 6 milliards de francs en 1993, 8,5 milliards en 2003 et 10,3 milliards en 2013. Les responsables du consortium pensent que l'ouvrage sera mis en service à la date prévue, c'est-à-dire le 15 juin 1993.

AL. F.

Le 24^e congrès du CNJA

Les Jeunes Agriculteurs ont réglé la crise au sein de leur mouvement

Le 24^e congrès national du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) s'est réuni du 29 au 31 mai à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Un congrès de crise qui a élu une direction largement renouvelée et lui a confié la mission de ressouder le mouvement et de « guérir les plaies et les bosses » après plusieurs mois d'affrontements internes.

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Le président sortant, l'ardéchois Henri Jouve, aurait logiquement dû, selon les traditions du CNJA, se succéder à lui-même. Confronté à la montée d'une opposition de plus en plus vive et à la dissidence d'une fraction croissante de son conseil d'administration (quarante et un membres représentant les diverses régions françaises et les différents productions), il a finalement annoncé, quelques jours avant l'ouverture du congrès, qu'il ne se représenterait pas, endossant le rôle de bouc émissaire. C'est le secrétaire général sortant, M. Philippe Mangin (Meuse) qui lui succède à la présidence ; l'un des chefs de file de l'opposition, M. Christian Jacob (Seine-et-Marne) devient secrétaire général.

Problèmes de fonctionnement

L'affaire avait publiquement éclaté le 18 avril à l'occasion d'un conseil extraordinaire où l'opposition avait tenté en vain d'obtenir un vote de défiance vis-à-vis du triumvirat dirigeant : M. Henri Jouve, M. Philippe Mangin et le directeur administratif du Centre national, M. Joseph d'Auzay. Depuis, la tension avait monté, et les deux parties en présence avaient fait la tournée des régions pour tenter de se gagner une majorité.

Au départ, le conflit avait pu apparaître sous-tendu par un enjeu théorique : les managers et les chefs d'entreprises agricoles performantes (les céréaliers notamment), nobilités par une structure encore tenue par des exploitants familiaux restés attachés au traitement social de l'agriculture. Mais très vite, il apparut que les clivages réels transgressaient largement cette analyse. Il y avait aussi des céréaliers dans l'équipe Jouve (dont Philippe Mangin lui-même) et des montagnards ou des responsables de zones défavorisées - les Limousins et les Franco-Comtois, par exemple - dans la dissidence. En fait, c'est du

fonctionnement même de la structure syndicale que l'opposition tira l'essentiel de ses griefs.

Dans une lettre adressée à l'ensemble des responsables régionaux et départementaux, elle accusa la direction sortante de « traiter rapidement l'actualité, de travailler au coup par coup sans fil conducteur les dossiers sans véritable esprit d'équipe », d'exercer en quelque sorte un pouvoir personnel et de plus en plus « parisien » contre lequel elle affirmait vouloir « redonner vigueur au syndicalisme de base et écouter, répondre et apporter des solutions aux problèmes des adhérents ».

« Il n'était plus possible, conclut la lettre, de continuer à vivre des interventions sans réponse, des propositions non retenues, des camouflages de situations, des attaques personnelles et des lueurs d'espoir déçues. »

Alors que l'opposition n'avait pas écarté l'idée de proposer au congrès ses propres syndicats contre les syndicats « officiels » de la direction sortante, l'élection de M. Philippe Mangin et de M. Christian Jacob apparaît comme un soulagement de ne pas élargir les fissures. « Un camp n'a pas gagné sur l'autre », a conclu le nouveau président : nous avons évité de donner le même spectacle que le congrès du PS ou celui du Syndicat de la magistrature. Nous avons réussi le rapprochement. Notre première tâche sera d'améliorer le fonctionnement interne de la structure » et de retrouver un tonus nouveau « face à un gouvernement qui n'entend pas le syndicalisme ».

Jeudi, devant le congrès CNJA (traditionnellement houleux lorsqu'il accueille le ministre de l'agriculture en exercice et qui n'a pas manqué à cette tradition), M. Henri Nallet a commenté les mesures d'urgence prises ou à prendre sur un certain nombre de dossiers, et notamment les dossiers actuellement brûlants de l'élevage.

Concernant les perturbations du marché qui risquent d'amplifier l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine en Grande-Bretagne, (lire ci-contre) il s'agit d'enrayer « une situation qui affecte l'ensemble du marché européen. En une semaine, la consommation de viande bovine a chuté de 30 % en Angleterre et le mouvement de panique risque de déteindre sur le marché communautaire ». En stoppant temporairement toutes importations bovines en provenance du Royaume-Uni, il s'agit, a ajouté le ministre de « donner à Bruxelles le temps de trouver une solution ». En France « aucun cas n'a été découvert ».

GEORGES CHATAIN

INSOLITE

Les NOPEP à Moscou

Pour la première fois les « NOPEP », le groupe un peu hétéroclite de producteurs de pétrole indépendants de l'OPEP, se retrouvent à Moscou. Ainsi des représentants de l'Angola, de l'Égypte, de la Malaisie, du Mexique, de la Norvège, et de l'URSS sont réunis les 31 mai et 1^{er} juin à Moscou pour examiner la situation du marché et éventuellement décider de mesures correctives afin de redresser les cours, a annoncé l'agence Times.

Il s'agit d'une première un peu surprenante : Moscou, premier producteur mondial de brut, a été jusqu'ici bien gardé d'apparaître en première ligne dans la défense des prix, tout en gardant des contacts permanents avec l'OPEP ou avec le cartel parallèle et informel des NOPEP...

Un programme de recherche sur cinq ans

Le gouvernement consacrera 2,9 milliards de francs au train et à la voiture du futur

Le programme de recherche sur le TGV du futur lancé officiellement par le gouvernement (le Monde du 1^{er} juin), fait partie de l'ensemble des grands programmes technologiques relancés depuis deux ans. Le TGV s'inscrit dans un de ses chapitres intitulé programme de recherche dans les transports terrestres (PREDIT) qui concerne aussi l'automobile. L'objectif est double : favoriser les économies dans les transports et aider les industriels de ce secteur.

Le total du soutien public, financé par les ministères des transports, de l'industrie et de la recherche, porte sur une enveloppe de 2,9 milliards de francs sur cinq ans (dont 535 millions de francs pour le TGV), par rapport au 1,1 milliard versé les cinq années précédentes selon le ministère de l'industrie. Les industriels impliqués devraient mettre au pot presque le double de cette somme soit

5,4 milliards ce qui donnera un total de 8,3 milliards payés pour un tiers par l'Etat.

Outre les deux programmes déjà annoncés - le TGV capable de circuler à plus de 350 km/h et les voitures propres - les recherches porteront sur une série de thèmes automobiles comme les voitures « intelligentes » (guidage, sécurité...) en liaison, les nouvelles générations d'équipement ou le transport de marchandises, et des thèmes ferroviaires comme les gestion de trafic ou les transports de courte distance.

Le soutien public est destiné tantôt à consolider un des points forts industriels de la France (chemin de fer), tantôt à faire face à une concurrence aigüe (les Japonais dans l'automobile), en misant toujours sur une aide à la recherche, la seule forme de politique industrielle autorisée par la Commission de Bruxelles.

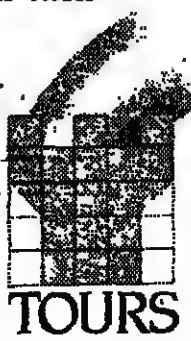
A Tours, en trois jours, nous faisons d'un intello un champion de France.



A Tours, l'été s'annonce passionnant. L'été musical a déjà pris son départ. Les Championnats de France Universitaires et Internationaux d'Athlétisme, les 1^{er}, 2 et 3 juin, donnent aux étudiants une bonne occasion de se changer les idées et de mesurer leurs talents.

Été musical ou Championnats de France Universitaires et Internationaux d'Athlétisme ? A Tours, les cerveaux ne savent plus où donner de la tête.

A Tours la matière grise prend des couleurs.



ÉCONOMIE

Le président Salinas poursuit sa politique d'assainissement de l'économie

Le gouvernement mexicain souhaite signer un accord de libre-échange avec les Etats-Unis

Le gouvernement mexicain, les syndicats et les milieux d'affaires ont annoncé dimanche 27 mai la prolongation jusqu'au 31 janvier 1991 du « pacte » anti-inflation en vigueur depuis décembre 1987. Les syndicats ont accepté le gel des salaires à leur niveau actuel. En contrepartie, les patrons prendront à leur charge les augmentations

« modérées » de certains produits énergétiques annoncées par les autorités pour « corriger les influences négatives sur la balance commerciale » et maintenir « une stricte discipline en matière de finances publiques ». L'accord comprend une dépréciation de 20 % du cours du peso. Le gouvernement espère que la poursuite de l'amélioration des per-

formances économiques permettra d'avancer sur la voie de la signature d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.

MEXICO

de notre correspondant en Amérique centrale
Mexicains, encore un effort... C'est en substance le message que le président Carlos Salinas a

transmis à ses compatriotes pour leur expliquer que « l'évolution positive de l'économie » n'était pas suffisante pour « améliorer le niveau de vie » de la population. L'inflation a certes été ramenée de 160 % en 1987 à environ 20 % aujourd'hui, mais la quatrième étape du « pacte » de stabilité et de croissance économique, a déclaré le chef de l'Etat, a désormais pour « objectif à long terme de parvenir à un taux comparable à celui de nos partenaires com-

merciaux », en particulier les Etats-Unis où la hausse des prix tourne autour de 5 %.

L'ambition du président Salinas suscite le scepticisme dans certains secteurs, voire l'hostilité au sein des syndicats indépendants, minoritaires, qui dénoncent la perte du pouvoir d'achat des salariés (près de 50 % en huit ans). Les milieux d'affaires en revanche sont ravis, comme les brillants technocrates qui constatent, jour après jour, les progrès de leur plan néolibéral de « modernisation » économique mis en place depuis l'arrivée au pouvoir de M. Salinas en décembre 1988.

Forts des succès remportés avec la réduction des dépenses publiques, la privatisation de nombreuses entreprises nationalisées et surtout la renégociation de la dette externe, les dirigeants mexicains ont désormais un nouvel objectif : la signature d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Ceux-ci absorbent 70 % du commerce extérieur du Mexique, loin devant la Communauté économique européenne (15 %) et le reste de l'Amérique latine (moins de 4 %).

« Améliorer la compétitivité »

Inconcevable il y a un an à peine, du fait du nationalisme mexicain face au géant américain, le projet de libre-échange entre les deux pays est devenu depuis deux semaines un des principaux thèmes du débat politique local. Au point que l'agence de presse officielle Notimex a cru pouvoir annoncer que M. Salinas signerait un accord avec le président George Bush lors d'un séjour à Washington, à la mi-juin.

L'information a été démentie dans la mesure où le président des Etats-Unis ne pourrait, de toute façon, pas négocier une telle entente sans consulter au préalable le Congrès. C'est ainsi que pour parvenir à un accord de libre-échange avec le Canada, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1989, il avait fallu plusieurs années de négociations entre Washington et Ottawa.

Pour l'instant, les autorités mexicaines montrent davantage d'empressément que leur puissant voisin. Le Sénat mexicain a publié la semaine dernière des « recommandations » visiblement inspirées par la présidence de la République sur les bienfaits du libre-échange qui contribue à « améliorer la compétitivité de l'appareil productif national, crée des emplois bien rémunérés et augmente le pouvoir d'achat des consommateurs ».

Selon les auteurs du document, qui suggèrent de négocier une entente similaire avec le Canada, un accord avec les Etats-Unis entraînerait « une augmentation des investissements étrangers en provenance de toutes les régions du monde » pour produire au Mexique des biens destinés au marché américain. Parmi les experts invités à exprimer leur point de vue devant le Sénat, un représentant de la CEE, M. Richard Baldwin, n'a pas hésité à prédire une « explosion » des investissements japonais et européens au Mexique en cas d'accord avec les Etats-Unis.

Cela s'ajouterait au développement spectaculaire, au cours des dernières années, de l'industrie d'assemblage qui, grâce aux avantages d'un nouveau code des investissements et à la suppression de certains tarifs douaniers, a implanté quelque mille six cents usines, employant près d'un demi-million de personnes, essentiellement le long de la frontière de 3 000 kilomètres entre les deux pays.

Selon les milieux d'affaires, ce type de développement n'est pas souhaitable car il ne rapporte rien au Mexique si ce n'est des salaires. « Avec les usines d'assemblage nous gaspillons notre main-d'œuvre qui est notre principale richesse », constate le président de la Confédération des chambres de commerce, M. Eduardo Garcia. « Nous devons concentrer nos efforts sur l'exportation de produits destinés aux millions de Mexicains résidant aux Etats-Unis. C'est un marché de 100 milliards de dollars par an et nous devons être en mesure d'en contrôler 20 % ou même 30 %, surtout dans le secteur alimentaire. »

Le projet du gouvernement mexicain est en fait la prolongation d'un processus engagé depuis plusieurs années, alors que le président actuel était ministre du plan. L'entrée du Mexique dans le GATT (Accord général sur le commerce et les droits de douane) en janvier 1986 avait été suivie de l'élimination des quotas et de la quasi-totalité des barrières douanières qui protégeaient l'industrie nationale contre la concurrence des produits étrangers, souvent moins chers et de meilleure qualité (les tarifs douaniers sont passés en moyenne de 100 % en 1980 à 9,8 %).

« Vingt-sept fois plus puissant »

Paradoxalement, les Etats-Unis qui n'ont de cesse de pourfendre le protectionnisme des autres appliquent encore des taxes « anti-dumping » sur certains produits mexicains, en particulier le ciment, sous prétexte qu'ils font une concurrence « déloyale » aux fabricants américains, moins compétitifs.

Les sénateurs mexicains demandent la suppression des mesures discriminatoires appliquées dans certains cas à leur pays mais reconnaissent en même temps la progression très rapide du commerce entre les deux nations, qui est passé de 35 milliards de dollars en 1987 (200 milliards de francs environ) à 52 milliards de dollars en 1989. Mieux encore : le Mexique a un excédent commercial de 2 milliards de dollars avec son voisin, et ses exportations de produits manufacturés représentent désormais 70 % du total (les proportions ont été exactement inversées puisque les exportations du Mexique vers les Etats-Unis étaient constituées en 1982 de produits pétroliers pour 70 % du total).

« La signature d'un accord de libre-échange, affirme l'un des hommes d'affaires les plus dynamiques du Mexique, M. Carlos Abedrop, reviendrait à régulariser une situation de fait, du moins de notre côté, puisque nous avons déjà ouvert notre économie pour combattre l'inflation et attirer les capitaux étrangers. Nous avons peut-être un peu plus de chômage, à court terme, car quelques entreprises inefficaces devront fermer leurs portes, mais les prix vont baisser et cela bénéficiera à l'ensemble de la collectivité. Grâce aux investissements étrangers et au rapatriement de capitaux mexicains, de nouvelles usines seront implantées et permettront de résoudre rapidement le problème de l'emploi. »

Cette opinion n'est pas partagée par tout le monde. Il y a ceux qui mettent en garde contre un accord précipité qui ne laisserait pas le temps aux entreprises fragiles de s'adapter aux nouvelles lois de la concurrence. D'autres se demandent comment une alliance avec un partenaire « vingt-sept fois plus puissant sur le plan économique » pourrait ne pas se révéler défavorable au Mexique qui a par ailleurs un revenu par habitant dix fois inférieur à celui de son voisin. « L'histoire montre que le plus petit a tout à gagner d'une alliance avec plus grand que lui », répond le secrétaire d'Etat chargé des questions financières internationales, M. José Angel Gurría.

Le nationalisme qui a permis au Mexique de résister à la pousse des Etats-Unis vers le Sud, après la perte du Texas au dix-neuvième siècle, reste cependant le principal obstacle à l'intégration économique des deux pays. C'est pourquoi le président Salinas a pris la précaution d'expliquer qu'il n'était pas question de marché commun car « cela ne serait pas compatible avec notre conception de la souveraineté nationale ». Peine perdue car peu après un influent sénateur américain, M. Christopher Dodd, déclarait, devant une délégation parlementaire mexicaine à Boston que « l'accord de libre-échange conduirait à la formation d'un Marché commun de l'Amérique jusqu'au Yucatan ». Les réactions ne se sont pas fait attendre et un commentateur mexicain dénonçait aussitôt « cette nouvelle version de la doctrine de Monroe » basée sur les relations commerciales.

BERTRAND DE LA GRANGE

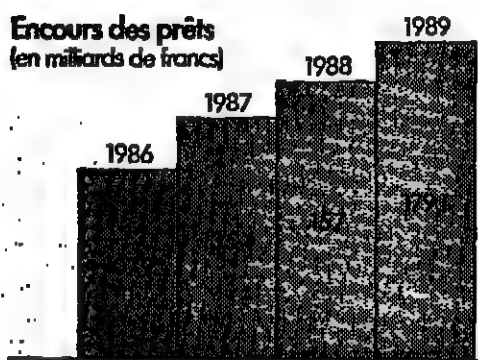
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT LOCAL DE FRANCE

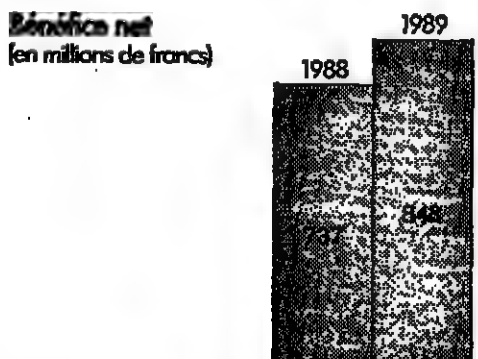
1989 : DES RÉSULTATS EN FORTE CROISSANCE

Le Crédit local de France conforte sa position de premier banquier des collectivités locales avec 44 % de part du marché.

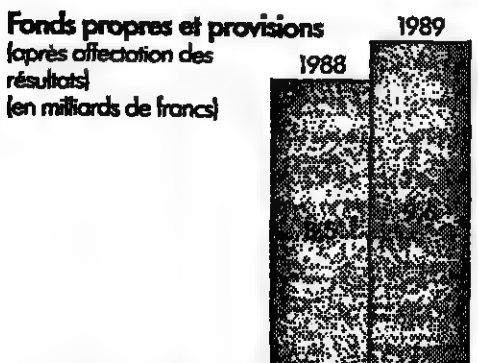
Il accompagne tous les acteurs du secteur local en adaptant ses modes d'intervention aux besoins de chacun.



Avec un encours de prêts de près de 180 milliards de francs et un bilan de 211 milliards de francs, il s'inscrit parmi les tout premiers établissements financiers, français et européens.



Ses résultats sont en forte croissance : le produit net bancaire atteint 2 milliards de francs et le bénéfice net s'accroît de 15 % par rapport à 1988.



Ses bons résultats lui permettent de renforcer ses fonds propres et de maintenir un ratio de solvabilité élevé (ratio Cooke : 20 %).

L'évaluation (rating) AAA/Aaa confirmée par les deux agences Moody's et Standard and Poor's, témoigne de la qualité de signature du Crédit local de France, deuxième émetteur après l'Etat, sur le marché domestique.

Fort de ses compétences et de ses atouts, le Crédit local de France s'est engagé encore davantage en 1989 dans deux domaines prioritaires pour l'avenir du développement local : l'ingénierie financière appliquée aux grands projets et l'activité internationale tournée vers l'Europe et les Etats-Unis.



CREDIT
LOCAL de
FRANCE

GRUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

LE BANQUIER DES AMBITIONS LOCALES

ÉCONOMIE

CEE

Lors de la huitième conférence de Rome

91 nouveaux projets de recherche pour Euréka

C'est un nouveau succès que le programme Euréka vient de rencontrer pour sa huitième conférence ministérielle qui se tient à Rome les 31 mai et 1^{er} juin. Outre le fait que le chiffre record de quatre-vingt-onze projets y ont été annoncés (soit deux de plus que l'an passé), deux autres points forts ont marqué cette conférence : l'annonce de la deuxième phase du projet Euréka 95 sur la télévision haute définition et la mise en place de mesures devant faciliter la participation des pays de l'Est au projet Euréka.

ROME

de notre envoyé spécial

La souplesse de ce programme qui permet à des industriels, instituteurs de recherche ou universitaires de co-développer et de bénéficier d'aides financières de leurs pays respectifs continue donc de faire la preuve de son efficacité.

Avec vingt-six projets retenus (plus le ralliement à trois projets déjà existants), la France, instigatrice de ce programme lancé en 1983 par M. François Mitterrand, continue de détenir le record avec, désormais, une participation de dix-neuf pays membres (1) de la CEE. Les autres participants sont : l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, la Finlande, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Suisse, la Norvège, la Danemark, la Suède et la Turquie.

Projet vedette : le programme de recherche Euréka 95 sur la télévision haute définition auquel participent la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, la Finlande, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Suisse, la Norvège, la Danemark, la Suède et la Turquie.

A titre de comparaison, la première phase avait coûté 1,5 milliard de francs. Ce budget représente une fraction du plan de 20 milliards de francs en faveur de la TVHD annoncé par le ministre de l'Industrie, Roger Fauroux, il y a quelques semaines. Cette deuxième phase a pour objectif de mettre en place des normes et de continuer des développements technologiques tant pour la production que pour la transmission, l'enregistrement ou la visualisation.

En outre, il a également été demandé aux Pays-Bas, qui, après l'Italie, vont assurer à partir du 1^{er} juin la présidence du programme Euréka, de mettre en place une structure pour développer des mesures d'appui (normes, infrastructures) à la TVHD dans les différents pays, « à l'instar de l'Européen nord transport working group mis en place par les industriels et les pouvoirs publics pour développer des infrastructures routières en complément du projet Euréka Fromecheux sur l'automobile », explique M. Michel Aubert, coordonnateur français du programme Euréka.

Une participation largement discutée

En revanche, contrairement à l'exercice précédent où un projet mammoth de 27 milliards de francs, JESSI, pour la conception de composants électroniques avait été annoncé, les projets sont, cette année, de coût plus modeste.

La participation des pays de l'Est à des projets Euréka fut également largement discutée durant cette huitième conférence. Nombreux seraient en effet les entreprises ou les laboratoires des pays de l'Est qui auraient apprécié le secrétariat général d'Euréka, à Bruxelles, pour avoir la possibilité de participer à ce programme. Mais tous les pays membres ont d'accord pour leur ouvrir un peu plus la porte, ils restent divisés quant à l'ampleur à donner à ce mouvement. Pas question donc, pour l'instant, d'un pays de l'Est soit admis comme membre à part entière.

En revanche, une plus grande facilité leur sera donnée pour être retenus comme « partenaires ».

Cette formule a d'ailleurs déjà été établie à plusieurs reprises : pour des firmes ou des laboratoires d'Argentine, du Canada, des États-Unis, entre autres. Pour en bénéficier, il suffit en effet que les pays membres estiment « vitale » la participation de la firme en question. Un pays de l'Est pourra même devenir initiateur d'un projet Euréka à condition qu'il soit accompagné de deux pays membres au moins. En revanche, contrairement au souhait formulé par certains délégations (italienne en particulier), aucune mesure spécifique ne sera prise pour favoriser la participation des pays en voie de développement.

« Programme de développement des technologies de pointe pour mieux répondre aux besoins du marché, Euréka ne doit pas devenir un instrument de coopération », explique M. Henri Guillaume, secrétaire général du Comité interministériel Euréka.

ANNE KAHN

SOCIAL

En visite à l'usine Renault de Flins

M. Michel Rocard se prononce pour une revalorisation « sans hâte » des bas salaires

En visite à l'usine Renault de Flins, M. Michel Rocard s'est mis au diapason du chef de l'Etat en se prononçant pour une revalorisation des bas salaires. Mais sans trop de hâte.

La conduite de la Clio n'était qu'un prétexte. Et si M. Michel Rocard a bel et bien goûté, jeudi 31 mai à l'usine Renault de Flins, au confort de la dernière-abe du groupe, il était avant tout venu « saluer le renouveau de la politique sociale de la Régie ». M. Raymond Levy, PDG de Renault, a eu beau s'en défendre et plaider la modestie, l'entreprise est en effet revenue en force sur le devant de la scène sociale depuis la signature le 29 décembre de l'accord « d'accord à vivre » par tous les syndicats à l'exception de la CGT (Le Monde du 6 janvier).

A l'usine de Flins, ce projet de modernisation sociale a débouché sur un programme d'aménagement du temps de travail prévoyant l'allongement du temps d'activité de l'usine grâce à la création d'une troisième équipe de nuit. Mis en œuvre au cas où les ventes de la Clio justifiaient, cet aménagement permet, en outre, de ramener le temps de travail des quelque 10 000 salariés de l'usine de 40 heures à 37 heures, sans perte de salaire. S'adressant aux représentants FO et CFDT du comité d'établissement qui venaient de lui manifester leurs inquiétudes quant à la concrétisation de cet accord, le premier ministre a formé le vœu que « la confiance contractuelle », qui a jusqu'à maintenant prévalu dans ces négociations, se retrouve pour assurer un bon suivi de cet aménagement.

M. Rocard s'est également félicité de cet « accord à vivre » qui

prévoit au niveau du groupe un plan de professionnalisation en faveur de quelque vingt mille salariés, dont cinq mille analphabètes. Cette politique de formation en entreprise constitue, selon le chef du gouvernement, « un élément déterminant de l'intégration de nos immigrés, car on ne peut pas demander aux seuls pouvoirs publics de faire ce travail ».

Remédier au « drame »

Le premier ministre a également abordé la question des bas salaires après avoir été interpellé sur ce thème par des agents de production lors de sa visite sur la chaîne de montage largement automatisée de la Clio. « Ne soyez pas trop hâtifs », a-t-il recommandé aux ouvriers, victimes d'un écrasement de la hiérarchie des salaires lié au retard de rémunérations accumulées entre 1982 et 1987.

« L'épanouissement personnel, a ajouté M. Rocard, passe par un équilibre entre la famille de paie et la qualité de vie au travail » et le gouvernement tente de remédier au « drame » du travail épuisant aujourd'hui, moins rentable qu'un placement financier grâce à l'instauration notamment d'une contribution sociale généralisée.

Le premier ministre a de surcroît précisé qu'il n'avait pas été « courtois » par M. François Mitterrand, qui avait fermement insisté, le 29 mai à Auxerre, le patronat à renégocier les bas salaires. « Nous en avons discuté ensemble six semaines auparavant », a ajouté M. Rocard, « j'avais besoin que le président de la République fasse cette pression ».

VALÉRIE DEVILLECHABOLLE

La grève du métro parisien a entraîné de fortes perturbations

Le mouvement de grève à la RATP a fortement perturbé le trafic du métro et du RER, le 31 mai, dans la capitale. Le personnel a répondu à l'appel lancé par les syndicats autonomes, indépendants, la CGT, la CFDT et FO qui protestaient contre le climat d'insécurité et les agressions.

Sensibles dès le matin, les conséquences se sont aggravées au cours de la journée et ont culminé à partir de 18 heures. Sept lignes du métro

ont été totalement fermées et le trafic a été arrêté sur les lignes 3 bis (Gambetta - Porte des Lilas) et 7 bis (Louis Blanc - Pré Saint-Gervais). Sauf sur la ligne Châtelet - Mairie des Lilas, la circulation des rames était ralentie jusqu'à 60%. De fortes perturbations ont également été enregistrées sur le réseau du RER, les interconnexions avec le réseau SNCF étant interrompues. En revanche, la circulation des autobus a été normale.

INDUSTRIE

Une opération de 8 milliards de francs

LVMH veut monter sa participation dans Guinness à 24 %

Les dirigeants de LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) ont annoncé le 31 mai leur désir de faire passer de 12 % à 24 % la participation de LVMH dans le capital du brasseur britannique Guinness. Cette opération devrait coûter 8 milliards de francs au numéro un mondial du luxe.

« En prévision de longue date, cet investissement est pour nous stratégique à long terme. Nos deux groupes ont désormais des participations croisées d'une forte puissance pour la distribution de nos produits », a expliqué M. Bernard Arnault, le président de LVMH. Monté par la banque londonienne Warburg, le système qui va permettre cette augmentation de participation est relativement sophistiqué. Outre les 4,9 % du capital cédés de gré à gré, LVMH propose d'acquiescer par appels d'offre des actions de Guinness pour un montant de 825

pendance par action pour obtenir au plus 59 446 392 actions représentant 6,8 % du capital. Par ailleurs, LVMH a conclu avec Warburg des accords de garantie optionnels qui lui assurent d'atteindre son but par des tirés provenant d'investisseurs institutionnels. L'ensemble de l'opération devrait se dérouler entre le 1^{er} et le 8 juin. Pour son financement LVMH dispose de 2 milliards de francs provenant de placements, une MOF (Multi Options Facilitées) de 400 millions de dollars. Par ailleurs, les dirigeants de LVMH vont demander lors de l'assemblée générale du groupe qui se déroulera le mercredi 6 juin l'autorisation d'émettre des emprunts obligataires pour un montant de 5 milliards de francs.

« Si les dirigeants de LVMH maintiennent que l'opération est intéressante pour le groupe qui avec 4 milliards de francs de fonds propres et à la moyenne, elle coûte

cependant relativement cher. En l'espace d'un an en effet, le cours de l'action du brasseur britannique a grimpé de près de 50 %. Il n'empêche que, dès son conflit avec M. Henry Racamier régalé, M. Arnault s'est empressé de mettre en application cette clause des accords entre Guinness et LVMH. Ceux-ci prévoient que chacun des deux groupes détienne 24 % du capital de l'autre. A la suite de l'opération en cours, LVMH, premier actionnaire de Guinness sera proche d'en détenir la minorité de blocage fixée en Grande-Bretagne à 25 % du capital. Quant aux dirigeants de Guinness, ils ont fait connaître par un communiqué leur satisfaction et leur espoir « de futures bénéfices liés à la poursuite de la coopération commerciale entre les deux groupes sur les marchés mondiaux ».

F. CH.

L'augmentation des bas salaires

M. Mitterrand « ne manque pas d'air », estime M. Henri Krasucki

C'est avec ironie que M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a commenté devant la presse, le 31 mai, les propos présidentiels sur l'exclusion et la précarité, tenus à Auxerre (Le Monde du 31 mai et du 1^{er} juin). M. Mitterrand « ne manque pas d'air » quand « il découvre les bas salaires, les inégalités sociales, l'argent facile », a affirmé le secrétaire général de la CGT. « Encore un petit effort, a-t-il ajouté, il pourra le préparer et tout ce dont les salariés souffrent... »

« Les salariés trinquent, la France s'enfonce », estime M. Krasucki pour lequel le changement de discours du président de la République est dû au mécontentement et aux luttes sociales récentes. M. Gérard Aizard, secrétaire de la CGT, qui rendait compte du comité confédéral national (CCN), réuni du 28 au 30 mai, a affirmé que « seules les luttes convergentes pourront garantir des mesures concrètes et positives ». La CGT, a-t-il souligné, souhaite que le « mouvement social soit considérablement plus fort ».

COMMERCE INTERNATIONAL

A la fin de leur réunion à Paris

Les pays de l'OCDE reconnaissent mais atténuent leurs différends

Pour la première fois en vingt-neuf ans, le communiqué final d'une réunion ministérielle de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), publié jeudi 31 mai à Paris, mentionne explicitement un désaccord « celui qui oppose les États-Unis et la Communauté européenne sur les réformes nécessaires dans les échanges agricoles. (Le Monde du 31 mai).

Toutefois, les participants se

sont efforcés, devant la presse, d'atténuer la portée du différend. Le secrétaire américain Nicholas Brady a dit qu'il valait mieux l'exprimer « ouvertement et calmement maintenant », tandis que le secrétaire d'Etat au Foreign Office Francis Maude déclarait : « Nous ne pouvons pas prendre le risque d'un échec de l'Uruguay Round ».

Autre innovation, le communiqué fait mention des « valeurs fondamentales communes à tous les pays de l'OCDE : démocratie pluraliste, respect des droits de l'homme et économie de marché concurrentielle », pour se féliciter que les pays de l'Est et un certain nombre de pays en développement soient en passe de les adopter.

Pour régler ses arriérés de paiement

L'Union soviétique serait prête à engager ses réserves d'or

L'Union soviétique serait prête à vendre à l'Occident des matières premières, y compris de l'or, pour régler plusieurs milliards de dollars d'arriérés de paiement accumulés récemment, a déclaré jeudi 31 mai M. Victor Geratchenko, président de la banque d'Etat (Gosbank). « Nous allons vendre de l'or, mais nous ne voulons pas en vendre beaucoup. Nous estimons nécessaire de préserver nos

réserve », a-t-il affirmé. Selon lui, Moscou est consciente de la nécessité de régler ces arriérés afin de préserver la solvabilité du pays.

M. Geratchenko a aussi annoncé que la Gosbank avait pris des contacts préliminaires avec des banques centrales de plusieurs pays d'Europe, afin d'étudier un possible programme d'assistance financière à l'Est soviétique. (Reuters).

La Chine achète soixante-douze Boeing. L'administration de l'aviation civile chinoise (CAAC) a commandé trente-six Boeing 747 et pris une option sur trente-six autres pour un montant de 4 milliards de dollars (23 milliards de francs). Les commandes fermes portent sur six quadricoptères

747, quatre bi-réacteurs 767, treize bi-réacteurs 737. Ces appareils seront exploités par les compagnies chinoises Air China, Air Guangzhou et China Southwest Airlines. Ils seront propulsés par des réacteurs Pratt et Whitney, Rolls Royce et CFM 56 fabriqués par General et SNECMA.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

BERTHIAUD DE LA GRASSE

INFORMATION SICAV

SOGEVAR

VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES DIVERSIFIÉES

DIVIDENDE 1989 : 35,90 F, mis en paiement le 3 mai 1990
(+ crédit d'impôt de 5,57 F pour les personnes physiques, ou de 5,73 F pour les personnes morales).

REINVESTISSEMENT DU COUPON : En exonération de droits d'entrée jusqu'au 2 août 1990.

PERFORMANCE AU 30/03/1990 : + 8,88 % par an sur 5 ans, coupon net réinvesti.

OBJECTIFS DE PLACEMENT : Investissement diversifié en valeurs françaises et étrangères, dans une optique d'équilibre entre croissance et rendement du portefeuille. SOGEVAR continuera de distribuer un dividende annuel.



CONJUGUONS NOS TALENTS.



CHARGEURS

L'assemblée générale tenue le 30 mai 1990 sous la présidence de Jérôme Seydoux, a approuvé les comptes de l'exercice 1989, et décidé de distribuer un dividende de 42 F, avoir fiscal compris (au lieu de 21 F l'an dernier), qui sera mis en paiement le 26 juin. Elle a décidé de modifier la dénomination sociale actuelle de « CHARGEURS S.A. » en « CHARGEURS », et a nommé M. Philippe Labro comme nouvel administrateur.

Jérôme Seydoux a indiqué que BSN (British Satellite Broadcasting), qui a commencé ses émissions le 23 mars 1990, représente un potentiel de développement considérable. Mais on ne pourra en tirer une première idée de l'accueil du public qu'à la fin de cette année. L'engagement financier de CHARGEURS, qui pourrait être réduit dans certaines circonstances, est de 1 800 millions de francs.

CHARGEURS et ACCOR, poursuivant leur association, ont acquis deux paquebots de croisière : Ocean Princess et Ocean Pearl, permettant ainsi à Paquet de consolider son leadership.

Jérôme Seydoux a confirmé que la participation dans LA CINQ S.A. était sur le point d'être vendue pour 143 millions de francs.

Grâce aux mesures qui ont déjà été prises pour réduire ces risques, et à la large répartition géographique de ses implantations, CHARGEURS souffre pour l'instant moins que d'autres de la conjoncture très défavorable qui frappe le négoce de la laine, surtout en Australie.

L'objectif de la division Tissus reste, après achèvement des restructurations en cours, dont le coût total en 1990 sera de l'ordre de 100 millions de francs, d'atteindre un bénéfice net de 6 % après impôts d'ici trois à quatre ans.

Jérôme Seydoux a précisé que les comptes de l'exercice 1990 incluront deux éléments exceptionnels, la plus-value nette réalisée sur la vente des 34,6 % du capital d'UTA et de la participation dans Aéromarine, soit 1 600 millions de francs, et une provision sur les titres BSB : BSB ne sera pas consolidée. Hors ces éléments exceptionnels, il apparaît à ce jour que le résultat pourrait être de l'ordre de 500 millions de francs.

En réponse à une question, Jérôme Seydoux a confirmé la stratégie du groupe qui se consacre à ses activités présentes et n'envisage pas d'acquisitions importantes en 1990.



COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRAVAUX ET D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES (Groupe Compagnie générale des eaux)

La croissance se poursuit :

Réuni le 15 mai 1990, sous la présidence de M. Guy Richard, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1989, qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 27 juin prochain.

Informations financières (en millions de francs)	1989	1988	89/88 %
Activité totale	5 068	4 562	+11,1
Produits d'exploitation consolidés	4 693	4 023	+16,7
Marge brute d'autofinancements consolidée	264	240	+10
Résultat net total	105	97	+8,2
Bénéfice net consolidé	92	77	+19,5
Capitaux propres (hors intérêts minoritaires)	384	323	+18,9
Investissements industriels	163	125	+30,4
Efficacité	9 288	8 886	+4,5

Les faits marquants de l'exercice :

Le groupe a limité ses acquisitions de sociétés à des opérations de compléments : il a consolidé et intégré la forte croissance externe de l'exercice précédent dans les secteurs de la construction de lignes THT, et de la fabrication de poteaux en béton pour lignes électriques.

GTIE oriente résolument son développement vers les domaines de l'automatisation, de la robotique, de la supervision et de la maintenance pour apporter une offre très large au monde industriel.

Le groupe a recruté plus de cent cinquante ingénieurs et cadres ; il prévoit un même mouvement d'embauches sur 1990.

La société GTIE, maison-mère du groupe, voit en 1989 sa production approcher le milliard de francs et son résultat atteindre 46,4 millions de francs.

EURIS

Euris s'implante au Portugal à travers une joint-venture créée à parts égales avec Parfinança - Portex - (Groupe Gulbenkian).

Parfinança est la société holding créée dans le cadre de Portex pour développer ses participations financières et ses investissements. Son Président est Micael Gulbenkian.

Cette société commune, installée à Lisbonne sous le nom de Parfineuris, a notamment pour objet d'identifier pour Euris et ses actionnaires des opportunités d'investissement au Portugal en liaison avec Parfinança.

Parfineuris sera présidée par une personnalité du monde des affaires portugais.

Après ses implantations à Londres, Madrid et la création d'une joint-venture avec le Groupe américain Carlyle, Euris continue de développer ainsi son maillage international.

Créée il y a 3 ans, Euris gère maintenant sur ses fonds propres près de 3,2 milliards de francs investis en France et à l'étranger, principalement dans des opérations industrielles.

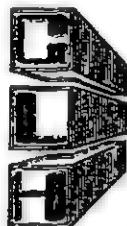
PRETABAIL - SICOMMERCE

L'assemblée générale de Pretabail-Sicommerce s'est tenue le 29 mai 1990 sous la présidence de M. J.-C. Genton. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1989 qui font ressortir un bénéfice net de 244,7 MF, en hausse de 3,6 % par rapport à 1988.

Le dividende, en progression de 3,2 %, s'élève à 97,00 F (dont un avoir fiscal de 0,69 F) pour les actions de 1^{re} catégorie et à 72,75 F (dont un avoir fiscal de 0,52 F) pour les actions de 2^e catégorie créées en rémunération des apports de Sicommerce. Sur la base du cours moyen du mois d'avril (1174 F), ce dividende offre un rendement de 8,2 %. Il sera mis en paiement le 2 juillet 1990.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale ordinaire a nommé en qualité de Président-Directeur Général, M. J.-P. Halbron, en remplacement de M. J.-C. Genton et a renouvelé M. A. Teste dans ses fonctions de Directeur Général. M. J.-C. Genton a été nommé Président d'honneur.

PARC UNION



COMPAGNIE LA HENIN

A l'issue de son assemblée générale qui s'est tenue le 23 mai, le conseil de CLH - COMPAGNIE LA HENIN s'est réuni pour procéder à la désignation de son président.

Ayant constaté que les activités et les perspectives de développement de sa filiale, la CFI - COMPAGNIE FONCIÈRE INTERNATIONALE, s'étaient sensiblement accrues, notamment à la suite des apports immobiliers reçus à la fin de 1989, faisant de la CFI le principal pôle immobilier du groupe SUEZ, le conseil a demandé à M. Dominique Chailion, qui en est le président de s'y consacrer et a décidé d'appeler M. Renaud de la Genière pour lui succéder à la présidence de CLH - COMPAGNIE LA HENIN.

En acceptant ces fonctions, M. Renaud de la Genière a tenu à remercier M. Chailion pour le travail important qu'il avait effectué dans des conditions souvent difficiles, à la tête de la COMPAGNIE LA HENIN. A sa demande, le conseil, à l'unanimité, a décidé de le nommer président d'honneur.

Le conseil a, d'autre part, nommé M. Patrick Ponsolle aux fonctions de vice-président directeur général. MM. Eric Dufoux et Alain Garnier ont été nommés directeurs généraux adjoints, et M. Claude Gaillard secrétaire général.



LE GROUPE PERRIER CÈDE UNE GRANDE PARTIE DE SES ACTIVITÉS « BOISSONS RAFFRAÎCHISSANTES SANS ALCOL » A CADBURY SCHWEPES

Le Groupe Perrier, qui était en discussion avec plusieurs groupes depuis septembre 1989 pour la cession de son secteur « Boissons rafraîchissantes sans alcool », vient de conclure un accord avec la société anglaise CADBURY SCHWEPES, à laquelle il cède une grande partie de ses activités dans ce secteur.

Cette cession, conclue au prix de 125 millions de livres sterling, soit environ 1,2 milliard de francs, se traduira, dans les comptes consolidés de l'exercice 1990, par une plus-value brute de l'ordre de 1 milliard de francs.

Les actifs cédés comprennent les marques Oasis, Ball et Aroli, la licence pour l'emballage et la distribution de Gini ainsi que les usines d'emballage de Montigny-le Bretonneux (Yvelines), de Pantin (Ile-de-France) et de Rousset (Bouches-du-Rhône). Ces activités ont représenté, en 1989, un chiffre d'affaires après ristournes de 872 millions de francs sur un total de 1,1 milliard de francs pour l'ensemble des activités « Boissons rafraîchissantes sans alcool ».

La partie des activités conservées par le groupe PERRIER dans le secteur « Boissons rafraîchissantes sans alcool » comprend les marques Perrier et Miambo et leur exploitation ainsi que la licence d'emballage et de distribution, à titre exclusif, de Pepsi-Cola en France.

**SUR
167 500
PROFESSIONNELS
DE LA FINANCE,
64 000 d'entre eux
lisent le Monde.
Le Monde est
le premier titre
d'information
des
professionnels
de la finance.
(IPSO 89)**

Groupe Docks de France

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des Docks de France s'est réunie le 22 mai 1990. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1989, ainsi que les projets de répartition présentés par le conseil d'administration, et en particulier celui fixant le dividende à 65 F nets par action, soit 97,50 F, avoir fiscal compris.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 28 mai 1990 aux guichets de la banque de l'Union européenne, de la banque Worms, du Crédit industriel de l'Ouest, du Crédit lyonnais et de la Banque Indosuez.



ODARTECH, filiale luxembourgeoise de CEMENTS FRANÇAIS INTERNATIONAL, vient d'acquiescer 23,5 % de la Compagnie des CEMENTS BELGES (CCB). CCB exploite à Gaurain, près de Tournai, une cimenterie d'une capacité de production de 3 millions de tonnes, dont les ventes sur les marchés du Benelux se sont élevées à plus de 1,1 million de tonnes en 1989. CCB est également intégrée dans les matériaux de construction : granulats (6 millions de tonnes), béton prêt à l'emploi, argile expansée, charges minérales, pierres naturelles. Le chiffre d'affaires réalisé en 1989 par l'ensemble des activités s'est élevé à 5,5 milliards de francs belges, soit environ 900 millions de francs français.

GROUPE TOTAL

OFF - OMNIUM FINANCIER DE PARIS

L'assemblée générale ordinaire de l'OFF - Omium Financier de Paris s'est réunie le 30 mai sous la présidence de M. Joseph-Charles Genton au siège social, 5, rue Michel-Ange, Paris-16^e. Elle a approuvé les comptes de l'exercice qui se soldent par un bénéfice de 209,3 millions de francs (MF) contre 217,3 MF pour l'exercice précédent. Le bénéfice consolidé est de 260,1 MF contre 290,7 MF en 1988.

Le léger recul du bénéfice consolidé est principalement lié au rythme de dégrèvement des plus-values ; en particulier le bénéfice de l'exercice 1989 ne comprend pas celles, environ 310 MF avant impôt, dégagées à l'occasion de la cession d'actions Lambert ; celles-ci seront constatées au cours des exercices 1990 et 1991. Il a été également constaté qu'à la mi-mai la valeur de l'OFF pouvait être estimée à environ 5 400 MF.

L'assemblée a décidé la distribution, sur un capital augmenté de 20 %, d'un dividende de 48 F par action assorti d'un avoir fiscal de 24 F, soit un revenu global de 72 F contre 70,50 F l'exercice précédent. Ce dividende sera mis en paiement le 6 juillet.

Le mandat de président-directeur général de M. J.-C. Genton, qui avait été, en 1989, renouvelé pour un an, a été révoqué par l'assemblée générale. Le conseil d'administration de l'OFF, qui s'est réuni à l'issue de celle-ci, a nommé M. Jean-Pierre Halbron président-directeur général et renouvelé MM. Jean-Claude Pissin et Jean-Paul Barth dans leurs fonctions d'administrateur directeur général et de directeur général. M. Joseph-Charles Genton a été nommé président d'honneur.

A PARTIR DU 2 JUIN

Toutes les informations concernant
les dates des Assemblées Générales
des actionnaires
et la mise à disposition
des rapports annuels
seront disponibles sur :

3615 LM puis AVIS

Un récapitulatif des entreprises ayant
communiqué sur ces sujets paraîtra tous
les samedis (daté dimanche-lundi),
dans nos colonnes.

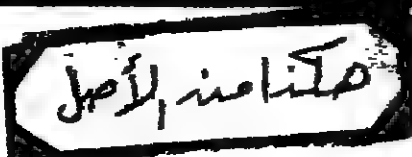


46, rue Lauriston - 75116 PARIS - Tél. 47 27 24 00

L'assemblée générale ordinaire de la Banque Française d'Investissement, qui s'est tenue le 30 mai 1990, a approuvé les comptes de l'exercice 1989. Le total du bilan s'élève à 2 044 milliards de francs, contre 963 milliards de francs à la fin de 1988. Le bénéfice net s'élève à 16,4 millions de francs, contre 13,6 millions de francs à fin 1988.

L'assemblée a par ailleurs approuvé la décision du conseil d'administration du 15 mai 1990 au cours duquel ont été nommés président-directeur général, M. Joël Vieux, directeur général adjoint du Crédit mutuel Artois-Picardie, et directeur général, M. Roger Batard.

Ont également été entérinées les nominations de trois nouveaux administrateurs : M. Louis Savary, président du Crédit mutuel Artois-Picardie, M. Jean-Claude Thullier, directeur général adjoint du Crédit mutuel Artois-Picardie, et M. Illo Agas, directeur des marchés du Crédit mutuel Artois-Picardie.



Le Monde AUTOMOBILE

REPRODUCTION INTERDITE

Groupe
Rocks de France

Concession V.A.G. située à 500 m de la Tour Eiffel, l'Espace Sautren

proposant :

- UN ESPACE EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'ensemble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 véhicules présentés). Pour les occasions, 400 m² supplémentaires.
- UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé), adapté aux nouvelles technologies.
- UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessitant de petites interventions : échappements, réglages, accessoires, pneumatiques, etc.

Concession de la Tour Eiffel au nord de la 1^{re} à l'Est, de la 1^{re} à la 1^{re} 1/2.

Espace de luxe et de liberté, le plus beau Garage de Paris.

VAG **AUDI**

ESPACE SAUTREN

ESPACE SAUTREN, 41 rue de la Tour Eiffel, 75015 Paris. Tél. : 47.34.88.33

Accueil personnalisé - 24 heures d'urgence - 75015 Paris

ALFA ROMEO

1.8 TURBO AMERICA, 88, 92, 96, 104, 116, 130, 155, 164, 175, 190, 200, 216, 230, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000, 1010, 1020, 1030, 1040, 1050, 1060, 1070, 1080, 1090, 1100, 1110, 1120, 1130, 1140, 1150, 1160, 1170, 1180, 1190, 1200, 1210, 1220, 1230, 1240, 1250, 1260, 1270, 1280, 1290, 1300, 1310, 1320, 1330, 1340, 1350, 1360, 1370, 1380, 1390, 1400, 1410, 1420, 1430, 1440, 1450, 1460, 1470, 1480, 1490, 1500, 1510, 1520, 1530, 1540, 1550, 1560, 1570, 1580, 1590, 1600, 1610, 1620, 1630, 1640, 1650, 1660, 1670, 1680, 1690, 1700, 1710, 1720, 1730, 1740, 1750, 1760, 1770, 1780, 1790, 1800, 1810, 1820, 1830, 1840, 1850, 1860, 1870, 1880, 1890, 1900, 1910, 1920, 1930, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 2000, 2010, 2020, 2030, 2040, 2050, 2060, 2070, 2080, 2090, 2100, 2110, 2120, 2130, 2140, 2150, 2160, 2170, 2180, 2190, 2200, 2210, 2220, 2230, 2240, 2250, 2260, 2270, 2280, 2290, 2300, 2310, 2320, 2330, 2340, 2350, 2360, 2370, 2380, 2390, 2400, 2410, 2420, 2430, 2440, 2450, 2460, 2470, 2480, 2490, 2500, 2510, 2520, 2530, 2540, 2550, 2560, 2570, 2580, 2590, 2600, 2610, 2620, 2630, 2640, 2650, 2660, 2670, 2680, 2690, 2700, 2710, 2720, 2730, 2740, 2750, 2760, 2770, 2780, 2790, 2800, 2810, 2820, 2830, 2840, 2850, 2860, 2870, 2880, 2890, 2900, 2910, 2920, 2930, 2940, 2950, 2960, 2970, 2980, 2990, 3000, 3010, 3020, 3030, 3040, 3050, 3060, 3070, 3080, 3090, 3100, 3110, 3120, 3130, 3140, 3150, 3160, 3170, 3180, 3190, 3200, 3210, 3220, 3230, 3240, 3250, 3260, 3270, 3280, 3290, 3300, 3310, 3320, 3330, 3340, 3350, 3360, 3370, 3380, 3390, 3400, 3410, 3420, 3430, 3440, 3450, 3460, 3470, 3480, 3490, 3500, 3510, 3520, 3530, 3540, 3550, 3560, 3570, 3580, 3590, 3600, 3610, 3620, 3630, 3640, 3650, 3660, 3670, 3680, 3690, 3700, 3710, 3720, 3730, 3740, 3750, 3760, 3770, 3780, 3790, 3800, 3810, 3820, 3830, 3840, 3850, 3860, 3870, 3880, 3890, 3900, 3910, 3920, 3930, 3940, 3950, 3960, 3970, 3980, 3990, 4000, 4010, 4020, 4030, 4040, 4050, 4060, 4070, 4080, 4090, 4100, 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4160, 4170, 4180, 4190, 4200, 4210, 4220, 4230, 4240, 4250, 4260, 4270, 4280, 4290, 4300, 4310, 4320, 4330, 4340, 4350, 4360, 4370, 4380, 4390, 4400, 4410, 4420, 4430, 4440, 4450, 4460, 4470, 4480, 4490, 4500, 4510, 4520, 4530, 4540, 4550, 4560, 4570, 4580, 4590, 4600, 4610, 4620, 4630, 4640, 4650, 4660, 4670, 4680, 4690, 4700, 4710, 4720, 4730, 4740, 4750, 4760, 4770, 4780, 4790, 4800, 4810, 4820, 4830, 4840, 4850, 4860, 4870, 4880, 4890, 4900, 4910, 4920, 4930, 4940, 4950, 4960, 4970, 4980, 4990, 5000, 5010, 5020, 5030, 5040, 5050, 5060, 5070, 5080, 5090, 5100, 5110, 5120, 5130, 5140, 5150, 5160, 5170, 5180, 5190, 5200, 5210, 5220, 5230, 5240, 5250, 5260, 5270, 5280, 5290, 5300, 5310, 5320, 5330, 5340, 5350, 5360, 5370, 5380, 5390, 5400, 5410, 5420, 5430, 5440, 5450, 5460, 5470, 5480, 5490, 5500, 5510, 5520, 5530, 5540, 5550, 5560, 5570, 5580, 5590, 5600, 5610, 5620, 5630, 5640, 5650, 5660, 5670, 5680, 5690, 5700, 5710, 5720, 5730, 5740, 5750, 5760, 5770, 5780, 5790, 5800, 5810, 5820, 5830, 5840, 5850, 5860, 5870, 5880, 5890, 5900, 5910, 5920, 5930, 5940, 5950, 5960, 5970, 5980, 5990, 6000, 6010, 6020, 6030, 6040, 6050, 6060, 6070, 6080, 6090, 6100, 6110, 6120, 6130, 6140, 6150, 6160, 6170, 6180, 6190, 6200, 6210, 6220, 6230, 6240, 6250, 6260, 6270, 6280, 6290, 6300, 6310, 6320, 6330, 6340, 6350, 6360, 6370, 6380, 6390, 6400, 6410, 6420, 6430, 6440, 6450, 6460, 6470, 6480, 6490, 6500, 6510, 6520, 6530, 6540, 6550, 6560, 6570, 6580, 6590, 6600, 6610, 6620, 6630, 6640, 6650, 6660, 6670, 6680, 6690, 6700, 6710, 6720, 6730, 6740, 6750, 6760, 6770, 6780, 6790, 6800, 6810, 6820, 6830, 6840, 6850, 6860, 6870, 6880, 6890, 6900, 6910, 6920, 6930, 6940, 6950, 6960, 6970, 6980, 6990, 7000, 7010, 7020, 7030, 7040, 7050, 7060, 7070, 7080, 7090, 7100, 7110, 7120, 7130, 7140, 7150, 7160, 7170, 7180, 7190, 7200, 7210, 7220, 7230, 7240, 7250, 7260, 7270, 7280, 7290, 7300, 7310, 7320, 7330, 7340, 7350, 7360, 7370, 7380, 7390, 7400, 7410, 7420, 7430, 7440, 7450, 7460, 7470, 7480, 7490, 7500, 7510, 7520, 7530, 7540, 7550, 7560, 7570, 7580, 7590, 7600, 7610, 7620, 7630, 7640, 7650, 7660, 7670, 7680, 7690, 7700, 7710, 7720, 7730, 7740, 7750, 7760, 7770, 7780, 7790, 7800, 7810, 7820, 7830, 7840, 7850, 7860, 7870, 7880, 7890, 7900, 7910, 7920, 7930, 7940, 7950, 7960, 7970, 7980, 7990, 8000, 8010, 8020, 8030, 8040, 8050, 8060, 8070, 8080, 8090, 8100, 8110, 8120, 8130, 8140, 8150, 8160, 8170, 8180, 8190, 8200, 8210, 8220, 8230, 8240, 8250, 8260, 8270, 8280, 8290, 8300, 8310, 8320, 8330, 8340, 8350, 8360, 8370, 8380, 8390, 8400, 8410, 8420, 8430, 8440, 8450, 8460, 8470, 8480, 8490, 8500, 8510, 8520, 8530, 8540, 8550, 8560, 8570, 8580, 8590, 8600, 8610, 8620, 8630, 8640, 8650, 8660, 8670, 8680, 8690, 8700, 8710, 8720, 8730, 8740, 8750, 8760, 8770, 8780, 8790, 8800, 8810, 8820, 8830, 8840, 8850, 8860, 8870, 8880, 8890, 8900, 8910, 8920, 8930, 8940, 8950, 8960, 8970, 8980, 8990, 9000, 9010, 9020, 9030, 9040, 9050, 9060, 9070, 9080, 9090, 9100, 9110, 9120, 9130, 9140, 9150, 9160, 9170, 9180, 9190, 9200, 9210, 9220, 9230, 9240, 9250, 9260, 9270, 9280, 9290, 9300, 9310, 9320, 9330, 9340, 9350, 9360, 9370, 9380, 9390, 9400, 9410, 9420, 9430, 9440, 9450, 9460, 9470, 9480, 9490, 9500, 9510, 9520, 9530, 9540, 9550, 9560, 9570, 9580, 9590, 9600, 9610, 9620, 9630, 9640, 9650, 9660, 9670, 9680, 9690, 9700, 9710, 9720, 9730, 9740, 9750, 9760, 9770, 9780, 9790, 9800, 9810, 9820, 9830, 9840, 9850, 9860, 9870, 9880, 9890, 9900, 9910, 9920, 9930, 9940, 9950, 9960, 9970, 9980, 9990, 10000, 10010, 10020, 10030, 10040, 10050, 10060, 10070, 10080, 10090, 10100, 10110, 10120, 10130, 10140, 10150, 10160, 10170, 10180, 10190, 10200, 10210, 10220, 10230, 10240, 10250, 10260, 10270, 10280, 10290, 10300, 10310, 10320, 10330, 10340, 10350, 10360, 10370, 10380, 10390, 10400, 10410, 10420, 10430, 10440, 10450, 10460, 10470, 10480, 10490, 10500, 10510, 10520, 10530, 10540, 10550, 10560, 10570, 10580, 10590, 10600, 10610, 10620, 10630, 10640, 10650, 10660, 10670, 10680, 10690, 10700, 10710, 10720, 10730, 10740, 10750, 10760, 10770, 10780, 10790, 10800, 10810, 10820, 10830, 10840, 10850, 10860, 10870, 10880, 10890, 10900, 10910, 10920, 10930, 10940, 10950, 10960, 10970, 10980, 10990, 11000, 11010, 11020, 11030, 11040, 11050, 11060, 11070, 11080, 11090, 11100, 11110, 11120, 11130, 11140, 11150, 11160, 11170, 11180, 11190, 11200, 11210, 11220, 11230, 11240, 11250, 11260, 11270, 11280, 11290, 11300, 11310, 11320, 11330, 11340, 11350, 11360, 11370, 11380, 11390, 11400, 11410, 11420, 11430, 11440, 11450, 11460, 11470, 11480, 11490, 11500, 11510, 11520, 11530, 11540, 11550, 11560, 11570, 11580, 11590, 11600, 11610, 11620, 11630, 11640, 11650, 11660, 11670, 11680, 11690, 11700, 11710, 11720, 11730, 11740, 11750, 11760, 11770, 11780, 11790, 11800, 11810, 11820, 11830, 11840, 11850, 11860, 11870, 11880, 11890, 11900, 11910, 11920, 11930, 11940, 11950, 11960, 11970, 11980, 11990, 12000, 12010, 12020, 12030, 12040, 12050, 12060, 12070, 12080, 12090, 12100, 12110, 12120, 12130, 12140, 12150, 12160, 12170, 12180, 12190, 12200, 12210, 12220, 12230, 12240, 12250, 12260, 12270, 12280, 12290, 12300, 12310, 12320, 12330, 12340, 12350, 12360, 12370, 12380, 12390, 12400, 12410, 12420, 12430, 12440, 12450, 12460, 12470, 12480, 12490, 12500, 12510, 12520, 12530, 12540, 12550, 12560, 12570, 12580, 12590, 12600, 12610, 12620, 12630, 12640, 12650, 12660, 12670, 12680, 12690, 12700, 12710, 12720, 12730, 12740, 12750, 12760, 12770, 12780, 12790, 12800, 12810, 12820, 12830, 12840, 12850, 12860, 12870, 12880, 12890, 12900, 12910, 12920, 12930, 12940, 12950, 12960, 12970, 12980, 12990, 13000, 13010, 13020, 13030, 13040, 13050, 13060, 13070, 13080, 13090, 13100, 13110, 13120, 13130, 13140, 13150, 13160, 13170, 13180, 13190, 13200, 13210, 13220, 13230, 13240, 13250, 13260, 13270, 13280, 13290, 13300, 13310, 13320, 13330, 13340, 13350, 13360, 13370, 13380, 13390, 13400, 13410, 13420, 13430, 13440, 13450, 13460, 13470, 13480, 13490, 13500, 13510, 13520, 13530, 13540, 13550, 13560, 13570, 13580, 13590, 13600, 13610, 13620, 13630, 13640, 13650, 13660, 13670, 13680, 13690, 13700, 13710, 13720, 13730, 13740, 13750, 13760, 13770, 13780, 13790, 13800, 13810, 13820, 13830, 13840, 13850, 13860, 13870, 13880, 13890, 13900, 13910, 13920, 13930, 13940, 13950, 13960, 13970, 13980, 13990, 14000, 14010, 14020, 14030, 14040, 14050, 14060, 14070, 14080, 14090, 14100, 14110, 14120, 14130, 14140, 14150, 14160, 14170, 14180, 14190, 14200, 14210, 14220, 14230, 14240, 14250, 14260, 14270, 14280, 14290, 14300, 14310, 14320, 14330, 14340, 14350, 14360, 14370, 14380, 14390, 14400, 14410, 14420, 14430, 14440, 14450, 14460, 14470, 14480, 14490, 14500, 14510, 14520, 14530, 14540, 14550, 14560, 14570, 14580, 14590, 14600, 14610, 14620, 14630, 14640, 14650, 14660, 14670, 14680, 14690, 14700, 14710, 14720, 14730, 14740, 14750, 14760, 14770, 14780, 14790, 14800, 14810, 14820, 14830, 14840, 14850, 14860, 14870, 14880, 14890, 14900, 14910, 14920, 14930, 14940, 14950, 14960, 14970, 14980, 14990, 15000, 15010, 15020, 15030, 15040, 15050, 15060, 15070, 15080, 15090, 15100, 15110, 15120, 15130, 15140, 15150, 15160, 15170, 15180, 15190, 15200, 15210, 15220, 15230, 15240, 15250, 15260, 15270, 15280, 15290, 15300, 15310, 15320, 15330, 15340, 15350, 15360, 15370, 15380, 15390, 15400, 15410, 15420, 15430, 15440, 15450, 15460, 15470, 15480, 15490, 15500, 15510, 15520, 15530, 15540, 15550, 15560, 15570, 15580, 15590, 15600, 15610, 15620, 15630, 15640, 15650, 15660, 15670, 15680, 15690, 15700, 15710, 15720, 15730, 15740, 15750, 15760, 15770, 15780, 15790, 15800, 15810, 15820, 15830, 15840, 15850, 15860, 15870, 15880, 15890, 15900, 15910, 15920, 15930, 15940, 15950, 15960, 15970, 15980, 15990, 16000, 16010, 16020, 16030, 16040, 16050, 16060, 16070, 16080, 16090, 16100, 16110, 16120, 16130, 16140, 16150, 16160, 16170, 16180, 16190, 16200, 16210, 16220, 16230, 16240, 16250, 16260, 16270, 16280, 16290, 16300, 16310, 16320, 16330, 16340, 16350, 16360, 16370, 16380, 16390, 16400, 16410, 16420, 16430, 16440, 16450, 16460, 16470, 16480, 16490, 16500, 16510, 16520, 16530, 16540, 16550, 16560, 16570, 16580, 16590, 16600, 16610, 16620, 16630, 16640, 16650, 16660, 16670, 16680, 16690, 16700, 16710, 16720, 16730, 16740, 16750, 16760, 16770, 16780, 16790, 16800, 16810, 16820, 16830, 16840, 16850, 16860, 16870, 16880, 16890, 16900, 16910, 16920, 16930, 16940, 16950, 16960, 16970, 16980, 16990, 17000, 17010, 17020, 17030, 17040, 17050, 17060, 17070, 17080, 17090, 17100, 17110, 17120, 17130, 17140, 17150, 17160, 17170, 17180, 17190, 17200, 17210, 17220, 17230, 17240, 17250, 17260, 17270, 17280, 17290, 17300, 17310, 17320, 17330, 17340, 17350, 17360, 17370, 17380, 17390, 17400, 17410, 17420, 17430, 17440, 17450, 17460, 17470, 17480, 17490, 17500, 17510, 17520, 17530, 17540, 17550, 17560, 17570, 17580, 17590, 17600, 17610, 17620, 17630, 17640, 17650, 17660, 17670, 17680, 17690, 17700, 17710, 17720, 17730, 17740, 17750, 17760, 17770, 17780, 17790, 17800, 17810, 17820, 17830, 17840, 17850, 17860, 17870, 17880, 17890, 17900, 17910, 17920, 17930, 17940, 17950, 17960, 17970, 17980, 17990, 18000, 18010, 18020, 18030, 18040, 18050, 18060, 18070, 18080, 18090, 18100, 18110, 18120, 18130, 18140, 18150, 18160, 18170, 18180, 18190, 18200, 18210, 18220, 18230, 18240, 18250, 18260, 18270, 18280, 18290, 18300, 18310, 18320, 18330, 18340, 18350, 18360, 18370, 18380, 18390, 18

PARIS

Cours relevés à 10 h 13

COMPTANT

(selection)

VALEURS	% du seg.	% du secteur	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Exp. B. 10.5.77	6.21	Def. Ind.	1369	Min.	197	191 50
Exp. B. 10.5.78	7.88	Def. Ind.	422 98	429	Navigation (M.)	278 50
Exp. B. 10.5.79	11 17	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.80	13 17	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.81	15 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.82	17 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.83	19 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.84	21 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.85	23 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.86	25 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.87	27 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.88	29 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.89	31 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.90	33 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.91	35 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.92	37 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.93	39 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.94	41 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.95	43 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.96	45 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.97	47 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.98	49 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.99	51 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.00	53 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.01	55 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.02	57 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.03	59 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.04	61 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.05	63 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.06	65 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.07	67 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.08	69 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.09	71 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.10	73 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.11	75 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.12	77 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.13	79 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.14	81 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.15	83 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.16	85 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.17	87 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.18	89 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.19	91 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.20	93 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.21	95 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.22	97 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.23	99 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.24	101 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.25	103 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.26	105 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.27	107 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.28	109 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.29	111 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.30	113 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.31	115 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.32	117 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.33	119 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.34	121 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.35	123 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.36	125 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.37	127 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.38	129 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.39	131 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.40	133 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.41	135 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.42	137 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.43	139 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.44	141 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.45	143 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.46	145 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.47	147 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.48	149 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.49	151 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.50	153 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.51	155 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.52	157 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.53	159 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.54	161 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.55	163 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.56	165 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.57	167 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.58	169 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.59	171 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.60	173 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.61	175 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.62	177 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.63	179 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.64	181 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.65	183 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.66	185 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.67	187 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.68	189 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.69	191 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.70	193 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.71	195 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.72	197 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.73	199 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.74	201 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.75	203 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.76	205 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.77	207 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.78	209 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.79	211 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.80	213 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.81	215 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.82	217 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.83	219 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.84	221 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.85	223 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.86	225 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.87	227 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.88	229 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.89	231 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.90	233 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.91	235 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.92	237 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.93	239 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.94	241 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.95	243 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.96	245 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.97	247 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.98	249 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.99	251 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.00	253 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.01	255 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.02	257 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.03	259 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.04	261 84	Def. Ind.	746	744	Navigation (M.)	278 50	265 10
Exp. B. 10.5.05							

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Le dispositif militaire français au Gabon va être allégé

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a annoncé, vendredi 1^{er} juin, l'allègement du dispositif militaire français en raison du retour au calme à Port-Gentil. Aucune précision n'a été donnée en ce qui concerne la réduction du contingent envoyé en renfort il y a une semaine. Interrogé sur RFI (Radio France Internationale), M. Dumas

a indiqué que « la France n'entendait pas abandonner l'Afrique » ajoutant que trente ans après la décolonisation « tout n'est pas à revoir, tout est à adapter ».

Par ailleurs, la France fournira à partir du vendredi 1^{er} juin une aide humanitaire ponctuelle de 25 tonnes (huile, pain, farine, riz) achetée sur place et qui sera distribuée à la

population de Port-Gentil. La politique d'autre part commencée à reprendre ses droits en raison du retour au calme à Port-Gentil, où les quelque cinq cents Français regroupés dans deux centres protégés par l'armée française ont été autorisés à regagner leur domicile.

Le dosage ethnique compte au moins autant que l'éventail des sensibilités « politiques » au sein du gouvernement. Traditionnellement, le poste de premier ministre échoit à un fang, ethnique majoritaire, qui n'a pas bougé pendant les troubles. Mais le chef du gouvernement a longtemps été un personnage effacé. Il n'en va pas de même de M. Casimir Oyé-Mba. Né en 1942, ce docteur en droit précédemment directeur de la banque des Etats d'Afrique centrale à Yaoundé est un technicien compe-

l'opposition. Les pourparlers se sont poursuivis, vendredi matin, avec certains ministres. De source française, on affirme que l'entrevue de l'ambassadeur ne résulte en rien des promesses qui auraient pu être faites au PGP quand a été obtenue la libération du consul à Port-Gentil momentanément pris en otage au début des événements.

Le dosage ethnique compte au moins autant que l'éventail des sensibilités « politiques » au sein du gouvernement. Traditionnellement, le poste de premier ministre échoit à un fang, ethnique majoritaire, qui n'a pas bougé pendant les troubles. Mais le chef du gouvernement a longtemps été un personnage effacé. Il n'en va pas de même de M. Casimir Oyé-Mba. Né en 1942, ce docteur en droit précédemment directeur de la banque des Etats d'Afrique centrale à Yaoundé est un technicien compe-

Le dosage ethnique compte au moins autant que l'éventail des sensibilités « politiques » au sein du gouvernement. Traditionnellement, le poste de premier ministre échoit à un fang, ethnique majoritaire, qui n'a pas bougé pendant les troubles. Mais le chef du gouvernement a longtemps été un personnage effacé. Il n'en va pas de même de M. Casimir Oyé-Mba. Né en 1942, ce docteur en droit précédemment directeur de la banque des Etats d'Afrique centrale à Yaoundé est un technicien compe-

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial

En ramenant le calme à Port-Gentil, l'armée a probablement sauvé le régime du président Bongo. Chaque jour qui passe sans incident majeur est un point de gagné pour celui-ci mais plus rien ne sera jamais comme avant au Gabon. D'une part, le chef de l'Etat devra composer avec l'opposition davantage qu'il ne l'avait fait après la première vague d'agitation, en mars. D'autre part, après s'être déjà mis « au-dessus des partis », il semble accepter l'idée d'abandonner une partie du pouvoir exécutif à un premier ministre qui a cessé d'être une poignée.

Plusieurs partis d'opposition sont déjà représentés dans le gouvernement formé le 29 avril. Le Parti gabonais du progrès (PGP), qui avait pour secrétaire général

Le dosage ethnique

Le diplomate français, fort actif et efficace depuis le début des événements, a été entendu puis une conversation téléphonique a eu lieu entre un haut fonctionnaire de la présidence et le numéro un de

M. Le Pen raille « M. Dracula Joxe » et « M. Lévy Hanin »

M. Jean-Marie Le Pen avait convié, jeudi 31 mai, sur un bateau-mouche parisien, les « valeurs de plume et d'écran » - c'est ainsi qu'il qualifie les journalistes - pour annoncer le lancement d'une « campagne de défense des libertés républicaines » qui, selon lui, sont « ouvertement bafouées dans notre pays ». Cette campagne sera marquée par deux rassemblements, l'un au Zénith, le 22 juin, l'autre dans le Gard, le 1^{er} juillet.

Dans l'hypothèse d'une interdiction, le président du Front national a précisé : « J'en prendrai acte. Par conséquent, si le Front national ne tomberait pas dans les pièges de

la provocation (...) Cela dit, je ne serais pas responsable de la réaction que pourraient avoir des citoyens en colère ou des électeurs dans le cadre du déroulement de la vie publique ».

S'exprimant face à la statue de la Liberté au pont de Grenelle, il a raillé le ministre de l'Intérieur, « M. Dracula Joxe », à propos de l'absence de résultats dans l'enquête sur la profanation de Carpentras dont M. Le Pen affirme qu'il s'agit d'un « montage » et d'une « gigantesque machination politicienne ».

M. Le Pen a également commenté sa plainte contre l'acteur Roger Hanin qui avait comparé les

dirigeants du FN à des « nazis » (le Monde du 1^{er} juin). Parlant de « M. Lévy Hanin », il a dit, pour justifier l'emploi de ce patronyme : « Quand quelqu'un a un autre nom que le sien, quand il a un nom de plume ou de cinéma, on l'appelle - c'est obligatoire dans la procédure - par son nom. Or, M. Hanin s'appelle M. Lévy. Je l'ai lu d'ailleurs dans le « Who's Who ». Et je pense qu'il n'y a à cela aucune gêne, ni aucun complexe à avoir en ce qui le concerne ». Interrogé sur la Cinq dans la soirée, M. Hanin a déclaré à propos de M. Le Pen : « C'est un véritable nazi, c'est un malade, c'est un fou ! »

Un meeting communiste à la Mutualité

M. Marchais fait l'éloge de Cuba

M. Georges Marchais a vécu, jeudi soir 31 mai, à la Maison de la Mutualité, une soirée parisienne extrêmement réconfortante. Quand il est apparu sur l'estrade, il a été applaudi avec affection, pendant plusieurs minutes, par un bon millier de militants et de sympathisants communistes, et on a même vu M. Charles Fiterman se joindre, du bout des doigts, à cette manifestation de solidarité.

Il s'agissait, il est vrai, d'un meeting consacré à un sujet de politique extérieure puisque cette assistance chaleureuse et nombreuse (malgré la grève « légitime » des

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Mère Ubu

C'est, on les trouve en librairie, les fameux carnets d'Elena Ceausescu, publiés par Flammarion sous l'impertinent couvert de la Piéride, objet d'un procès, aujourd'hui reparus dans les habits neufs de la camarade Ubu. C'est pas un vrai faux, c'est un faux vrai. En voici quelques échantillons :

Invités aux Etats-Unis. Dangereux. Surtout que notre excellent ami Nixon ne sera plus là pour nous recevoir... Quand je pense qu'il a été renvoyé parce qu'il avait posé des miroirs ! Ces Américains sont vraiment des sauvages... Sûrement nous aurons des mains à serrer. Ça me dégoûte d'avance. Emporter bouteille d'alcool à 90° et cotons pour nous désinfecter.

J'hésite à donner du pain aux cygnes du lac. Si jamais on les avait dressés contre moi et qu'ils me piquaient jusqu'au sang ?

Le secteur bancaire roumain a son siège à Zurich. Compte 678543, récemment modifié.

Visite à Londres. La Tour. On a vu le trésor. Ils ne m'ont rien offert, rien ! Ces gens-là ne savent pas vivre... Tout de

même, je rapporte un diplôme de membre honoraire de l'Académie royale. C'est le mot « royale » qui me plaît le plus.

Visite des Marchais. Le « camarade Georges » a eu l'air saisi par la belle surprise que je lui réservais : l'emmener de Bucarest à Neptune dans un Messerschmitt prêt par le musée militaire de Berlin-Est.

J'ai soumis à Nicolas, en plein conseil exécutif du parti, une nouvelle devise pour l'année à venir : Industrie lourde et cuisine légère.

Promis une chasse à l'ours au président français... Très chapeau... Depuis quinze jours, deux bataillons de l'armée essayent d'en trouver un dans les Carpates, mais j'ai l'impression que Nick a tué les derniers il y a un mois. Il a fallu se débrouiller, nous avons coulé des Roumains dans des peaux requéssées chez le costumier du Théâtre national.

Je lis les livres à votre perspective, chère. Cochez les entrées qui valent moins de la fiction que de la réalité. Si vous avez tout bon, je vous offre l'aller-retour à Timisoara.

L'IRA à l'offensive

Les derniers attentats « armés » de l'IRA à Londres ont été la preuve d'une offensive contre le pouvoir britannique. Un triple attentat a été perpétré le 29 mai contre des locaux de la police à Londres. Un triple attentat a été perpétré le 29 mai contre des locaux de la police à Londres. Un triple attentat a été perpétré le 29 mai contre des locaux de la police à Londres.

Un triple attentat a été perpétré le 29 mai contre des locaux de la police à Londres. Un triple attentat a été perpétré le 29 mai contre des locaux de la police à Londres. Un triple attentat a été perpétré le 29 mai contre des locaux de la police à Londres.

A Washington, accablé mais blocage s'installe

Le président américain a été accablé par les réactions de la presse et du public à la suite de son discours à Washington. Le président américain a été accablé par les réactions de la presse et du public à la suite de son discours à Washington. Le président américain a été accablé par les réactions de la presse et du public à la suite de son discours à Washington.

Le cadeau américain

WASHINGTON. Le président américain a été accablé par les réactions de la presse et du public à la suite de son discours à Washington. Le président américain a été accablé par les réactions de la presse et du public à la suite de son discours à Washington. Le président américain a été accablé par les réactions de la presse et du public à la suite de son discours à Washington.

Impasse constitutionnelle

Réunion de la Conférence pour sauver une Confédération canadienne.

MONTREAL

La Conférence pour sauver une Confédération canadienne a réuni à Montréal les représentants des provinces canadiennes. La Conférence pour sauver une Confédération canadienne a réuni à Montréal les représentants des provinces canadiennes. La Conférence pour sauver une Confédération canadienne a réuni à Montréal les représentants des provinces canadiennes.

Le Monde DE GAULLE



NUMÉRO NOUS CÈDE - 30 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND

A L'ÉTRANGER : 4 pages, 6,00 F. Hors-papier : 10 pages, 10,00 F.

Abonnement : 12 numéros, 60,00 F. Hors-papier : 12 numéros, 100,00 F.

Le Monde est imprimé sur papier recyclé.

Le Monde est imprimé sur papier recyclé.

Le Monde est imprimé sur papier recyclé.

Le Monde est imprimé sur papier recyclé.

Le Monde est imprimé sur papier recyclé.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Population : « Un taux de natalité ne se décrète pas », par Claude Evin. • Environnement : « Massacre à haute tension », par Jean-Pierre Raffin. 2

La sommet

Bush-Gorbatchev. L'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN au centre des entretiens... 3

Taxe d'habitation

L'Assemblée nationale a adopté l'amendement du groupe socialiste... 7

Travail précaire

L'examen du projet de loi de M. Soisson : la fin des abus... 7

Les lois et leurs décrets

Après la déclaration de M. Mitterrand réclamant une accélération de l'application des lois... 8

SECTION B

Le football et l'argent

Les vedettes, leurs salaires et leurs impôts... 9

Le tournoi de Roland-Garros

L'autrichien Muster donné favori pour la finale... 10

Rythmes scolaires

M. Jospin ne veut rien « bousculer »... 12

Automobile et environnement

Les constructeurs s'inquiètent de l'encombrement du centre des villes... 12

Journal d'un amateur

« Croire », par Philippe Boucher. 13

Le ventre de Paris au théâtre Fontaine

Jean Rougerie prend l'œuvre d'Emile Zola à bras le corps, sans tricher... 15

Le bilan de Médiaville

La télévision par câble découvre les lois du marché... 16

SANS VISA

Le Nouveau-Mexique indien pour toujours. • Casse-croûte gaulois : les tables de la semaine. • Jeux, pages 19 à 22

SECTION D

La CNJA sort de sa crise

Les jeunes agriculteurs ressoudent leur mouvement... 23

Les succès d'Eureka

Quatre-vingt-onze nouveaux projets de recherche ont été approuvés lors de la conférence ministérielle de Rome... 25

Services

Abonnements... 16

Annuaire classé... 27

Carnet... 14

Jour... 22

Marchés financiers... 28 et 29

Météorologie... 14

Philatélie... 14

Radio-Télévision... 18

Spectacles... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} juin 1990 a été tiré à 534 854 exemplaires.

SVM SCIENCE & VIE MICRO

RÉVOLUTIONNAIRE : L'ORDINATEUR SANS CLAVIER

Le GRIDPAD ouvre une nouvelle ère du dialogue entre l'homme et l'ordinateur. Après le clavier et la souris, voici... le style. Vous écrivez directement sur l'écran pour saisir un texte, un graphique, ou piloter une information. SVM vous dit tout sur cet ordinateur révolutionnaire qui concrétise le vieux rêve de la reconnaissance de l'écriture.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- WINDOWS 3 : les PC rattrapent le MAC
- 44 utilitaires pour améliorer votre Atari ST
- Bases de données sur Macintosh : les nouvelles dimensions des 4D

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

M. Antoine Waechter invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, député au Parlement européen, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 3 juin de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien candidat à la présidence de la République répondra aux questions d'Olivier Biffard et de Roger Cans du Monde et de Dominique Pennequin et Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Dérain.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 1^{er} juin

Nouveau repli

La dernière séance de la semaine s'est ouverte le 1^{er} juin sur une note toujours assez lourde. A l'effacement au moment de l'ouverture (-0,23 %), l'indice CAC-40 tendait ensuite à s'alourdir (-0,62 %). Aux alentours de 11 heures, le mouvement de repli tendait toutefois à se ralentir un peu (-0,46 %).

Progression d'Hutchinson, Essilor, CMC, Alsip, Logris, BP France, Thomson TP, Michelin.

L'Association Hubert-Beuve-Méry

L'augmentation des frais financiers liée à l'ampleur de ces investissements, le début des amortissements de la nouvelle imprimerie d'Ivry ainsi que la réalisation plus lente que prévu des gains de productivité expliquent la baisse des résultats par rapport à l'année précédente qui, il est vrai, avait été exceptionnelle dans l'histoire de l'entreprise. Le résultat net consolidé a été de 22,6 millions de francs en 1989 contre 36,3 en 1988.

L'assemblée a donné son accord à l'entrée dans la SARL de l'Association Hubert-Beuve-Méry qui regroupe les quinze anciens porteurs de parts A, représentant au total 32,3 % du capital social de la SARL. Enfin, l'assemblée a approuvé la création de la société Le Monde Éditions, filiale du Monde (51 %) et des éditions La Découverte (49 %).

Société des lecteurs du Monde

L'assemblée générale de la Société des lecteurs du Monde se réunira le samedi 9 juin 1990 à 15 heures à l'UNESCO (7, place Fontenay, 75007 Paris). Merci à ceux qui ne peuvent venir d'envoyer leur pouvoir et à ceux qui comptent venir de retourner rapidement le coupon-réponse qui figure dans le dossier.

Société des lecteurs du Monde, 15, rue Falguères, 75015 Paris.